



(Drapeau de la province de Québec, adopté par arrêté en conseil numéro 72, en date du 21 janvier 1948.)
(Flag of the Province of Quebec, adopted by Order in Council Number 72, bearing date January 21st, 1948.)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 20 NOVEMBRE 1948

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, NOVEMBER 20th, 1948

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à : l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion : sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette Officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine : mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to : The King's Printer, Québec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion : otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized, by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion : 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes : 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction : 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé : 30 cents chacun.

Feuilles volantes : \$1 la douzaine.

Abonnement : \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante :

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre : le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
21991 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion : 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions : 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation : 50 cents per 100 words.

Single copies : 30 cents each.

Slips : \$1. per dozen.

Subscriptions : \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
King's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
21991 — 1-52

Lettres patentes

Ayers Co. Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deux octobre 1948, constituant en corporation: Emé Lacroix, C.R., avocat, de ville Mont-Royal, Émile Pelletier, avocat, de Lachine, et Marcelle Langlois, sténographe, fille majeure, de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le placement de parts, actions, obligations, débetures, actions-débetures et autres preuves de dettes et autres obligations émises ou garanties par toute corporation, compagnie, banque à charte, association, société, syndicat, entité, personne ou gouvernement, autorité municipale ou publique, domestique ou étrangère, sous le nom de "Ayers Co. Limited", avec un capital de \$3,000,000, divisé en 29,500 actions privilégiées, d'une valeur au pair de \$100 chacune et 50,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1. chacune.

Letters Patent

Ayers Co. Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of October, 1948, incorporating: Emé Lacroix, K.C., Lawyer, of the Town of Mount-Royal, Emile Pelletier, lawyer, of Lachine, and Marcelle Langlois, stenographer, spinster, of the city of Montreal, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To invest in shares, stocks, bonds, debentures, debenture stock and other evidences of indebtedness and obligations issued or guaranteed by any corporation, company, chartered bank, association, partnership, syndicate, entity, person or governmental, municipal or public authority, domestic or foreign, under the name of "Ayers Co. Limited", with a capital stock of \$3,000,000. divided into 29,500 preferred shares of a par value of \$100. each, and 50,000 common shares of a par value of \$1. each.

Le siège social de la compagnie, sera à Lachute, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux octobre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Benson's Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treize octobre 1948, constituant en corporation: Celia Cohen, Claire Taylor, secrétaires, filles majeures, et Virginia Mires, réceptionniste, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire ou exercer le commerce d'ameublements de maison et fournitures de tous genres et de toute description, appareils électriques de maison, fourrures, vêtements et hardes en général, sous le nom de "Benson's Inc.", avec un capital de \$5,000, divisé en 50 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize octobre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

**Buckland Mines Ltd.
(Libre de responsabilité personnelle)**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies Minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du vingt-six octobre 1948, constituant en corporation: Paul Miquelon, avocat, de Beauport, J. Léo Moffet, comptable, Charles-Henri Giroux, notaire, Robert Perron, avocat, et Cécile Jobin, secrétaire, tous quatre de la cité de Québec, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Faire des explorations ou recherches pour découvrir des mines et minerais;

Exercer toutes les opérations qui consistent à miner, creuser, extraire, laver, passer au crible, fondre, affiner, broyer ou traiter de toute façon le sol, la terre, le roc et les pierres pour en extraire des minerais quelconques; rendre des minerais propres au marché par tous moyens quelconques; et les vendre ou autrement en disposer, sous le nom de "Buckland Mines Ltd." (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital de \$50,000, divisé en 50,000 actions communes de \$1 chacune.

Émettre les actions de sorte que les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu de payer à la compagnie.

Le siège social de la compagnie sera à 189, rue Saint-Jean, chambre 25, cité de Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-six octobre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Canadian Lightning Protector Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été

The head office of the Company will be at Lachute, Judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-second day of October, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Benson's Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of October, 1948, incorporating: Celia Cohen, Claire Taylor, secretaries, spinsters, and Virginia Mires, receptionist, spinster, all of the City and Judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in or with household furniture and furnishings of every type and description, electrical household apparatus, furs, clothing and wearing apparel generally, under the name of "Benson's Inc.", with a capital stock of \$5,000, divided into 50 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this thirteenth day of October, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

**Buckland Mines Ltd.
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-sixth day of October, 1948, incorporating: Paul Miquelon, advocate, of Beauport, J. Léo Moffet, accountant, Charles-Henri Giroux, notary, Robert Perron, advocate, and Cécile Jobin, secretary, all four of the city of Quebec, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals;

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purposes of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, craddled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof, under the name of "Buckland Mines Ltd. (No personal Liability)," with a capital stock of \$50,000, divided into 50,000 common shares of \$1 each.

To issue shares so that the shareholders shall incur no personal liability in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company.

The head office of the company will be at 189 Saint John street, Room 25, city of Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of October, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Canadian Lightning Protector Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have

accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize septembre 1948, constituant en corporation: Lucien Beauregard, avocat et Conseil en Loi du Roi, Jean Brisset, avocat, Llewellyn S. Reyecraft, avocat, et Madeleine Mailloux, secrétaire, fille majeure, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter, fabriquer, vendre, distribuer, importer, exporter et installer des appareils, matériel, accessoires et fournitures électriques et plus particulièrement des appareils objets des brevets J. Cougnard; en exercer le commerce sous le nom de "Canadian Lightning Protector Incorporated", avec un capital de \$20,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le treize septembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DESILETS.

Canado-Mondial, Ltée
Canada-World News Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un octobre 1948, constituant en corporation: Maurice Trudeau, avocat et conseil en Loi du Roi, de la cité d'Outremont, Philippe Beauregard, avocat et conseil en Loi du Roi, de la cité de Montréal, Arthur Dansereau, avocat, de Ville Mont-Royal, Jean-Louis Laporte, journaliste, Roger Beaulieu, avocat, François Morel, étudiant en droit, et Pierrette Demers, sténographe, célibataire majeure, tous quatre de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter et administrer une ou des agences de presse, de publicité et d'annonces, sous le nom de "Canado-Mondial, Ltée"—"Canada World News Ltd.", avec un capital de \$50,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de \$10 chacune et 250 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt et un octobre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DESILETS.

C.B.L. Enterprise Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze octobre 1948, constituant en corporation: Jean-Jacques Hamel, avocat, Marie-Anna Savard et Thérèse Trudeau, secrétaires, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie de la construction des bâtiments de toutes sortes et de toutes descriptions, ainsi que toutes sortes de travaux publics et privés de quelque nature ou genre quelconque, sous le nom de "C.B.L. Enterprise Limited", avec un capital de \$45,000, divisé en 4,500 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of September, 1948, incorporating: Lucien Beauregard, advocate and King's Counsel, Jean Brisset, advocate, Llewellyn S. Reyecraft, advocate, and Madeleine Mailloux, secretary, spinster, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To buy, manufacture, sell, distribute, import, export and install electric appliances, equipment, accessories and supplies and more particularly any apparatus or device under the patent right of J. Cougnard; and to deal in and with the same, under the name of "Canadian Lightning Protector Incorporated", with a capital stock of \$20,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth of September, 1948.

L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

Canado-Mondial, Ltée
Canada-World News Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of October, 1948, incorporating: Maurice Trudeau, advocate and King's Counsel, of the city of Outremont, Philippe Beauregard, advocate and King's Counsel, of the city of Montreal, Arthur Dansereau, advocate, of the Town of Mount Royal, Jean Louis Laporte, journalist, Roger Beaulieu, advocate, François Morel, law student, and Pierrette Demers, stenographer, spinster, all four of the city of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To operate and manage one or more news agencies, advertising and publicity agencies, under the name of "Canado-Mondial, Ltée"—"Canada World News Ltd.", with a capital stock of \$50,000, divided into 2,500 common shares of \$10 and 250 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the Office of the Attorney General, this twenty-first day of October, 1948.

L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

C.B.L. Enterprise Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of October, 1948, incorporating: Jean-Jacques Hamel, advocate, Marie Anna Savard and Thérèse Trudeau, secretaries, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To engage in the construction industry for buildings of all kinds and descriptions, as well as all types of public or private works of any nature or kind whatsoever, under the name of "C.B.L. Enterprise Limited", with a capital stock of \$45,000, divided into 4,500 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général le quinze octobre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DESILETS.

Charbon d'Amos Inc.
Amos Coal Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf octobre 1948, constituant en corporation: Alfred Roy, agent d'assurances, Charles-Edouard Larivière, mécanicien, et Jean-Paul Roy, agent d'assurances, tous d'Amos, district judiciaire d'Abitibi, pour les objets suivants:

Opérer comme commerçants de charbon, comme de ses sous-produits, de houille, d'huile à chauffage, de bois de chauffage et de coke, et être agents en général pour la distribution, en gros et au détail, de toutes les espèces quelconques de combustibles, sous le nom de "Charbon d'Amos Inc."—"Amos Coal Inc.", avec un capital de \$20,000, divisé en 2,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la ville d'Amos, district judiciaire d'Abitibi.

Daté du bureau du Procureur général le dix-neuf octobre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DESILETS.

Château Saguenay, (limitée)
Chateau Saguenay, Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du vingt octobre 1948, constituant en corporation: Yvonne Fredette, caissière, célibataire, Yvan Carrier, commis-marchand, et Philippe-Auguste Hudon, notaire, tous trois domiciliés en la ville de Bagotville, district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Exercer sous toutes ses formes le commerce d'hôtelier en exploitant des hôtels ou hôtelleries dans tous les genres, sous le nom de "Château Saguenay, (limitée)"—"Chateau Saguenay, Limited", avec un capital de \$500,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$100 chacune, et 2,000 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la ville de Bagotville, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général le vingt octobre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DESILETS.

Coronet Harberdashery Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize octobre, 1948, constituant en corporation: Roger Desmarais, Philippe Chalifoux, négociants, et Wilfrid-N. Langevin, avocat, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Importer, exporter, emmagasiner, faire le commerce et le négoce de toutes sortes d'articles et produits étant généralement classifiés sous la

Dated at the Office of the Attorney General, this fifteenth day of October, 1948.

L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

Charbon d'Amos Inc.
Amos Coal Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of October, 1948, incorporating: Alfred Roy, insurance agent, Charles Edouard Larivière, mechanic, and Jean Paul Roy, insurance agent, all of Amos, judicial district of Abitibi, for the following purposes:

To act as dealers in coal and its by-products, soft, or hard coal, fuel oil, fire-wood and coke, and to act as general agents for the distribution, wholesale or retail, of all types of fuel, under the name of "Charbon d'Amos Inc."—"Amos Coal Inc.", with a capital stock of \$20,000, divided into 2,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be in the town of Amos, judicial district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of October, 1948.

L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

Château Saguenay, (limitée)
Chateau Saguenay, Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twentieth day of October, 1948, incorporating: Yvonne Fredette, cashier, spinster, Yvan Carrier, salesman, and Philippe Auguste Hudon, notary, all three domiciled in the town of Bagotville, judicial district of Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on in all its lines the business of hotel-keeper and to operate hotels or hosteleries of all kinds, under the name of "Château Saguenay, (limitée)"—"Chateau Saguenay, Limited", with a capital stock of \$500,000, divided into 3,000 common shares of \$100 each, and 2,000 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be in the town of Bagotville, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of October, 1948.

L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

Coronet Harberdashery Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of October, 1948, incorporating: Roger Desmarais, Philippe Chalifoux, tradesmen, and Wilfrid N. Langevin, advocate, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To import, export, store, trade and deal in all kinds of articles and products generally classified as "men's haberdashery", under the name of

désignation de "merceries pour hommes", sous le nom de "Coronet Haberdashery Inc.", avec un capital de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le seize octobre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Dairy Pearl Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit octobre 1948, constituant en corporation: Roland Bertrand, Guy Guindon, comptables, Sylvio Thibault, commis, Lionel Savard, contremaître, et Paul Guilbault, entrepreneur, tous de Saint-Charles-des-Grondines, district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Faire le commerce du lait et de tous autres produits laitiers et de tous les produits qui peuvent être obtenus du lait et ses sous-produits et de tous les articles ou produits dont le lait est une partie constituante et de tous les autres produits dérivés, sous le nom de "Dairy Pearl Inc.", avec un capital de \$650,000, divisé en 6,500 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Charles-des-Grondines, comté de Portneuf, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le dix-huit octobre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

El Patio Cafe Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize octobre 1948, constituant en corporation: Laurent Trudeau, gérant, de Verdun, Françoise Gagnon, fille majeure, de la cité de Montréal, et Jehan Perdriau, avocat, de la cité d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurant, et faire le commerce en général de comestibles de toutes sortes, sous le nom de "El Patio Cafe Inc.", avec un capital de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera au numéro 4501, Park Avenue, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le seize octobre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Fashion Modes Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinze octobre 1948, constituant en corporation: William Atkin, marchand, de la cité de St-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne, Abraham Stotland, marchand, et Rebecca Kronick Stotland, épouse séparée de biens dudit Abraham Stotland, tous deux de la cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

"Coronet Haberdashery Inc.", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of October, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Dairy Pearl Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of October, 1948, incorporating: Roland Bertrand, Guy Guindon, accountants, Sylvio Thibault, clerk, Lionel Savard, foreman, and Paul Guilbault, contractor, all of Saint-Charles-des-Grondines, judicial district of Quebec, for the following purposes:

To deal in milk and all other dairy products, and in all products that may be derived from milk and its by-products, and in all articles or products of which milk is a component part and in all other products derived therefrom, under the name of "Dairy Pearl Inc.", with a capital stock of \$650,000 divided into 6,500 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Charles-des-Grondines, county of Portneuf, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of October, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

El Patio Cafe Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of October, 1948, incorporating: Laurent Trudeau, manager, of Verdun, Françoise Gagnon, spinster, of the city of Montreal, and Jehan Perdriau, advocate, of the city of Outremont, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the restaurant business and deal generally in foodstuffs of all kinds, under the name of "El Patio Café Inc.", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at No. 4501, Park Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of October, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Fashion Modes Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of October, 1948, incorporating: William Atkin, merchant, of the City of St. Jerome, judicial district of Terrebonne, Abraham Stotland, merchant, and Rebecca Kronick Stotland, wife separate as to property of the said Abraham Stotland, both of the City and Judicial district of Montreal, for the following purposes:

Manufacturer et faire ou exercer le commerce de vêtements de toutes sortes, sous le nom de "Fashion Modes Inc.", avec un capital de \$49,900, divisé en 399 actions ordinaires de \$100 chacune et 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne. Daté du bureau du Procureur général, le quinze octobre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Frédéric Veilleux Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du vingt-cinq octobre 1948, constituant en corporation: Frédéric Veilleux, marchand, Dame Marjory Hilda Ott, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Frédéric Veilleux, et Clermont Veilleux, éditeur, tous de Drummondville, district judiciaire d'Arthabaska, pour les objets suivants:

Faire le commerce de marchandises à la verge et de marchandises sèches; de vêtements et d'accessoires de toilette; de chaussures, de parfums et cosmétiques, de bijoux, de meubles meublants, sous le nom de "Frédéric Veilleux Limitée", avec un capital de \$50,000, divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Drummondville, district judiciaire d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-cinq octobre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Garage Central Didier, Joyal et Tremblay Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du vingt-six octobre 1948, constituant en corporation: Ferdinand Didier, industriel, Hector Joyal, industriel, et Philippe Tremblay, mécanicien, tous du village de Causapsal, district judiciaire de Rimouski, pour les objets suivants:

Faire le commerce des automobiles, camions et véhicules de tout genre et de toute description;

Acquérir et opérer un garage, une boutique pour réparation de véhicules en général, sous le nom de "Garage Central Didier, Joyal et Tremblay Limitée", avec un capital de \$60,000, divisé en 600 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Causapsal, district judiciaire de Rimouski.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-six octobre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Garage Rosemont, Ltée Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize octobre 1948, constituant en corpora-

To manufacture, and deal in or with clothing and wearing apparel of every sort, under the name of "Fashion Modes Inc.", with a capital stock of \$49,900, divided into 399 common shares of \$100. each, and 100 preferred shares of \$100. each.

The head office of the Company will be at St. Jerome, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General this fifteenth day of October, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Frédéric Veilleux Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-fifth day of October, 1948, incorporating: Frédéric Veilleux, merchant, Dame Marjory Hilda Ott, housewife, wife separate as to property of the said Frédéric Veilleux, and Clermont Veilleux, editor, all of Drummondville, judicial district of Arthabaska, for the following purposes:

To deal in yard goods and dry-goods; clothing and toilet accessories; footwear, perfume and cosmetics, jewellery, and household furniture, under the name of "Frédéric Veilleux Limitée", with a capital stock of \$50,000, divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Drummondville, judicial district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of October, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Garage Central Didier, Joyal et Tremblay Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-sixth day of October, 1948, incorporating: Ferdinand Didier, industrialist, Hector Joyal, industrialist, and Philippe Tremblay, mechanic, all of the village of Causapsal, judicial district of Rimouski, for the following purposes:

To deal in automobiles, trucks and vehicles of all kinds and descriptions;

To acquire and operate a garage and a repair shop for vehicles of all kinds, under the name of "Garage Central Didier, Joyal et Tremblay Limitée", with a capital stock of \$60,000, divided into 600 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Causapsal, judicial district of Rimouski.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of October, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Garage Rosemont, Ltée Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of October, 1948, incorporating: Eugène

tion: Eugène Raymond, agent d'affaires, Hubert Ducharme et Charlemagne Landry, avocats, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce, manufacturer, importer, exporter et distribuer les huiles, graisses, gazoline, pétrole, combustibles de toutes sortes, et leurs produits et sous-produits, et dérivés;

Faire le commerce général de garagistes, des entrepôts, des véhicules de toutes sortes, sous le nom de "Garage Rosemont, Ltée., avec un capital de \$50,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 2700, rue Masson, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le seize octobre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

G. J. Lemieux Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un octobre 1948, constituant en corporation: Gaudias-Joseph Lemieux, marchand, Dame Anna Morin, ménagère, épouse séparée de biens de Gaudias-Joseph Lemieux, tous deux de Lévis, et Yves Bernier, avocat, de Lauzon, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires et commerce comme marchands, en tous genres d'ameublements, radios, poêles, machines à laver, frigidaires et autres accessoires, sous le nom de "G. J. Lemieux Ltée", avec un capital de \$49,900, divisé en 499 actions de \$100 chacune.

Le nombre des actionnaires est limité à vingt (20).

Le siège social de la compagnie sera à Lévis, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le vingt et un octobre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Jerri Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du vingt octobre 1948, constituant en corporation: Max Crestohl, avocat, Hilliard Ginsberg, avocat, Olyve Harrison, secrétaire, fille majeure, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, acheter ou autrement acquérir, vendre ou autrement aliéner des chapeaux, casquettes, bérets, capuchons, rubans, serretêtes, toques, bandeaux et autres genres d'articles de modes, chapellerie, parures, articles garnis ou non garnis, et soit de laine, soie, dentelle, fillet, coton, feutre, nylon, poil, fourrure, paille, plumes, textiles ou autres matériaux ou combinaison d'iceux, sous le nom de "Jerri Inc." avec un capital de \$20,000, divisé en 2,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Raymond, business agent, Hubert Ducharme and Charlemagne Landry, advocates, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in, manufacture, import, export and distribute oil, grease, gasoline, petroleum, fuel of all kinds and their products, by-products and derivatives;

To carry on business generally as garage keepers and warehouseman and deal in vehicles of all kinds, under the name of "Garage Rosemont Ltée., with a capital stock of \$50,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 2700 Masson street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of October, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

G. J. Lemieux Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of October, 1948, incorporating: Gaudias-Joseph Lemieux, merchant, Dame Anna Morin, housewife, wife separate as to property of Gaudias-Joseph Lemieux, both of Lévis, and Yves Bernier, advocate, of Lauzon, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on the trade and business of dealer in all kinds of furniture, radios, stoves, washing machines, electric refrigerators and other accessories, under the name of "G. J. Lemieux Ltée", with a capital stock of \$49,900, divided into 499 shares of \$100 each.

The number of shareholders is limited to twenty (20).

The head office of the company will be at Lévis, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of October, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Jerri Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twentieth day of October, 1948, incorporating: Max Crestohl, advocate, Hilliard Ginsberg, advocate, Olyve Harrison, secretary, spinster, all of the City of Montreal, Judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, buy, or otherwise acquire, sell or otherwise dispose of, in hats, caps, berets, hoods, ribbons, snoods, toques, bandeaux, and all other types of millinery, head wear, adornments, trimmed or untrimmed and made of wools, silks, laces, nets, cottons, felts, nylons, hair, furs, straw, feathers, textiles, and all materials or combinations of same, under the name of "Jerri Inc.", with a capital stock of \$20,000, divided into 2,000 shares of \$10. each.

The head office of the Company will be at the City of Montreal, Judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt octobre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Junior Knitting Mills, Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du vingt octobre 1948, constituant en corporation: Joseph Helal, avocat et conseil en loi du Roi, Samuel Lyon Caplan, Nathan Harold Caplan, notaires, et Ann Rachel Caplan, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires et le commerce comme marchands en gros et en détail, et manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter et trafiquer des robes, capes, manteaux, chapeaux, casquettes, vêtements, sous-vêtements, habillements de toute description, pour hommes, dames et enfants, sous le nom de "Junior Knitting Mills, Limited", avec un capital de \$40,000, divisé en 300 actions privilégiées de \$100 chacune et 100 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt octobre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Komduroc Construction Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du vingt octobre 1948, constituant en corporation: John Murdock, Paul Murdock et Craig Murdock, contracteurs, tous de Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Exercer toutes opérations forestières, telles qu'achat de limites à bois, vente de limites, et louage, coupe du bois, vente du bois de coupe, construction de camps, transport de marchandises et de tout matériel nécessaire aux opérations forestières, sous le nom de "Komduroc Construction Limited", avec un capital de \$100,000, divisé en 1,000 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 363, rue Racine, Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général le vingt octobre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

L'Aide à l'Enfance Malheureuse Inc.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du vingt-neuf octobre 1948, constituant en corporation sans capital-actions: M. l'abbé Paul Renaud, prêtre, J.-E. Tessier, C.A., et Jean-Marie Bériault, avocat, tous de la

Dated at the office of the Attorney General this twentieth day of October, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Junior Knitting Mills, Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twentieth day of October, 1948, incorporating: Joseph Helal, advocate and King's Counsel, Samuel Lyon Caplan, Nathan Harold Caplan, notaries, and Ann Rachel Caplan, all of the City of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the trade and business as wholesale and retail merchants, and to manufacture, buy, sell, import, export and deal in dresses, capes, coats, hats, caps, clothing, underwear, men's, ladies' and children's wearing apparel of every description, under the name of "Junior Knitting Mills, Limited", with a capital stock of \$40,000, divided into 300 preferred shares of \$100. each, and 100 common shares of \$100. each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twentieth day of October, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Komduroc Construction Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twentieth day of October, 1948, incorporating: John Murdock, Paul Murdock and Craig Murdock, contractors, all of Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi, for the following purposes:

To engage in lumbering operations, such as the purchase of timber limits, sale and leasing of limits, timber cuts, sale of cut timber, building of camps, transportation of merchandise and all materials required for forestry operations, under the name of "Komduroc Construction Limited", with a capital stock of \$100,000, divided into 1,000 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 363 Racine street, Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of October, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

L'Aide à l'Enfance Malheureuse Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twentieth day of October, 1948, to incorporate as a corporation without share capital: the Rev. abbé Paul Renaud, Priest, J. E. Tessier, C.A., and Jean Marie Bériault, advocate, all of the

city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To undertake and perfect the physical intellectual, moral, religious, family and social re-education and rehabilitation of young boys who are morally abandoned, delinquent or considered as such, under the name of "L'Aide à l'Enfance Malheureuse Inc."

The amount to which the value of (or the annual revenue from) the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of October, 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DESILETS.

La Médaille Moderne Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the nineteenth day of October, 1948, incorporating: Claude Melançon, Yvon Jasmin, advocates, and Rita Dufresne, secretary spinster, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, import, deal wholesale and retail and manufacture prayer beads, medals, crucifixes and other religious articles, under the name of "La Médaille Moderne Ltée", with a capital stock of \$39,900, divided into 399 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of October, 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DESILETS.

Landry & Perry Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-fifth day of October, 1948, incorporating: Gérard Landry, tradesman, Paul Émile Poirier, importer and dealer, and Paul E. Lafontaine, advocate, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To engage in the industry and business of commercial sales agents, sales promoters, advertising and publicity agents for sales and for importation and exportation, under the name of "Landry & Perry Limitée", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of October, 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DESILETS.

Le Clicquot Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been

city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes;

To undertake and perfect the physical intellectual, moral, religious, family and social re-education and rehabilitation of young boys who are morally abandoned, delinquent or considered as such, under the name of "L'Aide à l'Enfance Malheureuse Inc."

The amount to which the value of (or the annual revenue from) the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of October, 1948.

L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

La Médaille Moderne Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the nineteenth day of October, 1948, incorporating: Claude Melançon, Yvon Jasmin, advocates, and Rita Dufresne, secretary spinster, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, import, deal wholesale and retail and manufacture prayer beads, medals, crucifixes and other religious articles, under the name of "La Médaille Moderne Ltée", with a capital stock of \$39,900, divided into 399 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of October, 1948.

L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

Landry & Perry Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-fifth day of October, 1948, incorporating: Gérard Landry, tradesman, Paul Émile Poirier, importer and dealer, and Paul E. Lafontaine, advocate, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To engage in the industry and business of commercial sales agents, sales promoters, advertising and publicity agents for sales and for importation and exportation, under the name of "Landry & Perry Limitée", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of October, 1948.

L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

Le Clicquot Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been

accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du vingt et un octobre 1948, constituant en corporation: Ernest Emond, surintendant d'immeubles, de la cité de Montréal, Gaétan Robert, avocat, et Marguerite Robert, fille majeure, tous deux de la cité de Westmount, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce du tabac, sous quelque forme qu'il se présente et des articles connexes à l'usage du tabac, y compris les tabacs en feuilles et hachés, cigares, cigarettes, fume-cigares, sous le nom de "Le Clicquot Inc." avec un capital de \$40,000 divisé en 2,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 380 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Rémi-de-Napierville, district judiciaire d'Iberville.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un octobre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Lefebvre & Smith Ltée—Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seize octobre 1948, constituant en corporation: Leahy Lefebvre, Thomas Walsh Smith, garagistes, et Osias Quesnel, mécanicien, tous de Ste-Cécile Paroisse, district judiciaire de Beauharnois, pour les objets suivants:

Opérer un garage ou des garages, manufacturer, vendre et trafiquer des véhicules moteurs de toute description et des dispositifs, appliques, pièces et accessoires, sous le nom de "Lefebvre & Smith Ltée—Ltd.", avec un capital de \$50,000 divisé en 250 actions privilégiées de \$100 chacune et 250 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ste-Cécile, district judiciaire de Beauharnois.

Daté du bureau du Procureur général, le seize octobre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Les Frères Morin (Sherbrooke) Incorporés

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du seize octobre 1948, constituant en corporation: Jean-Paul Morin, entrepreneur en construction, Léo Morin, entrepreneur en construction et Arcadius Denis, avocat, tous de la cité de Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François, pour les objets suivants:

Se livrer à l'industrie de la construction générale en bois, brique, ciment, pierre et béton armé, sous le nom de "Les Frères Morin (Sherbrooke) Incorporés", avec un capital de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général le seize octobre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-first day of October, 1948, incorporating: Ernest Emond, superintendent of real estate, of the city of Montreal, Gaétan Robert, advocate, and Marguerite Robert, spinster, both of the city of Westmount, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in tobacco under all forms in which it is sold and articles connected with the use of tobacco, including leaf tobacco, cut tobacco, cigars, cigarettes, cigar holders, under the name of "Le Clicquot Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 2,000 common shares of \$1 each and 380 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Rémi-de-Napierville, judicial district of Iberville.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of October, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Lefebvre & Smith Ltée—Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of October, 1948, incorporating: Leahy Lefebvre, Thomas Walsh Smith, garage men, and Osias Quesnel, mechanic, all of St. Cécile Parish, judicial district of Beauharnois, for the following purposes:

To operate a garage or garages, to manufacture, sell and trade in motor cars and motor vehicles of every description and devices, appliances, parts and accessories, under the name of "Lefebvre & Smith Ltée—Ltd.", with a capital stock of \$50,000 divided into 250 preferred shares of \$100 each, and 250 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at St. Cécile, judicial district of Beauharnois.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of October, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Les Frères Morin (Sherbrooke) Incorporés

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the sixteenth day of October 1948, incorporating: Jean Paul Morin, building contractor, Léo Morin, building contractor, and Arcadius Denis, advocate, all of the city of Sherbrooke, judicial district of St. Francis, for the following purposes:

To engage in the building trade in general, in wood, brick, cement, stone and reinforced concrete, under the name of "Les Frères Morin (Sherbrooke) Incorporés", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Sherbrooke, judicial district of Saint-François.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of October, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Les Immeubles Iberville Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du dix-neuf octobre 1948, constituant en corporation: Damase Côté, C.R., avocat, de la cité de Montréal, Alphonse Côté, administrateur, de la cité d'Outremont, et Marguerite Robert, fille majeure, secrétaire, de la cité de Westmount, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir des terrains, bâtisses et des propriétés mobilières et immobilières et les faire valoir en construisant, reconstruisant, modifiant, améliorant, décorant, meublant et entretenant, exploitant et administrant des logements, bâtisses, maison, logis, garages, bureaux, boutiques, restaurants, structures et commodités de toutes sortes, sous le nom de "Les Immeubles Iberville Inc.", avec un capital de \$100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le dix-neuf octobre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DESILETS.

**Lingerie "Du Jour" Inc.
Du Jour Lingerie Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du dix-neuf octobre 1948, constituant en corporation: Damase Côté, C.R., avocat, de la cité de Montréal, Alphonse Côté, administrateur, de la cité d'Outremont et Marguerite Robert, secrétaire, fille majeure, de la cité de Westmount, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'un magasin général à rayons et comme marchands généraux de vêtements d'hommes, de dames, d'enfants et de bébés, sous le nom de "Lingerie du Jour Inc." — "Du Jour Lingerie Inc.", avec un capital de \$150,000 divisé en 1,500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf octobre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DESILETS.

McIntyre Lumber Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt octobre 1948, constituant en corporation: Roger L. Smith, marchand de bois, de Ste-Adèle-en-Haut, district judiciaire de Terrebonne, Lewis B. Wyman, marchand de bois, et Robert D. Sage, écuyer, tous deux de Dorval, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, importer, exporter, acheter, vendre, et faire le commerce de toutes sortes de bois, bois de charpente, bois de pulpe, produits

Les Immeubles Iberville Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the nineteenth day of October, 1948, incorporating: Damase Côté, K.C., advocate, of the city of Montreal, Alphonse Côté, executive, of the city of Outremont, and Marguerite Robert, spinster, secretary, of the city of Westmount, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To acquire lands, buildings and movable and immovable property, and turn same to account by building, rebuilding, altering, improving, decorating, furnishing and maintaining, operating and managing dwellings, buildings, houses, apartments, garages, offices, shops, restaurants, structures and commodities of all kinds, under the name of "Les Immeubles Iberville Inc.", with a capital stock of \$100,000, divided into 1,000 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of October, 1948.

L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

**Lingerie "Du Jour" Inc.
Du Jour Lingerie Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the nineteenth day of October, 1948, incorporating: Damase Côté, K.C., advocate, of the city of Montreal, Alphonse Côté, executive, of the city of Outremont and Marguerite Robert, secretary, spinster, of the city of Westmount, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a general departmental store and that of general dealers in men's, women's, children's and babies' clothing, under the name of "Lingerie "Du Jour" inc." — "Du Jour Lingerie Inc.", with a capital stock of \$150,000, divided into 1,500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of October, 1948.

L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

McIntyre Lumber Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twentieth day of October, 1948, incorporating: Roger L. Smith, lumber merchant, of Ste-Adèle-en-Haut, judicial district of Terrebonne, Lewis B. Wyman, lumber merchant, and Robert D. Sage, esquire, both of Dorval, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, import, export, buy, sell and deal in all kinds of lumber, timber, pulp wood, paper products, fire wood, materials, doors and

de papier, bois de chauffage, matériaux, portes et fenêtres, meubles et articles de bois de toute nature et description, et tous les produits et sous-produits d'iceux, sous le nom de "McIntyre Lumber Co. Ltd.", avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à L'Annonciation, dans le district judiciaire de Labelle.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt octobre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DESILETS.

Monkland Drive Yourself Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt octobre 1948, constituant en corporation: Roger Lacoste, C.R., avocat, de la cité d'Outremont, Julien Latendresse, comptable, de la cité de Montréal, tous deux du district judiciaire de Montréal, et Gaston Rondeau, avocat, de Marieville, district judiciaire de Saint-Hyacinthe, pour les objets suivants:

Exercer le négoce de louageurs et locuteurs d'automobiles et véhicules de tout autres espèce et description, et de voituriers privés pour le transport de personnes, d'effets, denrées et marchandises, sous toutes ses formes, et spécialités, sous le nom de "Monkland Drive Yourself Limited", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 35, rue Saint-Louis, Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt octobre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DESILETS.

M. Steiner Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la Province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-et-un septembre 1948, constituant en corporation: Philip Meyerovitch, c.r., avocat Louis Feigenbaum, avocat de la cité de Montréal, et Harry Batshaw, c.r., avocat, de la cité de Westmount, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les métier et commerce de marchands de soies, satins, cotons, lainages, laines, vêtements, textiles, nouveautés, plastiques, tricotés, bibelots, habillements, ainsi que tous autres articles, commodités et étoffes nécessaires ou accessoires, en rapport avec ce qui précède, sous le nom de "M. Steiner Corp.", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-et-un septembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DESILETS.

Northern Products Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été

windows, furniture and wooden articles of every nature and description and all products and by-products of the same, under the name of "McIntyre Lumber Co. Ltd.", with a capital stock of \$20,000 divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at L'Annonciation, in the judicial district of Labelle.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of October, 1948.

L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

Monkland Drive Yourself Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of October, 1948, incorporating: Roger Lacoste, K.C., advocate, of the city of Outremont, Julien Latendresse, accountant, of the city of Montreal, both of the judicial district of Montreal, and Gaston Rondeau, advocate, of Marieville, judicial district of Saint-Hyacinthe, for the following purposes:

To carry on the business of lessors and renters of automobiles and vehicles of every kind and description, and to act as private carrier for the transportation of passengers, goods, wares and merchandise, under all forms and in all lines of same, under the name of "Monkland Drive Yourself Limited", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 35 Saint Louis street, Saint Laurent, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of October, 1948.

L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

M. Steiner Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-first day of September, 1948, incorporating: Philip Meyerovitch, K.C., advocate, Louis Feigenbaum, advocate, of the City of Montreal, and Harry Batshaw, K.C., advocate, of the City of Westmount, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the trade and business of dealers in silks, satins, cottons, woollens, yarns, clothes, textiles, novelties, plastics, knitwear, smallware, apparel, as well as all other articles, commodities and materials necessary or incidental in connection with the foregoing, under the name of "M. Steiner Corp.", with a capital stock of \$40,000., divided into 400 common shares of \$100. each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-first day of September, 1948.

L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

Northern Products Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been

accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuf octobre 1948, constituant en corporation: Philip Meyerovitch, c.r., Harry Batshaw c.r., et Louis Feigenbaum, avocats, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce et acheter, vendre et trafiquer le coton, les textiles, les soies et les lainages, menus objets, vêtements, patentes, liqueurs douces, bronzes et métaux, produits chimiques, aliments, marchandises sèches, appareils électriques, produits de la ferme, combustible, épicerie, quincaillerie, coutellerie, fer, charbon et acier, bois, moteurs, allumettes, nouveautés, chaussures, savons, tabac et articles de funeours, et marchandises dans lesquelles le bois ou le métal ou les plastiques forment parties constituantes, sous le nom de "Northern Products Ltd.", avec un capital de \$10,000 divisé en 1,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf octobre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Office Machine & Furniture Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huit octobre 1948, constituant en corporation: Harry J. De Luca, marchand, de Pointe-Claire, Stanley Groves, gérant, de la cité de Montréal, et Gerald Royer, surintendant, de Longueuil, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et exploiter le commerce de marchands, commerçants et manufacturiers de meubles de bureau, équipement et accessoires et tout commerce connexe, sous le nom de "Office Machine & Furniture Co. Ltd.", avec un capital de \$50,000 divisé en 50 actions ordinaires de \$100 chacune et 450 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit octobre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Princess Silks Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinze octobre 1948, constituant en corporation: Percy Libenstein, marchand, Dame Rose Marinoff Hockenstein, épouse séparée de biens de Harry Kockensteins, et dûment autorisée par lui, et Philip S. Garonce, avocat, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer tous ou chacun des commerce de fabricants de vêtements, tailleurs, drapiers, bonnetier, modistes, costumiers, chapeliers, gantiers, fourreurs, marchands de soie, tapis, coton, drap et dentelle, marchands, manufacturiers ou importateurs de vêtements;

Exercer le commerce d'entrepreneurs généraux et de constructeurs, sous le nom de Princess Silks Inc., avec un capital de \$40,000, divisé

issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of October 1948, incorporating: Philip Meyerovitch, K.C., Harry Batshaw, K.C., and Louis Feigenbaum, advocates, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business and to buy, sell and deal in cottons, textiles, silks, and woollens, small wares, clothing, patents, non-alcoholic beverages, brass and metals, chemicals, food products, dry goods, electrical apparatus, farm products, fuel, groceries, hardware, cutlery, iron, coal and steel, lumber, motors, matches, novelties, shoes, soap, tobacco and smoker's supplies, and merchandise wherein wood or metal or plastics form component parts, under the name of "Northern Products Ltd.", with a capital stock of \$10,000, divided into 1,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of October, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Office Machine & Furniture Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of October, 1948, incorporating: Harry J. De Luca, merchant, of Pointe-Claire, Stanley Groves, manager, of the city of Montreal, and Gerald Royer, superintendent, of Longueuil, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the industrial and commercial exploitation of merchants, traders and manufacturers of office furniture, equipment and accessories and all business pertaining thereto, under the name of "Office Machine & Furniture Co. Ltd.", with a capital stock of \$50,000 divided into 50 common shares of \$100 each, and 450 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at the city of Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of October, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Princess Silks Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of October, 1948, incorporating: Percy Libenstein, merchant, Dame Rose Marinoff Hockenstein, wife separate as to property of Harry Kockenstein, and by him duly authorized, and Philip S. Garonce, advocate, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on all or any of the business of clothiers, tailors, drapers, hosiers, milliners, costumiers, hatters, glovers, furriers, silks, carpets, cotton, cloth and lace merchants, wearing apparel merchants, or manufacturers or importers;

To carry on the business of general contractors and builders, under the name of Princess Silks Inc., with a capital stock of \$40,000; divided

en 300 actions ordinaires de \$100 chacune et 100 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1805 rue Beaubien-est, en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze octobre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Slax Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, Statuts révisés de Québec, 1941, des lettres patentes en date du seize octobre 1948, autorisant la fusion de "Michael K. Rohrluck Inc." et "Em-K-Ar System Inc." et "Slax Inc.", compagnies constituées en corporation en vertu des dispositions de la première partie de ladite Loi, par lettres patentes datées respectivement des 23 septembre 1946, 15 février 1945, et 15 novembre 1945, dans le but d'exercer le commerce de "Michael K. Rohrluck et de "Slax Inc.", l'objet principal des deux compagnies étant d'entreprendre, manufacturer, vendre et distribuer toutes sortes de vêtements pour hommes, garçons et enfants, et vêtements de sport, et le commerce de "Em-K-Ar System Inc." qui fut formé pour détenir certains droits patentés et certaines machines et procédés patentés pour la fabrication de vêtements pour hommes, garçons et enfants et vêtements de sport, sous le nom de "Slax Inc.", avec un capital de \$204,900, divisé en 300 actions ordinaires, 1249 actions privilégiées "A" et 500 actions privilégiées "B", étant un total de 2049 actions d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le nom de la nouvelle compagnie est "Slax Inc."

Le siège social de la nouvelle compagnie sera en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le seize octobre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Southwestern Furs of Canada Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seize octobre 1948, constituant en corporation: Hyman Feldman, fourreur, Dame Yetta Gorodovitch, épouse séparée de biens de Hyman Feldman, et dûment autorisée par lui, Sam King, fourreur, Dame Rolly Steirman, épouse séparée de biens de Sam King, et dûment autorisée par ce dernier, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de commerçant de toutes sortes de fourrures, peaux vertes et peaux d'animaux et cuir et peaux; et de tous et chacun des articles de vêtement ou autrement qui peuvent être faits en tout ou en partie de fourrure, de peaux d'animaux, de cuir et de peaux;

Exercer le commerce de vêtements et habillements et de marchandises sèches de toutes sortes, sous le nom de "Southwestern Furs of Canada Ltd.", avec un capital de \$75,000 divisé en 500 actions ordinaires de \$100 chacune et 250 actions privilégiées de \$100 chacune.

into 300 common shares of \$100. each, and 100 preferred shares of a par value of \$100. each.

The head office of the Company will be at 1805 Beaubien Street East, in the City of Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this fifteenth day of October, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Slax Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent bearing date the sixteenth day of October, 1948, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, Revised Statutes of Quebec, 1941, authorizing the amalgamation of "Michael K. Rohrluck Inc." and "Em-K-Ar System Inc." and "Slax Inc.", companies incorporated under the provisions of Part I of the said Act, by letters patent dated respectively September 23, 1946, February 15, 1945, and November 15, 1945, for the purpose of carrying on the business of Michael K. Rohrluck and of Slax Inc., the principal object of both companies being to contract, manufacture, sell and distribute all kinds of men's, boys', and children's clothing and sportswear, and the business of Em-K-Ar System Inc., which was formed to hold certain patent rights and patented machinery and processes for the manufacture of men's, boys' and children's clothing and sportswear, under the name of "Slax Inc.", with a total capital stock of \$204,900, divided into 300 common shares, 1249 preferred A shares and 500 preferred B shares, being a total of 2049 shares having a par value of \$100 per share.

The name of the new company is "Slax Inc."

The head office of the new company will be in the City of Montreal, in the judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General the sixteenth day of October, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Southwestern Furs of Canada Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of October, 1948, incorporating: Hyman Feldman, furrier, Dame Yetta Gorodovitch, wife separate as to property of Hyman Feldman, and duly authorized by him, Sam King, furrier, and Dame Rolly Steirman, wife separate as to property of Sam King, and by the latter duly authorized, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business as dealer in all kinds of furs, fur pelts, and animal skins and leather and hides; in any and all articles of clothing or otherwise which are capable of being made either in whole or in part from furs, animal skins, leather and hides;

To carry on in clothing and wearing apparel and dry goods of all kinds, under the name of "Southwestern Furs of Canada Ltd.", with a capital stock of \$75,000 divided into 500 common shares of \$100 each, and 250 preferred shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à 1449 rue St-Alexandre, en les cité et district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize octobre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Steven Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du vingt-et-un octobre 1948, constituant en corporation: Joseph Shapiro, avocat et conseil en loi du Roi, J. R. Hoffman, avocat, tous deux de la cité de Montréal, Benjamin Robinson, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité de Westmount, Theodore H. Shapiro, avocat, de Ville Mont-Royal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Souscrire, garantir et acquérir par achat, échange ou autre titre légal, et détenir soit absolument comme propriétaire ou par voie de garantie collatérale ou autrement, et offrir au public pour souscription, vendre, garantir la vente et céder, transporter ou autrement disposer ou trafiquer des mortgages, hypothèques, obligations, débentures, stocks, actions et autres valeurs, effets de commerce, récépissés d'entrepôts, sous le nom de "Steven Corp.", avec un capital de \$40,000 divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-et-un octobre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

St. Sauveur Golf Club

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du dix-huit octobre 1948, constituant en corporation sans capital-actions: Victor Nymark, hôtelier, domicilié à Saint-Sauveur-des-Monts, J. Victor Léonard, notaire et registrateur, et Jeannette Parenteau, secrétaire, tous deux de la ville de Saint-Jérôme, tous du district judiciaire de Terrebonne, pour les objets suivants:

Opérer un jeu de golf en la paroisse de Saint-Sauveur des Monts, dans le comté de Terrebonne, sous le nom de "St. Sauveur Golf Club".

Les pouvoirs de la compagnie ne l'autorisent pas à demander, acquérir ou détenir une licence de la Commission des liqueurs de Québec et ne permettent pas, non plus, les jeux à l'argent, les jeux de hasard, et les jeux mixtes de hasard et d'habileté.

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$10,000.

Le siège social de la corporation sera à Saint-Sauveur-des-Monts, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général le dix-huit octobre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

The head office of the company will be at 1449 St. Alexander Street, in the city and judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of October 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Steven Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-first day of October, 1948, incorporating: Joseph Shapiro, advocate and King's Counsel, J. R. Hoffman, advocate, both of the city of Montreal, Benjamin Robinson, advocate and King's Counsel, of the city of Westmount, Theodore H. Shapiro, advocate, of the Town of Mount-Royal, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To subscribe for, underwrite and acquire by purchase, exchange, or other legal title and to hold either absolutely as owner or by way of collateral security or otherwise, and to offer for public subscription, sell, guarantee the sale of and to assign, transfer or otherwise dispose of or deal in mortgages, hypothecs, bonds, debentures, stocks, shares and other securities, trade acceptance, warehouses receipts, under the name of "Steven Corp.", with a capital stock of \$40,000 divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of October, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

St. Sauveur Golf Club

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of October, 1948, to incorporate as a corporation without share capital: Victor Nymark, hotel keeper, domiciled at Saint-Sauveur-des-Monts, J. Victor Léonard, notary and registrar, and Jeannette Parenteau, secretary, both of the town of Saint Jérôme, all of the judicial district of Terrebonne, for the following purposes:

To operate a golf-course in the parish of Saint-Sauveur des Monts, in the county of Terrebonne, under the name of "St. Sauveur Golf Club."

The powers conferred on the company do not authorize it to apply for, acquire or hold a license from the Quebec Liquor Commission, nor do they permit gambling, games of chance and games of chance and skill mixed.

The amount to which the annual revenue from the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$10,000.

The head office of the corporation will be at Saint-Sauveur-des-Monts, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of October, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Surrey Frocks Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huit octobre 1948, constituant en corporation: Michael Garber, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité de Westmount, et Jacob Harold Blumenstein, avocat, et Irene Rubin, secrétaire, fille majeure, tous deux de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de vêtements pour femmes, habillements, articles de sport et accessoires, articles de cuir, articles de toilette, fourrures, tissus de laine, cotons, textiles, drap et étoffes de toutes sortes et toute description, sous le nom de "Surrey Frocks Ltd." avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune; la partie du capital qui sera émise comme actions privilégiées, sera de \$30,000, divisé en 300 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit octobre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DESILETS.

**The Beattie Curling Association,
Incorporated**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huit octobre 1948, constituant en corporation: Robert W. Mancantelli, surintendant de moulin, Ronald S. Haffidson, ingénieur minier, et George W. Allan, commis, tous de Duparquet, district judiciaire d'Abitibi, pour les objets suivants:

Posséder, organiser et opérer un club social et sportif pour l'accommodation de ses membres et de leurs amis, sous le nom de "The Beattie Curling Association, Incorporated", avec un capital de \$2,000 divisé en 200 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la ville de Duparquet, district judiciaire d'Abitibi.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit octobre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DESILETS.

The Kinsmen Club of Lachine

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huit octobre 1948, constituant en corporation sans capital actions: Bernard Morris, technicien du téléphone, de Dorval, Cuthbert Stephens Saunders, ingénieur, Lawrence Reid Montgomery, employé de banque, Neils B. J. Pedersen, soudeur, Gordon Milburn Jackson, comptable, Arthur Clifford Jennings, secrétaire trésorier, Sydney Herbert Clark, marchand, Francis Newman, commis de banque, William George Tucker, vendeur, Robert Alfred Tedstone, administrateur, Herbert Felix Mitchell, agent d'assurance, et Jacques Viau, avocat, tous de Lachine, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Développer, par le précepte et l'exemple, une citoyenneté plus intelligente, agressive et serviable;

Surrey Frocks Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patents have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of October, 1948, incorporating: Michael Garber, advocate and King's Counsel, of the City of Westmount, and Jacob Harold Blumenstein, advocate, and Irene Rubin, secretary, fille majeure, both of the City of Montreal, all in the Judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in women's wear, wearing apparel, sporting goods and accessories, leather goods, toilet articles, furs, tweeds, cottons, textiles, cloth and fabrics of every kind and description, under the name of "Surrey Frocks Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each; the part of the capital stock to be issued as preferred shares is \$30,000 divided into 300 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this eighteenth day of October, 1948.

L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

**The Beattie Curling Association,
Incorporated**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of October, 1948, incorporating: Robert W. Mancantelli, mill superintendent, Ronald S. Haffidson, mine engineer, and George W. Allan, clerk, all of Duparquet, judicial district of Abitibi, for the following purposes:

To own, organize and operate a social and sporting club for the accommodation of its members and of their friends, under the name of "The Beattie Curling Association, Incorporated", with a capital stock of \$2,000 divided into 200 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at the Town of Duparquet, in the judicial district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General this eighteenth day of October, 1948.

L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

The Kinsmen Club of Lachine

Notice is hereby given that under the provisions of Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of October, 1948, incorporating without share capital: Bernard Morris, telephone technician, of Dorval, Cuthbert Stephens Saunders, engineer, Lawrence Reid Montgomery, bank employee, Neils B. J. Pedersen, welding, Gordon Milburn Jackson, accountant, Arthur Clifford Jennings, secretary treasurer, Sydney Herbert Clark, merchant, Francis Newman, bank employee, William George Tucker, salesman, Robert Alfred Tedstone, executive officer, Herbert Felix Mitchell, insurance and Jacques Viau, lawyer, all of Lachine, in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To develop by precept and example a more intelligent, aggressive and serviceable citizenship;

Promouvoir et travailler au bien-être de la société en général, par une meilleure compréhension des problèmes sociaux de toutes catégories, sous le nom de "The Kinsmen Club of Lachine".

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la compagnie pourra posséder est de \$100,000.

Le siège social de la corporation sera à Lachine, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit octobre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

The Kiwanis Club of Sherbrooke, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du vingt octobre 1948, constituant en corporation sans capital-actions: Newman T. Hunter, Russell Marois, gérants, Charles A. Kench, agent d'assurance, Lennox T. Keeler, marchand, Charles C. McLachlan, W. Eric Sutherland, comptables, Harold R. Slater, surveillant de laboratoire, Norman Farrell, vendeur, Harry E. Grundy, avocat, George H. Logie, gérant du personnel, et William C. Willard, surintendant, tous de la cité de Sherbrooke, district judiciaire de St-François, pour les objets suivants:

Donner la préséance aux valeurs humaines et spirituelles de la vie plutôt qu'à ses valeurs matérielles;

Encourager la pratique journalière de la charité (règle par excellence) dans toutes relations humaines;

Promouvoir l'adoption et l'application de standards plus élevés dans les domaines sociaux, commerciaux et professionnels;

Développer par le précepte et l'exemple, une citoyenneté plus intelligente, agressive et serviable;

Par l'entremise des clubs Kiwanis, procurer les moyens pratiques de former des amitiés durables, ou de rendre des services altruistes et atteindre une meilleure société en général, sous le nom de "The Kiwanis Club of Sherbrooke, Inc."

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation pourra posséder est de \$20,000.

Le siège social de la corporation sera à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Daté du bureau du Procureur général le vingt octobre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

The Macpherson Cemetery Association

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Cimetière, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sept octobre 1948, constituant en corporation sans capital actions: James Routledge, Erwin R. Camber, Norman M. Evans, cultivateurs, Linnie E. McEwen, veuve, ménagère, George C. Atkin, menuisier, Jane A. Boynton, ménagère, autorisé par son époux, Geo. A. Boynton, bourgeois, tous de Georgeville, Colin C. MacPherson, fabricant, de Magog, tous du district judiciaire de St-François, pour les objets suivants:

To promote and to work for the welfare of the community, by a better understanding of social problems of all categories, under the name of "The Kinsmen Club of Lachine".

The amount to which the value of the immovable property which the company may possess, is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation will be at Lachine, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of October, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

The Kiwanis Club of Sherbrooke, Inc.

Notice is hereby given that under the provisions of Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276 R.S.Q., 1941, bearing date the twentieth day of October, 1948, incorporating without share capital: Newman T. Hunter, Russell Marois, managers, Charles A. Kench, insurance agent, Lennox T. Keeler, merchant, Charles C. McLachlan, W. Eric Sutherland, accountants, Harold R. Slater, laboratory supervisor, Norman Farrell, salesman, Harry E. Grundy, advocate, George H. Logie, personnel manager, and William C. Willard, superintendent, all of the City of Sherbrooke, judicial district of St. Francis, for the following purposes:

To give primacy to the human and spiritual rather than the material values of life;

To encourage the daily living of the Golden Rule in all human relationships;

To promote the adoption and application of higher social, business and professional standards;

To develop, by precept and example, a more intelligent aggressive and serviceable citizenship;

To provide, through Kiwanis Clubs, the practical means to form enduring friendships, or render altruistic services and build better communities, under the name of "The Kiwanis Club of Sherbrooke, Inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold, is to be limited, is \$20,000.

The head office of the Corporation will be at Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of October, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

The Macpherson Cemetery Association

Notice is hereby given that, under the provisions of the Cemetery Companies' Act, letters patent, bearing date the twenty-seventh day of October, 1948, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating as a corporation without share capital: James Routledge, Erwin R. Camber, Norman M. Evans, farmers, Linnie E. McEwen, widow, housewife, George C. Atkin, carpenter, Jane A. Boynton, housewife, authorized by husband, Geo. A. Boynton, retired gentleman, all of Georgeville, Colin C. MacPherson, manufacturer, of Magog, all of the judicial district of St. Francis, for the following purposes:

Assumer le contrôle, l'entretien et l'administration d'un cimetière déjà existant, sous le nom de "The MacPherson Cemetery Association".

Le montant auquel est limité le revenu annuel de la propriété immobilière que la corporation peut posséder, est de \$3,000.

Le siège social de la corporation sera au village de Georgeville, comté de Stanstead, dans le district judiciaire de St-François.

Daté du bureau du Secrétaire de la Province, le vingt-sept octobre 1948.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

The Omega Electronic Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du vingt octobre 1948, constituant en corporation: Alexandre Lamontagne, machiniste, Jules Comeau, technicien-machiniste, et Henri Bernatchez, avocat, tous de la cité de Québec, sauf Jules Comeau, de Les Saules, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Manufacturer des appareils électroniques pour servir comme système d'alarme, de projection ou d'annonce;

Faire le commerce d'appareils électroniques, de radios et de leurs pièces, sous le nom de "The Omega Electronic Co. Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune, et 400 actions privilégiées de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le vingt octobre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Titanium Allied Minerals Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorze octobre 1948, constituant en corporation: J.-Severin Auf-Der-Maur, géologue, Aden Wilburt Locke, vendeur, et Martinien Lacombe, commerçant, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir, posséder, louer, rechercher, ouvrir, explorer, développer, travailler, améliorer, entretenir et gérer des mines et des terrains et dépôts miniers, et creuser, sortir, broyer, laver, fondre, essayer, analyser, réduire, amalgamer, raffiner, tuyauter, conduire ou traiter autrement les minerais, métaux et minéraux, appartenant à la compagnie ou autrement et les préparer pour le marché et les vendre ou autrement, disposer d'iceux ou d'aucune partie d'iceux ou de tout intérêt les concernant, sous le nom de "Titanium Allied Minerals Inc.", avec un capital de \$3,000,000 divisé en 3,000,000 d'actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en les cité et district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze octobre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

To assume control, maintenance and management of an already existing cemetery, under the name of "The MacPherson Cemetery Association".

The amount to which the annual revenue from the immoveable property which the corporation may possess, is to be limited, is \$3,000.00.

The head office of the corporation will be at the Village of Georgeville, Stanstead County, in the judicial district of St. Francis.

Dated at the office of the Provincial Secretary the 27th day of October, 1948.

JEAN BRUCHÉSI,
Under-Secretary of the Province.

The Omega Electronic Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by M. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twentieth day of October, 1948, incorporating: Alexandre Lamontagne, machinist, Jules Comeau, technician and machinist, and Henri Bernatchez, advocate, all of the city of Quebec, except Jules Comeau, of Les Saules, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To manufacture electronic equipment to be used as an alarm system, protection or advertising medium;

To deal in electronic equipment, radios and their parts, under the name of "The Omega Electronic Co. Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 2,000 common shares of \$10 each, and 400 preferred shares of \$50 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of October, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Titanium Allied Minerals Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of October, 1948, incorporating: J.-Severin Auf-Der-Maur, geologist, Aden Wilburt Locke, salesman, and Martinien Lacombe, tradesman, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To acquire, own, lease, prospect for, open, explore, develop, work, improve, maintain and manage mines and mineral lands and deposits, and to dig for, raise, crush, wash, smelt, assay, analyse, reduce, amalgamate, refine, pipe, convey and otherwise treat ores, metals and minerals, whether belonging to the company or not, and to render the same merchantable, and to sell or otherwise dispose of the same or any part thereof or interest therein, under the name of "Titanium Allied Minerals Inc.", with a capital stock of \$3,000,000 divided into 3,000,000 shares of \$1 each.

The head office of the company will be at the city and judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of October, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Tremblay Construction Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze octobre 1948, constituant en corporation: Gérard Tremblay, contracteur, Dame Gabrielle Martineau Tremblay, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Gérard Tremblay, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de Sillery, et Georges Gagnon, comptable, de la cité de Québec, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Faire les affaires d'une compagnie d'immeubles et d'agents d'immeubles dans toutes leurs spécialités;

Exercer l'industrie d'entrepreneur général pour la construction et l'aménagement de travaux publics et privés, sous le nom de "Tremblay Construction Ltée", avec un capital de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le quinze octobre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Tremblay Construction Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of October, 1948, incorporating: Gérard Tremblay, contractor, Dame Gabrielle Martineau Tremblay, housewife, wife separate as to property by marriage contract of Gérard Tremblay, and duly authorized by him for the purposes hereof, both of Sillery, and Georges Gagnon, accountant, of the city of Quebec, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To engage in the business of a real estate company and that of real estate agents in all their specialties;

To carry on the business of general contractor for the construction and equipment of works both public and private, under the name of "Tremblay Construction Ltée", with a capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Québec, judicial district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of October, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Vitrierie Charlebois Glass Ltée/td

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf octobre 1948, constituant en corporation: Albert Charlebois, manufacturier, de Verdun, Laurin Lapointe, avocat, de la cité de Montréal, et Paul-Emile Savage, notaire, de Ville Lasalle, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter une industrie de verrerie, manufacturer, fabriquer et préparer par quelque procédé que ce soit, le verre et les produits du verre et de la verrerie, sous le nom de "Vitrierie Charlebois Glass Ltée/td", avec un capital de \$100,000, divisé en 1,000 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Verdun, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le dix-neuf octobre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

23498-o

Vitrierie Charlebois Glass Ltée/td

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of October, 1948, incorporating: Albert Charlebois, manufacturer, of Verdun, Laurin Lapointe, advocate, of the city of Montreal, and Paul Emile Savage, notary of Ville Lasalle, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To engage in the glass industry and manufacture, make and prepare by any process whatsoever, glass, glass products and glassware, under the name of "Vitrierie Charlebois Glass Ltée/td", with a capital stock of \$100,000, divided into 1,000 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Verdun, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of October, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

23498

**Cercueils Montmagny Inc.
Montmagny Caskets Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du cinq novembre 1948, constituant en corporation: Henri Boulet, Rosario Boulet et Jean-Baptiste Boulet, industriels, de Montmagny, district judiciaire de Montmagny, pour les objets suivants:

Acacheter, vendre, fabriquer et faire le commerce de meubles, de tous articles en bois et spécialement de cercueils et de tous articles ou accessoires funéraires, sous le nom de "Cercueils Montmagny Inc." — "Montmagny Caskets Inc.", avec un capital de \$100,000 divisé en 550 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et 450 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

**Cercueils Montmagny Inc.
Montmagny Caskets Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of November, 1948, incorporating: Henri Boulet, Rosario Boulet and Jean-Baptiste Boulet, industrialists, of Montmagny, judicial district of Montmagny, for the following purposes:

To buy, sell, manufacture and deal in furniture and in all wooden articles and in particular caskets and other funeral accessories and furnishings, under the name of "Cercueils Montmagny Inc." — "Montmagny Caskets Inc.", with a capital stock of \$100,000 divided into 550 preferred shares of a par value of \$100 each and 450 common shares of a par value of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montmagny, district judiciaire de Montmagny.
Daté du bureau du Procureur général le cinq novembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
23514-o L. DÉSILETS.

The head office of the company will be at Montmagny, judicial district of Montmagny.
Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of November, 1948.

L. DÉSILETS,
23514 Deputy Attorney General.

Actions en séparation de biens

Canada, province de Québec, district d'Arthabaska, Cour Supérieure, siégeant à Thetford Mines, N° 5531. Dame Blanche Couture, épouse commune en biens de Jean-Paul Dodier, journalier de Thetford Mines, demanderesse, vs ledit Jean Paul Dodier, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 25 octobre 1925.

Arthabaska, ce dixième jour de nov. 1948.

Le Procureur de la demanderesse,
23499-o ROSAIRE BEAUDOIN.

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, N° 266906. Dame Gertie Markofsky, demanderesse; vs Louis Buckler, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée dans cette cause.

Montréal, le 12 novembre 1948.

Le Procureur de la demanderesse,
23500 JOHN M. SCHLESINGER.

Province de Québec, district d'Arthabaska, Cour Supérieure, N° 5480. Dame Valéda Boyer, demanderesse, vs Frank Bouchard, défendeur.

La demanderesse ci-dessus désignée a intenté contre son mari, le défendeur, une demande en séparation de biens.

Drummondville, le 15 novembre 1948.

Les Procureurs de la demanderesse,
23520-o RINGUET & SAINT-PIERRE.

Actions for separation as to property

Canada, Province of Quebec, District of Arthabaska, In the Superior Court, No. 5531. Mrs. Blanche Couture, wife common as to property of Jean-Paul Dodier, laborer of Thetford Mines, plaintiff, vs said Jean Paul Dodier, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case on the 25th of October 1948.

Arthabaska, November 10th, 1948.

ROSAIRE BEAUDOIN,
23499-o Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 266906. Dame Gertie Markofsky, plaintiff, vs Louis Buckler, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause.

Montreal, November 12th, 1948.

JOHN M. SCHLESINGER,
23500-o Attorney for Plaintiff.

Province of Quebec, District of Arthabaska, Superior Court, No. 5480. Dame Valéda Boyer plaintiff; vs Frank Bouchard, defendant.

The plaintiff hereinabove mentioned has instituted against her husband, the defendant, an action for separation as to property.

Drummondville, November 15, 1948.

RINGUET & SAINT-PIERRE,
23520 Attorneys for the plaintiff.

Avis divers

LA COMPAGNIE DE BALAIS DE MONTMAGNY, LTÉE

Règlement N° 11

(Réduisant le nombre des directeurs de 5 à 3)

Le bureau de direction sera composé de trois directeurs et il sera éligible par les porteurs d'actions ordinaires, sans valeur au pair ou nominale de la compagnie.

Certifié vraie copie.

La Secrétaire,
23501-o ALIDA CARON MERCIER

AVIS DE CHANGEMENT DE NOM

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la Province a approuvé, le douze novembre 1948, le changement de nom de "L'Association des Employés de Tramways de Lévis" en celui de "L'Association des Employés de Transport de Lévis", et ce, conformément aux dispositions de l'article 7, de la Loi des syndicats professionnels, S.R.Q., 1941, chapitre 162, telles que modifiées par 10, George VI, chapitre 20, article 3.

Miscellaneous Notices

LA COMPAGNIE DE BALAIS DE MONTMAGNY, LTÉE

By-law No. 11

(Reducing the number of directors from 5 to 3)

The board of directors shall be composed of three directors and it shall be eligible for the holders of common shares without par or nominal value, of the company.

Certified true copy.

ALIDA CARON MERCIER,
23501 Secretary.

NOTICE OF CHANGE OF NAME

(Professional Syndicates' Act)

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary, on November twelfth, 1948, approved the change of name of "L'Association des Employés de Tramways de Lévis" to that of "L'Association des Employés de Transport de Lévis" and such, in conformity with the provisions of section 7 of the Professional Syndicates Act, R.S.Q. 1941, chapter 162, as amended by 10 George VI, chapter 20, section 3.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province,
le treize novembre 1948.

Le Sous-secrétaire de la Province,
23502-o JEAN BRUCHÉSI.

Given at the office of the Provincial Secretary,
November thirteenth, 1948.

23502 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

CITÉ DE QUÉBEC

Bureau du Trésorier

AVIS PUBLIC

Re: Rachat des obligations Cité de Québec, 4%,
échéant du 1er juillet 1949 à 1952.

Avis public est par les présentes donné que le 1er janvier 1949, la Cité de Québec rachètera au pair les obligations mentionnées ci-dessus, émises le 1er juillet 1938 en vertu des Règlements 305, 306, 307, 308 et 309, échéant après le 1er juillet 1948, tel que stipulé aux dits règlements, aux obligations elles-mêmes, et conformément au chapitre 212 des Statuts refondus de 1941, intitulé: "Loi des emprunts rachetables par anticipation".

A compter du 1er janvier 1949, l'intérêt cessera de courir sur les dites obligations rachetables en vertu du présent avis.

Le Trésorier de la Cité,
23503-o C. R. FONTAINE, C.A.

CITY OF QUEBEC

Treasurer's Office

PUBLIC NOTICE

Re: Redemption of City of Quebec Bonds, 4%,
maturing from July 1st 1949 to 1952.

Public notice is hereby given according to chapter 212 of the Revised Statutes of 1941, entitled: "An Act respecting Loans contracted with a clause for Redemption by anticipation", that the City of Quebec shall redeem on the 1st of January 1949 the bonds above mentioned, issued on the 1st of July 1938 under the authority of by-laws Nos. 305, 306, 307, 308 and 309, and maturing after July 1st 1948, in conformity with said by-laws, and as mentioned on the bonds themselves.

As of January 1st, 1949, interest will cease to accrue on the said bonds redeemable in virtue of the present notice.

23503-o C. R. FONTAINE, C.A.,
City Treasurer.

AVIS DE RACHAT

MUNICIPALITÉ DE LA PAROISSE DE ST-TITE,
(Comté de Lavolette)

Emission de \$12,000 à 3%, portant la date du 1er
juillet 1944 et échéant en séries jusqu'au 1er juillet
1964 (règlement No. A-1).

Avis public est par les présentes donné que la corporation de la paroisse de St-Tite, comté de Lavolette, rachètera par anticipation, au pair, le 1er janvier 1949, en vertu d'une clause de rachat insérée dans le règlement et reproduite sur les obligations, le solde de \$10,400 en cours de l'émission d'obligations ci-dessus désignée et émise conformément à son règlement N° A-1.

Lesdites obligations deviendront dues et payables et elles seront payables et rachetées, principal et intérêt, à la date ci-dessus mentionnée, en monnaie légale du Canada, avec intérêt couru jusqu'au 1er janvier 1949, sur présentation et remise d'icelles, avec tous les coupons d'intérêt échéant après le 1er janvier 1949 attachés, au bureau de la Banque Canadienne Nationale, à Montréal, à Québec ou à St-Tite, ou à la Caisse Populaire de St-Tite, au choix du détenteur.

Lesdites obligations cesseront de porter intérêt à compter du 1er janvier 1949.

Donné à St-Tite, ce quinzième jour de novembre mil neuf cent quarante-huit.

Vraie copie certifiée.

Le Secrétaire-trésorier,
23504-o (Signé) ARMAND MARCHAND.

REDEMPTION NOTICE

MUNICIPALITY OF THE PARISH OF ST-TITE,
(County of Lavolette)

Issue of bonds for \$12,000 at 3%, dated July 1st,
1944 and payable serially until July 1st, 1964
(by-law No. A-1).

Public notice is hereby given that the corporation of the Parish of St-Tite, in the county of Lavolette, will redeem in anticipation, at par, on the first of January 1949, in conformity with a redemption clause inserted in the by-law and reproduced on the bonds, the balance of \$10,400 now outstanding of the aforesaid mentioned bonds issued under the authority of her by-law No. A-1.

The said bonds will become due and payable and they will be paid and redeemed in principal and interest, at the above mentioned date, in legal money of Canada, with interest accrued until January 1st, 1949, upon presentation and surrender of same, together with, thereto attached, all interest coupons maturing after January 1st, 1949, at the office of the Banque Canadienne Nationale, in Montreal, Quebec or St-Tite, or at the Caisse Populaire of St-Tite, at the holder's option.

The said bonds will cease to bear interest as from January 1st, 1949.

Given at St-Tite, this 15th day of November, 1948.

True certified copy.

23504-o (Signed) ARMAND MARCHAND,
Secretary-Treasurer.

NICOLET ASBESTOS MINES LIMITED

Augmentation du nombre des directeurs de trois
à cinq.

Nous, les soussignés, Philip A. Meyer, le président de "Nicolet Asbestos Mines, Limited", et Carroll A. Boynton, le secrétaire de "Nicolet

NICOLET ASBESTOS MINES, LIMITED

Increase of number of Directors from three
to five.

We, the undersigned, Philip A. Meyer, president of "Nicolet Asbestos Mines, Limited," and Carroll A. Boynton, secretary of "Nicolet Asbes-

Asbestos Mines, Limited", certifions par les présentes, que ce qui suit est une copie conforme et exacte de la nouvelle section 1 du règlement 1 des règlements actuels de la compagnie.

"Les affaires de la compagnie seront gérées par un bureau de cinq (5) directeurs qui seront élus à chaque assemblée annuelle des actionnaires et qui demeureront en fonctions jusqu'à l'assemblée annuelle suivante ou jusqu'à ce qu'on en ait élu d'autres à leur place."

En foi de quoi, les soussignés ont placé leurs signatures et apposé le sceau de la compagnie, ce 25ème jour d'octobre, 1948.

[Sceau]

Le Président,
PHILIP A. MEYER.

Le Secrétaire,
CARROLL A. BOYNTON.

23516

AVIS

Tirage au sort des obligations de La Corporation du canton Chicoutimi, comté de Chicoutimi.

AVIS AUX CRÉANCIERS

Les obligations suivantes, émises sous l'autorité du règlement N° 53 de La Corporation du canton Chicoutimi ont été tirées au sort au Bureau de la Commission Municipale de Québec, le 10 Novembre 1948, conformément au dit règlement: Série "C", Nos 105, 171, 249 et 284.

Les dites obligations seront remboursables au bureau de la Banque Canadienne Nationale, Chicoutimi, Québec et Montréal, le 1er janvier 1949, date à laquelle elles cesseront de porter intérêt.

Donné à Chicoutimi, ce 13ème jour de Novembre 1948.

LA CORPORATION DU CANTON CHICOUTIMI,
Par le Secrétaire-trésorier,

23515-o

PH. HARVEY.

AVIS DE CHANGEMENT DE NOM

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la Province a autorisé le neuf novembre 1948, le changement de nom de "Le Syndicat National des Employés de la Shawinigan Chemicals de Shawinigan Falls" en celui de "Syndicat National des Travailleurs en Produits Chimiques de Shawinigan Falls Inc.", et ce, conformément aux dispositions de l'article 7 de la Loi des syndicats professionnels, S.R.Q., 1941, chapitre 162, telles que modifiées par 10, George VI, chapitre 20, article 3.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 9 novembre 1948.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

23527-o

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Coopérative Notre-Dame de Montréal (Habitation)", en date du 29 octobre 1948, dont le siège social est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 17 novembre 1948.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

23542-o

tos Mines, Limited", hereby certify that the following is a true and exact copy of the new section 1 of by-law 1 of the present by-laws of the company:

"The affairs of the company shall be managed by a Board of five (5) directors who shall be elected at each Annual Meeting of the shareholders and who shall hold office until the next Annual Meeting or until others are elected in their stead."

In witness whereof, the undersigned have placed their signatures and affixed the seal of the company this 25th day of October, 1948.

[Seal]

PHILIP A. MEYER,
President.

CARROLL A. BOYNTON,
Secretary.

23516-o

NOTICE

Drawing of Bonds of the municipality of La Corporation du Canton Chicoutimi, county of Chicoutimi

NOTICE OF CREDITORS

The following bonds, issued under the provision of By-law No. 53 of the Municipality of La Corporation du Canton Chicoutimi, were drawn by lot at the office of the Quebec Municipal Commission, on November 10, 1948, in compliance with the said by-law: serial "C", Nos 105, 171, 249 and 284.

The said bonds will be redeemable at the office of the Canadian National Bank, Chicoutimi, Quebec and Montreal, on the 1st of January, 1949, date upon which they shall cease to bear interest.

Given at Chicoutimi, this 13th day of November 1948.

LA CORPORATION DU CANTON CHICOUTIMI,
By: PH. HARVEY,
Secretary-Treasurer.

23515-o

NOTICE OF CHANGE OF NAME

(Professional Syndicates Act)

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary, under date of the ninth of November, 1948, has authorized the change of name of "Le Syndicat National des Employés de la Shawinigan Chemicals de Shawinigan Falls" to that of "Syndicat National des Travailleurs en Produits Chimiques de Shawinigan Falls Inc.", and such in conformity with the provisions of section 7 of the Professional Syndicates' Act, R.S.Q. 1941, chapter 162, as amended by 10, George VI, chapter 20, section 3.

Dated at the office of the Provincial Secretary, November 9, 1948.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

23527

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Coopérative Notre-Dame de Montréal (Habitation)", under date the 29th day of October, 1948, whereof the head office is at Montreal, judicial district of Montreal, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of November, 1948.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

23542

Bills, Assemblée législative

Bills, Legislative Assembly

AVIS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

NOTICE OF THE LEGISLATIVE ASSEMBLY

Concernant les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session.

Relating to private bills to be introduced during the coming session.

Aux termes du règlement, les bills privés devront être déposés avant le 29 décembre 1948 et présentés avant le 9 février 1949, les pétitions introductives de bills privés devront être présentées avant le 29 janvier 1949 et reçues avant le 3 février 1949, et les rapports de comités élus chargés de l'examen des bills privés devront être reçus avant le 23 février 1949.

Under the rules and standing orders, private bills must be deposited before the 29th December, 1948, and introduced before the 9th February, 1949; petitions for the introduction of private bills must be presented before the 29th January, 1949, and received before the 3rd February, 1949, and the reports from select committees charged with the examining of private bills must be received before the 23rd February, 1949.

Québec, le 27 octobre 1948.

Quebec, October 27th, 1948.

23403-45-11-o Le Greffier,
ANTOINE LEMIEUX.

23403-45-11-o ANTOINE LEMIEUX,
Clerk.

Chartes — Abandon de

Charters — Surrender of

AVIS D'ABANDON DE CHARTE

NOTICE OF SURRENDER OF CHARTER

Suivant les dispositions de la Loi des Compagnies de Québec, avis est par les présentes donné que la compagnie "J. N. Lavoie Limitée" s'adressera au Procureur général pour obtenir la permission d'abandonner sa charte à une date qu'elle pourra choisir par la suite.

Pursuant to the provisions of the Quebec Companies Act, notice is hereby given that the company "J. N. Lavoie Limitée" will apply to the Attorney General for leave to surrender its charter at a date which he may choose to fix.

23505-o Le Secrétaire,
SYLVIO MUNGER.

23505 SYLVIO MUNGER,
Secretary.

Canada, province de Québec, district de Montréal

Canada, province of Quebec, district of Montreal

DEMANDE D'ABANDON DE CHARTE

APPLICATION FOR SURRENDER OF CHARTER

En vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, la compagnie "Plumbing and Hardware Limited" donne avis par les présentes qu'elle s'adressera au Procureur général et au Ministre des Affaires municipales et du Commerce, de la province de Québec, pour demander la permission d'abandonner sa charte à compter de la date qui sera fixée par l'honorable Procureur général.

Under the provisions of the Quebec Companies' Act, the "Plumbing and Hardware Limited" hereby gives notice that it will make application to the Attorney General and the Minister of Municipal Trade and Commerce of the Province of Quebec, for leave to surrender its charter on and from a date to be fixed by the Honourable Attorney General.

Daté à Montréal, le 10 novembre 1948.

Dated at Montreal, this 10th day of November, 1948.

23506 Le Président,
J. ROGER DUFRESNE.

23506-o J. ROGER DUFRESNE,
President.

Avis est par les présentes donné que la compagnie "American Coffee Shoppe Incorporated", incorporée en date du 13 juillet 1946, s'adressera au Lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, pour lui demander la permission d'abandonner sa charte, en vertu des dispositions de la section 25 de la Loi des Compagnies de Québec.

Notice is hereby given that the company "American Coffee Shoppe Incorporated", incorporated 13th day of July 1946, will apply to the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, for leave to surrender its charter, in virtue of the provisions of section 25 of the Quebec Companies' Act.

A Montréal, ce 15 novembre 1948.

Montreal, 15th November, 1948.

23517-o Le Procureur,
JOSEPH HELAL, C.R.

23517-o JOSEPH HELAL, C.R.
Attorney.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Bresner & Herman Inc.", ayant son siège social en les cité et district de Montréal, s'adressera au Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner ses lettres patentes à compter d'une date qu'il lui plaira de déterminer.

Notice is hereby given that "Bresner & Herman Inc.", having its head office in the City and District of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, for leave to surrender its Letters Patent, from and after the date which he will be pleased to determine.

Daté à Montréal, le 15 novembre 1948.

Dated, at Montreal, this 15th day of November, 1948.

23518 Les Procureurs de la demanderesse,
STEIN & STEIN.

23518-o STEIN & STEIN,
Attorneys for Petitioner.

Demandes à la Législature

AVIS

Avis est par les présentes donné que les héritiers de feu Alphonse Amédée Miville Dechaine alias Dechène, en son vivant manufacturier et marchand de fourrures de la Cité de Québec, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session pour obtenir l'adoption d'une loi pour faire modifier le dernier testament du dit Alphonse Amédée Miville Dechaine alias Dechène aux fins de permettre aux pétitionnaires de vendre un immeuble portant le numéro civique 80 de la rue Saint Joseph en la Cité de Québec, étant les lots cadastraux 959, 985 et 960-A-1 du quartier St-Roch dans la Cité de Québec, lequel immeuble avait été stipulé incessible et insaisissable et légué à titre d'aliments dans le dit testament, et pour autres fins.

Québec, ce 2ème jour de novembre 1948.

Le Procureur des Pétitionnaires,
23406-45-4-o JACQUES DE BILLY.

AVIS

Avis est, par les présentes, donné que dame Marie Thérèse Forget, épouse de Pierre François Casgrain, de la cité de Westmount, district de Montréal, présentera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, une requête pour l'adoption d'une loi lui permettant de compléter et clarifier une disposition de son contrat de mariage avec ledit Pierre-François Casgrain, concernant la vente d'une propriété lui appartenant.

Montréal, le 26 octobre 1948.

Les Procureurs de Madame
M. T. Forget-Casgrain,
23358-44-4-o FAUTEUX, BLAIN & FAUTEUX.

AVIS

Avis public est par les présentes donné que Marcel Morin, étudiant, de la cité et du district de St-Hyacinthe, s'adressera à la Législature de la province de Québec lors de sa prochaine session pour l'adoption d'une loi autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec, à l'admettre à l'étude de la profession de notaire et à régulariser sa cléricature, le tout avec effet rétroactif au 8 juillet 1947.

Montréal, 10 novembre 1948.

Les Procureurs du requérant,
BEAULIEU, GOUIN, BOURDON,
23511-47-4-o BEAULIEU & CASGRAIN.

Applications to Legislature

NOTICE

Notice is hereby given that the heirs of the late Alphonse Amédée Miville Dechaine alias Dechène, in his lifetime manufacturer and fur merchant of the City of Quebec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session for the passing of an Act to modify the last Will of the said Alphonse Amédée Miville Dechaine alias Dechène, in order that the petitioners be allowed to sell an immovable bearing civic number 80 of St. Joseph Street in the City of Quebec, being cadastral lots 959, 985 and 960A-1 of St-Roch Ward in the City of Quebec, which immovable has been stipulated unassignable and unseizable and for alimentary purposes.

Quebec, 2nd November 1948.

JACQUES DE BILLY,
23406-45-4-o Attorney for Petitioners.

NOTICE

Notice is hereby given that Dame Marie-Thérèse Forget, wife of Pierre-François Casgrain, of the City of Westmount, district of Montreal, will present to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, a petition for the adoption of a law permitting her to complete and clarify a disposition of her marriage contract with the said Pierre-François Casgrain, concerning the sale of a property belonging to her.

Montreal, October 26th, 1948.

FAUTEUX, BLAIN & FAUTEUX,
23358-44-4-o Attorneys for Mrs. M. T. Forget-Casgrain.

NOTICE

Public notice is hereby given that Marcel Morin, student, of the city and district of St. Hyacinthe, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session, for the passing of an Act authorizing the Board of Notaries of the Province of Quebec to admit him to the study of the notarial profession and to regularize his indentureship, the whole as of 8th July, 1947.

Montreal, 10th November 1948.

BEAULIEU, GOUIN, BOURDON,
23511-47-4-o BEAULIEU & CASGRAIN,
Attorneys for the Petitioner.

Département des Affaires municipales

Le soussigné donne avis que, tel que demandé par une résolution du 4 novembre 1948 du conseil de la municipalité de Charlesbourg-Est, comté de Québec, et conformément aux dispositions de l'article 130 du Code municipal, il a autorisé, en date du 11 novembre 1948, que les publications de tous les avis publics, règlements, résolutions ou ordres de la dite corporation, sauf celles requises dans la *Gazette officielle de Québec*, se fassent, à l'avenir, dans la langue française seulement.

Department of Municipal Affairs

The undersigned gives notice that, as requested by a resolution of the 4th of November, 1948, of the Council of the municipality of Charlesbourg-East, county of Quebec, and pursuant to the provisions of Article 130 of the Municipal Code, he has authorized, under date the 11th of November, 1948, that publications of all notices, by-laws, resolutions or orders of the said corporation, with the exception of those required in the *Quebec Official Gazette*, be made, in the future, in the French language only.

Le présent avis est publié en conformité de l'article 131 du Code municipal. (10 George VI, chapitre 55, section 2).

Québec, le 11 novembre 1948.

Le Ministre des Affaires municipales,
BONA DUSSAULT.

The present notice is published in conformity with Article 131 of the Municipal Code. (10 George VI, chapter 55, section 2).

Quebec, November 11, 1948.

BONA DUSSAULT,
Minister of Municipal Affairs.

Le soussigné donne avis que, tel que demandé par une résolution du 2 novembre 1948 du conseil du village de St-Marc des Carrières, comté de Portneuf, et conformément aux dispositions de l'article 130 du Code municipal, il a autorisé, en date du 11 novembre 1948, que les publications de tous les avis publics, règlements, résolutions ou ordres de la dite corporation, sauf celles requises dans la *Gazette officielle de Québec*, se fassent, à l'avenir, dans la langue française seulement.

Le présent avis est publié en conformité de l'article 131 du Code municipal. (10 George VI, chapitre 55, section 2).

Québec, le 11 novembre 1948.

Le Ministre des Affaires municipales,
23507-o BONA DUSSAULT.

The undersigned gives notice that, as requested by a resolution of the 2nd of November, 1948, of the Council of the village of St-Marc des Carrières, county of Portneuf, and pursuant to the provisions of Article 130 of the Municipal Code, he has authorized, under date the 11th of November, 1948, that publications of all public notices, by-laws, resolutions or orders of the said corporation, with the exception of those required in the *Quebec Official Gazette*, be made, in the future, in the French language only.

The present notice is published in conformity with Article 131 of the Municipal Code. (10 George VI, chapter 55, section 2).

Quebec, November 11, 1948.

BONA DUSSAULT,
23507 Minister of Municipal Affairs.

Département de l'Instruction publique

N° 594-48.

Québec, le 9 novembre, 1948.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de la paroisse de Saint-Jérôme, dans le comté de Terrebonne et de l'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de Saint-Antoine des Laurentides, même comté, le territoire suivant, savoir:

Commencant à l'angle sud-est des limites de la paroisse de Saint-Jérôme, comté de Terrebonne; de là, vers le nord-ouest, suivant la ligne séparative entre la paroisse de Saint-Jérôme et les paroisses de Sainte-Anne des Plaines et de Sainte-Sophie, jusqu'à la montée du chemin de front de la côte Saint-André; de là, vers l'ouest, en suivant cette dite montée, jusqu'à son intersection avec la ligne entre les lots Nos 164 et 208; de là, vers le sud-est, en suivant la ligne entre lesdits lots Nos 164 et 208, jusqu'au coin nord-est de lot no 165; de là, vers le sud-ouest, suivant la ligne entre les lots nos. 165 et 208, jusqu'au coin nord-est du lot no 165; de là, vers le nord-ouest, suivant la ligne entre les lots nos 165, 208 et 166, jusqu'au coin nord-est dudit lot no 166; de là, vers le sud-ouest, suivant la ligne entre les lots nos 166, 167, 208 et 207, jusqu'au coin nord-ouest dudit lot no 167; de là, vers le nord-ouest, suivant la ligne entre les lots nos 169 et 207, jusqu'au coin nord-est dudit lot no 169; de là, vers le sud-ouest, suivant la ligne entre les lots nos 169 et 206, jusqu'au coin nord-ouest du lot no 169; de là, vers le sud-est, suivant la ligne entre les lots nos 169 et 205, jusqu'au coin sud-est dudit lot no 205; de là, vers le sud-ouest, suivant la ligne entre les lots nos 170, 171, 205 et 204, jusqu'au coin nord-ouest dudit lot no 171; de là, vers le nord-ouest, suivant la ligne entre les lots nos 172 et 204, jusqu'au coin nord-est dudit lot no 172; de là, vers le sud-ouest, suivant la ligne entre les lots nos 172 et 204, jusqu'au coin nord-ouest dudit lot no 172; de là, vers le nord-ouest, suivant la ligne entre les lots nos 177 et 204, jusqu'aux limites de la ville de St-Jérôme; de là, vers le sud, vers le nord-ouest, vers le sud-ouest, vers le sud-est, vers le sud, vers l'ouest, vers le sud-est, vers le sud-ouest et vers le

Department of Education

No. 594-48.

Quebec, November 9, 1948.

Application is made to detach the following territory from the school municipality of the Parish of Saint-Jérôme, in the county of Terrebonne, and to erect it into a separate school municipality under the name of "Saint-Antoine des Laurentides", same county, to wit:

Starting at the northeast corner of the limits of the parish of Saint-Jérôme, county of Terrebonne; thence, northwestward, following the division line between the parish of Saint-Jérôme and the parishes of Sainte-Anne des Plaines and Sainte-Sophie, up to the slope (montée) of the front road of Côte Saint-André; thence, westward, following the said slope (montée) up to its intersection with the line between lots Nos. 164 and 208; thence southeastward, following the line between said lots Nos. 164 and 208, as far as the northeast corner of lot No. 165; thence, southwestward, following the line between lots Nos 165 and 208, up to the northeast corner of lot No. 165; thence, northwestward, following the line between lots Nos. 165, 208 and 166, as far as the northeast corner of said lot No. 166; thence southwestward following the line between lots Nos. 166, 167, 208 and 207, up to the northwest corner of said lot No. 167; thence, northwestward, following the line between lots Nos 169 and 207, up to the northeast corner of said lot No. 169; thence, southwestward, following the line between lots nos 169 and 206, up to the northwest corner of lot No. 169; thence southeastward, following the line between lots Nos. 169 and 205, up to the southeast corner of said lot No. 205; thence, southwestward, following the line between lots Nos. 170, 171, 205 and 204, up to the northwest corner of said lot No. 171; thence northwestward, following the line between lots Nos. 172 and 204, up to the northeast corner of said lot No. 172; thence southwestward, following the line between lots Nos. 172 and 204, up to the northwest corner of said lot No. 172; thence, northwestward, following the line between lots Nos. 177 and 204, up to the limit of the town of Saint-Jérôme; thence

sud-est en suivant les limites entre les lots nos 177, 179, 180, 181 et 182 et de la ville de Saint-Jérôme, jusqu'au coin nord du lot no 193, au centre du ruisseau des Prairies; de là, vers le sud-ouest, suivant le centre de ce ruisseau des Prairies jusqu'au coin nord-est du lot no 203; de là, vers l'ouest, suivant la ligne entre ledit no 203 et la ville de Saint-Jérôme, jusqu'au coin nord-ouest dudit no 203; de là, vers le sud-ouest, suivant la ligne entre la ville de Saint-Jérôme et les lots nos 203, 202, 201, 200, 199, 197, 196, 195, 194 et 113, jusqu'à la rivière du Nord; de là, suivant le côté est de la Rivière du Nord, vers le sud-ouest, et vers le nord-ouest et le sud-ouest, jusqu'au coin sud-ouest du lot no 47 de cette partie de la paroisse de Saint-Jérôme, située dans le comté des Deux-Montagnes. De là, vers le sud-est, suivant la ligne entre les lots nos 47 et la limite de la paroisse de Saint-Canut, jusqu'au chemin de la côte de St-Dominique; de là, vers le nord-est, suivant le chemin de la côte St-Dominique en front des lots nos 47, 46, 45 et 44, jusqu'à la montée Guénette; de là, vers le sud-est, suivant la montée Guénette, suivant le lot no 102, jusqu'au coin sud de ce lot no 102; de là, vers le nord-est, en suivant la ligne entre les lots nos 102, 107, 108, 110, 111, 112 et 113 de la concession de la rivière du Nord et le lot no 101 de la concession des Prairies, jusqu'au coin nord-ouest dudit lot no 101; de là, vers le sud-est, suivant la ligne entre les lots nos 101, 100, 99, 98, 97, 96, 95, 94, 93 et 92 de la concession des Prairies et le lot no 91 de la concession de la côte Ste-Marguerite-Nord, jusqu'au coin sud-est de ce lot no 91; de là, vers le sud-ouest, suivant le chemin de la côte Ste-Marguerite, jusqu'à la ligne entre les lots 11 de la côte Ste-Marguerite-Sud et 10 de la côte St-Georges; de là, vers le sud-est, suivant la ligne entre lesdits lots no 10 et 11, jusqu'à la limite sud-est de la paroisse de St-Jérôme; de là, vers le nord-est, suivant la ligne séparative entre les paroisses de St-Jérôme et de St-Janvier, jusqu'au coin sud-est de la paroisse de Saint-Jérôme, soit le point de départ susdit.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
23476-46-2-o J.-P. LABARRE.

N° 975-48.

Québec, le 9 novembre, 1948.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Clifton-Est, dans le comté de Compton, et de l'annexer à la municipalité scolaire d'Auckland, dans le même comté, le territoire suivant, savoir:

Dans le rang I du canton Clifton, le lot 14 et les parties du lot 13 appartenant à Monsieur Lauréat Gagné, Armand Blouin et Monsieur Georges-Emile Blouin.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
23475-46-2-o J.-P. LABARRE.

N° 695-46.

Québec, le 10 novembre 1948.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Bruno, dans le comté de Chambly, les lots 243 et 244 du cadastre officiel de Saint-Bruno, et de les annexer à celle de Saint-Basile le Grand, même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
23490-46-2-o J.-P. LABARRE.

southward, northwestward, southwestward, southeastward, southward, westward, south-eastward, southwestward and southwestward following the limits between the lots Nos. 177, 179, 180, 181 and 182 of the town of Saint-Jérôme, up to the north corner of lot 193, in the middle of "des Prairies" creek; thence southwestward, following the middle of "des Prairies" creek, as far as the northeast corner of lot No. 203; thence, westward, following the line between said No. 203 and the town of Saint-Jérôme, up to the northwest corner of said No. 203; thence, southwestward, following the line between the town of Saint-Jérôme and lots Nos. 203, 202, 201, 200, 199, 197, 196, 195, 194 and 113 as far as "rivière du Nord"; thence, following the east side of "rivière du Nord", southwestward, northwestward and southwestward, as far as the southwest corner of lot No. 47 of that part of the parish of Saint-Jérôme situate in the county of Two Mountains. Thence southeastward, following the line between lots Nos. 47 and the limit of the parish of Saint-Canut, up to the "Côte St-Dominique" road; thence, northeastward following the "Côte St-Dominique road" in front of lots Nos. 47, 46, 45 and 44, up to the "montée Guénette"; thence, southeastward, following the "montée Guénette", following lot No. 102, as far as the south corner of said lot No. 102; thence northeastward, following the line between lots Nos. 102, 107, 108, 110, 111, 112, and 113 of the "Rivière du Nord" concession and lot No. 101 of the "des Prairies" concession, as far as the northwest corner of said lot No. 101; thence southeastward, following the line Nos. 101, 100, 99, 98, 97, 96, 95, 94, 93 and 92 of the "des Prairies" concession, and lot 91 of the Côte Ste-Marguerite North concession, as far as the southeast corner of lot No. 91; thence southwestward following the Côte Ste-Marguerite road, as far as the line between lots 11 of the Côte Ste-Marguerite South and 10 of Côte St-Georges; thence southeastward, following the line between said lots Nos 10 and 11, as far as the southeast limit of the parish of Saint-Jérôme; thence northeastward, following the division line between the parishes of St-Jérôme and St-Janvier, up to the southeast corner of the parish of Saint-Jérôme, namely the aforesaid starting point.

J. P. LABARRE,
23476-46-2 Superintendent of Education.

No. 975-48.

Quebec, November 9, 1948.

Application is made to detach the following territory from the school municipality of East Clifton, in the county of Compton, and to annex it to the school municipality of Auckland, in the same county, to wit:

In range I of the township Clifton, lot 14 and the parts of lot 13 belonging to Mr. Lauréat Gagné, Armand Blouin and Mr. Georges-Emile Blouin.

J. P. LABARRE,
23475-46-2 Superintendent of Education.

No. 695-46.

Quebec, November 10, 1948.

Application is made to detach from the school municipality of Saint-Bruno, in the county of Chambly, lots 243 and 244 of the official cadastre of Saint-Bruno, and to annex them to that of Saint-Basile le Grand, same county.

J. P. LABARRE,
23490-46-2 Superintendent of Education.

N° 611-48.

Québec, le 16 novembre 1948.

Demande est faite d'ériger en municipalité scolaire distincte, pour les contribuables catholiques seulement, sous le nom de "La Municipalité scolaire catholique de Huntingdon", dans le comté du même nom, qui comprendra le territoire suivant, savoir:

A.— Le territoire actuel de la ville de Huntingdon.

B.— Les lots suivants, tous inclusivement du canton de Godmanchester, qui seront détachés de la municipalité de Godmanchester, savoir: 1 à 401, 403 à 454 et 486 à 497.

C.— Tous les lots des rangs IV et V du canton de Hinchinbrooke, qui seront détachés de la municipalité scolaire de Hinchinbrooke.

D.— Le territoire de la municipalité scolaire d'Elgin, qui comprend tout le canton de ce nom.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
23529-47-2-o J. P. LABARRE.

No. 611-48.

Quebec, November 16, 1948.

Application is made to erect into a separate school municipality, for Catholic taxpayers only, under the name of "The Catholic School Municipality of Huntingdon", in the county of the same name, which will consist of the following territory, to wit:

A.— The actual territory of the town of Huntingdon.

B.— The following lots, all inclusively, of the Township Godmanchester, to be detached from the school municipality of Godmanchester, to wit: 1 to 401, 403 to 454 and 486 to 497.

C.— All the lots of ranges IV and V of the township of Hinchinbrooke, to be detached from the school municipality of Hinchinbrooke.

D.— The territory of the school municipality of Elgin, which comprises all the township of the same name.

J. P. LABARRE,
23529-47-2 Superintendent of Education.

Département des Terres et Forêts

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de Beauport. Division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que le lot 531-27-23 et partie des lots 531-27-22 et 531-27 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 19 octobre 1948.

Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de Beauport. Division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que les lots 58-1-2 et 58-2-1 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 20 octobre 1948.

Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

23508-o

AVIS

Cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières (Quartier St-Louis) Division d'enregistrement des Trois-Rivières.

Avis est par la présente donné que les lots 710, 711, 712, 713 et 714 sont annulés et remplacés par les lots 2254, 2255, 2256 et 2257 en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 1er octobre 1948.

Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

23512-o

Department of Lands and Forests

NOTICE

Official cadastre of the Parish of Beauport. Registration division of Québec.

Notice is hereby given that lot 531-27-23 and part of lots 531-27-22 and 531-27 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, October the 19th 1948.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD.

NOTICE

Official cadastre of the Parish of Beauport. Registration division of Québec.

Notice is hereby given that lots 58-1-2 and 58-2-1 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, October the 20th, 1948.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Service,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

23508-o

NOTICE

Official cadastre of the city of Three Rivers (St. Louis Ward). Registration division of Three Rivers.

Notice is hereby given that lots 710, 711, 712, 713 and 714 are cancelled and replaced by lots 2254, 2255, 2256 and 2257 in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, October the 1st, 1948.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

23512-o

Département du Trésor Assurances

Treasury Department Insurance

AVIS D'ANNULATION DE PERMIS ET CERTIFICAT D'ENREGISTREMENT

NOTICE OF CANCELLATION OF LICENSE AND CERTIFICATE OF REGISTRY

Attendu que La Société Mutuelle des Maréchaux-Ferrants de la province de Québec, à une assemblée générale spéciale tenue à Québec le 6 août 1948, a décidé d'effectuer sa liquidation volontaire, conformément aux dispositions des articles 276 et suivants de la Loi des assurances et qu'elle a, à cette fin, nommé liquidateur, monsieur J.-Charles Morel de Québec;

Attendu que le liquidateur, monsieur J.-Charles Morel, a donné avis dans la *Gazette officielle de Québec* le 30 octobre 1948 que la société a été dissoute le 26 octobre 1948.

Avis est donné par les présentes que le permis et certificat d'enregistrement de La Société Mutuelle des Maréchaux-Ferrants de la province de Québec est annulé.

Donné au bureau du Service des assurances, département du Trésor, le 10 novembre 1948.

Whereas "La Société Mutuelle des Maréchaux-Ferrants de la province de Québec", at a special general meeting held at Quebec on the 6th day of August 1948, has decided to go into voluntary liquidation, in accordance with the provisions of sections 276 and following of the Quebec Insurance Act, and has nominated as its liquidator, Mr. J.-Charles Morel;

Whereas Mr. J.-Charles Morel, liquidator, has given notice in the *Quebec Official Gazette* on the 30th day of October 1948 that the association has been dissolved as from the 26th day of October 1948.

Notice is hereby given that the license and certificate of registry of "La Société Mutuelle des Maréchaux-Ferrants de la province de Québec" is cancelled.

Given at the office of the Insurance Branch, Treasury Department, the 10th day of November 1948.

Pour le Trésorier de la Province,
GEORGES LAFRANCE,
23491-46-2-o Surintendant des Assurances.

For the Treasurer of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
23491-46-2-o Superintendent of Insurance.

Nominations

Appointments

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de nommer par lettres patentes sous le grand sceau de la Province, au nom de Sa Majesté les personnes dont les noms suivent, savoir:

Québec, 27 octobre 1948.

M. René Leblanc, de Montréal, membre du Barreau de la Province: conseil en loi du Roi.

Québec, 4 novembre 1948.

M. Gustave Garneau, de Québec, membre du Barreau de la Province: conseil en loi du Roi.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, et par commission, de faire la nomination suivante:

Québec, 1er septembre 1948.

M. J.-Albert Paquin, de St-Eustache, avocat et membre du Barreau de la Province: recorder de la ville de St-Eustache, comté des Deux-Montagnes. 23543-o

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, to appoint by letters patent under the Great Seal of the Province, in the name of His Majesty, the persons whose names follow, to wit:

Quebec, October 27, 1948.

Mr. René Leblanc, of Montreal, member of the Bar of the Province: King's Counsel.

Quebec November 4, 1948.

Mr Gustave Garneau, of Quebec, member of the Bar of the Province: King's Counsel.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased with the advice and consent of the Executive Council, and by Commission, to make the following appointment:

Quebec, September 1, 1948.

Mr. J. Albert Paquin, of St-Eustache, advocate and member of the Bar of the Province: to be Recorder for the town of St-Eustache, county of Two Mountains. 23543

Proclamations

Proclamations

Canada,
Province of
Québec
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au de là des mers, défenseur de la Foi.

A nos aimés et fidèles conseillers les membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province de Québec.

SALUT.

Canada,
Province of
Quebec
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominion beyond the Seas, King, Defender of the Faith.

To Our Beloved and Faithful Councillors the Members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Quebec:

GREETING.

ATTENDU que, pour diverses considérations, il est à propos de convoquer la Législature de la province de Québec pour l'expédition des affaires. Nous vous convoquons par les présentes pour le DIX-NEUF JANVIER prochain et en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date au palais législatif, en la cité de Québec, pour y expédier les affaires de la Province et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable Sir EUGENE-MARIE JOSEPH Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., lieutenant-gouverneur de ladite Province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, le VINGT-SEPTIÈME jour d'OCTOBRE, l'an de grâce mil neuf cent quarante-huit et de Notre règne le douzième.

Par ordre,

Le Secrétaire de la Chancellerie à Québec,
ANTOINE LEMIEUX.

23404-45-11-o

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

EUG. Fiset

GEORGE VI, par la Grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur
général,

L. DÉSILETS.

ATTENDU qu'une requête Nous a été présentée demandant qu'un certain territoire de la municipalité de la paroisse de l'Ancienne Lorette soit détaché et annexé à la municipalité du village de Notre-Dame-de-Lorette, dans le Comté de Québec;

ATTENDU que toutes les formalités prescrites par la loi ont été accomplies, et qu'il restera, après cette annexion, à la municipalité de la paroisse de l'Ancienne Lorette une population de plus de trois cents âmes;

ATTENDU qu'il est opportun de se rendre à cette demande;

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret en date du 4 novembre 1948, et conformément aux dispositions du Code municipal de Notre province de Québec, Nous déclarons par les présentes que le territoire suivant, savoir:

Le territoire, formé des lots 109, 110 et 111 du cadastre officiel de la paroisse de Notre-Dame-de-l'Ancienne Lorette, borné au sud-ouest par le lot 112, au nord-ouest par les lots 230 et 231, au nord-est par le lot 103 et au sud-est par un chemin public, sera détaché de la municipalité de la paroisse de l'Ancienne Lorette et sera annexé à la municipalité du village de Notre-Dame-de-Lorette, dans le comté de Québec, telle annexion devant prendre effet à compter

WHEREAS, for various considerations, it is expedient to convoke the Legislative of the Province of Quebec for the dispatch of business. We hereby convene you for the NINETEENTH day of JANUARY next and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the City of Quebec, for the dispatch of the business of the Province and to examine, discuss and decide the questions to be submitted to you.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH Fiset, Knight, Commander of Our most distinguished Order of Saint Michael and Saint Georges, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of Quebec, this TWENTY-SEVENTH day of the month of OCTOBER in the year of Our Lord one thousand nine hundred and forty-seven and in the twelfth year of Our Reign.

By command,

ANTOINE LEMIEUX,

Clerk of the Crown in Chancery, at Québec.

23404-45-11

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

EUG. Fiset

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.

GREETING.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney
General

WHEREAS a petition has been presented to Us requesting that a certain territory of the municipality of the parish of Ancienne Lorette be detached and annexed to the municipality of the village of Notre-Dame-de-Lorette, in the county of Quebec;

WHEREAS all the formalities prescribed by Law have been fulfilled, and that there shall remain, after such annexation, to the municipality of the parish of Ancienne Lorette a population of more than three hundred souls;

WHEREAS it is expedient to grant the said request;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in an order dated the 4th of November, 1948, and pursuant to the provisions of the Municipal Code of Our Province of Quebec, We hereby declare that the following territory, to wit:

The territory composed of lots 109, 110 and 111 of the official cadastre for the parish of Notre-Dame de-l'Ancienne Lorette, bounded on the southwest by lot 112, on the northwest by lots 230 and 231, on the northeast by lot 103 and on the southeast by a public road, to be detached from the municipality of the parish of Ancienne Lorette and be annexed to the municipality of the village of Notre-Dame-de-Lorette, in the county of Quebec, such annexation to take

du 1er janvier suivant la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*, le tout conformément aux dispositions des articles 35 et suivants du Code municipal.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec; TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé le Major-général l'honorable Sir EUGENE-MARIE JOSEPH Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce huitième jour de novembre en l'année mil neuf cent quarante-huit de l'ère chrétienne et de Notre Règne la douzième.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la Province.

23530-o

JEAN BRUCHÉSI

effect on and from the 1st of January following publication of the present proclamation in the *Quebec Official Gazette*, the whole in conformity with the provisions of Articles 35 and following of the Municipal Code.

OF ALL OF WHICH our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec, to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir EUGENE-MARIE JOSEPH Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House in Our City of Quebec in Our Province of Quebec, this eighth day of November, in the year of Our Lord nineteen hundred and forty-eight and the twelfth of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHÉSI,

23530

Under Secretary of the Province.

Sièges sociaux

Canada, province de Québec, district de Québec.

ADANAC FISHERIES LIMITED

Avis est par les présentes donné que "Adanac Fisheries Limited", constituée en corporation par lettres patentes en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 8 octobre 1948, et ayant son siège social en la cité de Québec, a établi son bureau chef au no 115 rue Dalhousie, en la dite cité de Québec.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré comme étant le siège social de la compagnie.

Donné à Québec, P.Q., le 5 novembre 1948.

[Sceau]

23509

Le Président,
JOHN W. MARTIN.

Canada, Province de Québec,
District de Montmagny

CERCUEILS MONTMAGNY INC. MONTMAGNY CASKETS INC.

Avis, est par les présentes donné, que la Compagnie "Cercueils Montmagny Inc.—Montmagny Caskets Inc." constituée en corporation par lettres patentes en date du 5 novembre 1948, a établi son bureau à Montmagny dans le comté de Montmagny.

A compter de la date du présent avis, le dit bureau est considéré par la compagnie comme étant son principal bureau d'affaires.

Donné à Montmagny, ce sixième jour de novembre mil neuf cent quarante-huit.

(Sceau)

23519-o

Le Secrétaire,
JEAN-BAPTISTE BOULET.

Head offices

Canada, province of Quebec, district of Quebec.

ADANAC FISHERIES LIMITED

Notice is hereby given that "Adanac Fisheries Limited", incorporated by letters patent under Part I of the Quebec Companies Act, on the 8th day of October 1948, and having its Head Office in the city of Quebec, has established its Head Office at No. 115 Dalhousie Street, in the said city of Quebec.

From and after the date of this Notice the said office shall be considered as being the Head Office of the said company.

Given at Quebec, P.Q., this 5th day of November 1948.

[Seal]

23509-o

JOHN W. MARTIN,
President.

Canada, Province of Quebec,
District of Montmagny

CERCUEILS MONTMAGNY INC. MONTMAGNY CASKETS INC.

Notice is hereby given that the company "Cercueils Montmagny Inc.—Montmagny Caskets Inc." incorporated by letters patent bearing date the fifth day of November, 1948, has established its office at Montmagny, in the county of Montmagny.

From and after the date of the present notice, the said office will be considered by the company as being its head office.

Given at Montmagny, this sixth day of November, one thousand nine hundred and forty-eight.

(Seal)

23519

JEAN BAPTISTE BOULET,
Secretary.

DIEPPE CONSTRUCTION INCORPORÉE

Avis est donné que la Compagnie "Dieppe Construction Incorporée", constituée en corporation le 26 octobre 1948, a établi son siège social à 70 rue St-Paul, Québec.

Le Président,
23513-0 STANISLAS GILBERT.

DIEPPE CONSTRUCTION INCORPORÉE

Notice is given that the company "Dieppe Construction Incorporée", incorporated on the 26th day of October, 1948, has established its head office at 70 St. Paul Street, Québec.

STANISLAS GILBERT,
23513 President.

AVIS DE L'ADRESSE DU SIÈGE SOCIAL DE LA COMPAGNIE "4995-5005 STE-CATHERINE ROAD INC."

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "4995-5005 Ste. Catherine Road Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 6 août 1948, a établi son siège social à 3619 ouest, rue Notre-Dame, Montréal, Québec.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, le 10 novembre 1948.

Le Président,
23528 A. I. FELDMAN.

NOTICE OF ADDRESS OF HEAD OFFICE OF "4995-5005 STE. CATHERINE ROAD INC."

Notice is hereby given that "4995-5005 Ste Catherine Road Inc.", incorporated by Letters Patent under Part I of the Quebec Companies Act on August 6th, 1948, has established its Head Office at 3619 Notre Dame Street West, Montreal, Quebec.

From and after the date of this Notice the said office shall be considered by the company as being the Head Office of the company.

Dated at Montreal, this 10th day of November, 1948.

A. I. FELDMAN,
23528-0 President.

Soumissions

Province de Québec

MUNICIPALITÉ DU VILLAGE DU LAC BOUCHETTE (Comté de Roberval)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné jusqu'à quatre heures de l'après-midi le 6 décembre 1948, pour l'achat de \$15,000.00 d'obligations de la corporation municipale du village de Lac Bouchette, datées du 1er janvier 1949 et remboursables en séries du 1er janvier 1950 au 1er janvier 1969 inclusivement, avec intérêt à 3½% par année payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement—\$15,000—3½%—20 ans

Année	Capital
1er janvier 1950.....	\$ 600.00
1er janvier 1951.....	600.00
1er janvier 1952.....	600.00
1er janvier 1953.....	600.00
1er janvier 1954.....	600.00
1er janvier 1955.....	600.00
1er janvier 1956.....	700.00
1er janvier 1957.....	700.00
1er janvier 1958.....	700.00
1er janvier 1959.....	700.00
1er janvier 1960.....	800.00
1er janvier 1961.....	800.00
1er janvier 1962.....	800.00
1er janvier 1963.....	800.00
1er janvier 1964.....	800.00
1er janvier 1965.....	900.00
1er janvier 1966.....	900.00
1er janvier 1967.....	900.00
1er janvier 1968.....	900.00
1er janvier 1969.....	1,000.00

Le capital et les intérêts seront payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Québec ou à Roberval.

Tenders

Province of Quebec

MUNICIPALITY OF THE VILLAGE OF LAC BOUCHETTE (County of Roberval)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned until four o'clock in the afternoon, on the 6th of December, 1948, for the purchase of \$15,000 of bonds of the Municipal Corporation of the Village of Lac Bouchette, dated the 1st of January, 1949, and redeemable serially from the 1st of January, 1950, to the 1st of January 1969, inclusively, with interest at 3½% per annum, payable semi-annually, on the 1st of January and 1st of July of each year. The table of redemption is as follows:

Table of Redemption—\$15,000—3½%—20 years

Year	Capital
1st January, 1950.....	\$ 600.00
1st January 1951.....	600.00
1st January 1952.....	600.00
1st January 1953.....	600.00
1st January 1954.....	600.00
1st January 1955.....	600.00
1st January 1956.....	700.00
1st January 1957.....	700.00
1st January 1958.....	700.00
1st January 1959.....	700.00
1st January 1960.....	800.00
1st January 1961.....	800.00
1st January 1962.....	800.00
1st January 1963.....	800.00
1st January 1964.....	800.00
1st January 1965.....	900.00
1st January 1966.....	900.00
1st January 1967.....	900.00
1st January 1968.....	900.00
1st January 1969.....	1,000.00

Capital and interest shall be payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or Roberval.

Ces obligations pourront être rachetées par anticipation, au pair, à toute échéance d'intérêt, sous l'autorité du chapitre 212, Statuts refondus de Québec, 1941; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue le 6 décembre 1948 à sept heures de l'après-midi à la Salle Publique de Lac Bouchette.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Lac Bouchette, comté de Roberval, ce 8 novembre 1948.

Le Secrétaire-trésorier,
ARMAND BOULIANNE.

23510-o

Province de Québec

VILLE DE RIMOUSKI
(Comté de Rimouski)

Avi s public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné jusqu'à cinq heures de l'après-midi, lundi le sixième jour de décembre 1948, pour l'achat d'obligations au montant de \$75,000.00 remboursables en séries quinz ans, datées du 1er décembre 1948 avec intérêt à un taux n'excédant pas 3½% par année payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt offert peut être le même ou peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement—\$75,000—15 ans

Année	Capital
1er décembre 1949.....	\$2,000.00
1er décembre 1950.....	2,500.00
1er décembre 1951.....	3,500.00
1er décembre 1952.....	4,000.00
1er décembre 1953.....	4,500.00
1er décembre 1954.....	5,500.00
1er décembre 1955.....	6,000.00
1er décembre 1956.....	6,500.00
1er décembre 1957.....	7,500.00
1er décembre 1958.....	8,000.00
1er décembre 1959.....	4,000.00
1er décembre 1960.....	5,000.00
1er décembre 1961.....	5,000.00
1er décembre 1962.....	5,000.00
1er décembre 1963.....	6,000.00

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal, à Québec ou à Rimouski.

Ces obligations pourront être rachetées par anticipation, au pair, à toute échéance d'intérêt, sous l'autorité du chapitre 212, Statuts refondus de Québec, 1941; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue le sixième jour de décembre 1948, à huit heures de l'après-midi, à l'hôtel de ville.

These bonds may be redeemed by anticipation at par, at any interest payment date, under authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941; however if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery.

The tenders shall be opened and considered at a meeting of the Council, to be held on December 6, 1948, at seven o'clock in the evening, at the Public Hall of Lac Bouchette.

The Council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Lac Bouchette, county of Roberval, November 8, 1948.

ARMAND BOULIANNE,
Secretary-Treasurer.

23510

Province of Quebec

TOWN OF RIMOUSKI
(County of Rimouski)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds", will be received by the undersigned up to five o'clock in the afternoon, Monday, the sixth day of December, 1948, for the purchase of bonds to the amount of \$75,000.00 redeemable serially in fifteen years, dated the 1st of December, 1948, with interest at a rate not exceeding 3½% per annum payable semi-annually the 1st of June and 1st of December of each year. The rate of interest offered may be the same or may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of Redemption—\$75,000.00—15 years

Year	Capital
December 1, 1949.....	\$2,000.00
December 1, 1950.....	2,500.00
December 1, 1951.....	3,500.00
December 1, 1952.....	4,000.00
December 1, 1953.....	4,500.00
December 1, 1954.....	5,500.00
December 1, 1955.....	6,000.00
December 1, 1956.....	6,500.00
December 1, 1957.....	7,500.00
December 1, 1958.....	8,000.00
December 1, 1959.....	4,000.00
December 1, 1960.....	5,000.00
December 1, 1961.....	5,000.00
December 1, 1962.....	5,000.00
December 1, 1963.....	6,000.00

Capital and interest will be payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Montreal, Quebec or at Rimouski.

The said bonds may be redeemed by anticipation, at par, on any interest payment date, under authority of chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec, 1941; however, if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on the sixth day of December, 1948, at eight o'clock in the evening, at the Town Hall.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Donné à Rimouski, (comté de Rimouski), ce seizième jour de novembre 1948.

Le Greffier,
23545-o GEORGES D'AUTEUIL.

Province de Québec

CITÉ DE GRANBY
(Comté de Shefford)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné jusqu'à cinq heures de l'après-midi, lundi, le sixième jour de décembre 1948, pour l'achat d'obligations au montant de \$373,500 remboursables en séries durant une période de vingt ans, du 1er décembre 1949 au 1er décembre 1968 inclusivement, d'après le tableau d'amortissement suivant, avec intérêt aux taux de 2¾%, 3%, 3¼% ou 3½%, au choix, payable le 1er juin et le 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt offert peut être le même ou peut varier suivant les échéances.

Tableau d'amortissement—\$373,500—20 ans

Année	Capital
1er décembre 1949.....	\$ 14,500.00
1er décembre 1950.....	15,000.00
1er décembre 1951.....	15,500.00
1er décembre 1952.....	16,000.00
1er décembre 1953.....	16,500.00
1er décembre 1954.....	17,000.00
1er décembre 1955.....	17,500.00
1er décembre 1956.....	18,500.00
1er décembre 1957.....	19,000.00
1er décembre 1958.....	19,500.00
1er décembre 1959.....	20,500.00
1er décembre 1960.....	21,000.00
1er décembre 1961.....	21,500.00
1er décembre 1962.....	22,500.00
1er décembre 1963.....	23,000.00
1er décembre 1964.....	18,000.00
1er décembre 1965.....	18,500.00
1er décembre 1966.....	19,000.00
1er décembre 1967.....	20,000.00
1er décembre 1968.....	20,500.00

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal, à Québec ou à Granby.

Les dites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Ces obligations ne pourront être livrées que vers le 15 décembre 1948.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance régulière du conseil qui sera tenue lundi le 6 décembre 1948, à huit heures de l'après-midi, à l'hôtel de ville.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute, ni aucune des soumissions.

Granby, (comté de Shefford), ce 16ème jour de novembre 1948.

Le Secrétaire-trésorier,
23544-o ARTHUR MONTFILS.

The Council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Given at Rimouski (County of Rimouski), this sixteenth day of November, 1948.

GEORGES D'AUTEUIL,
Clerk.

Province of Quebec

CITY OF GRANBY
(County of Shefford)

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned up to five o'clock in the afternoon, Monday the sixth, day of December, 1948, for the purchase of bonds, for an amount of \$373,500, redeemable serially over a period of twenty years, from the 1st of December, 1949, to the 1st of December, 1968 inclusively, according to the following table of redemption, with interest at optional rates of 2¾%, 3%, 3¼% or 3½%, payable on the 1st of June and 1st of December of each year. The rate of interest offered may be the same or may vary according to maturities.

Table of Redemption—\$373,500—20 years

Year	Capital
1st December 1949.....	\$ 14,500.00
1st December 1950.....	15,000.00
1st December 1951.....	15,500.00
1st December 1952.....	16,000.00
1st December 1953.....	16,500.00
1st December 1954.....	17,000.00
1st December 1955.....	17,500.00
1st December 1956.....	18,500.00
1st December 1957.....	19,000.00
1st December 1958.....	19,500.00
1st December 1959.....	20,500.00
1st December 1960.....	21,000.00
1st December 1961.....	21,500.00
1st December 1962.....	22,500.00
1st December 1963.....	23,000.00
1st December 1964.....	18,000.00
1st December 1965.....	18,500.00
1st December 1966.....	19,000.00
1st December 1967.....	20,000.00
1st December 1968.....	20,500.00

Capital and interest will be payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Montreal, Quebec, or Granby;

The said bonds may be redeemed by anticipation, at par, under authority of chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, in whole or in part, on any interest payment date; however, if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque, equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery.

These bonds may be delivered only towards December 15, 1948.

The tenders will be opened and considered at a regular meeting of the Council, to be held on Monday, the 6th of December, 1948, at eight o'clock in the evening, at the city hall.

The Council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Granby, county of Shefford, this 16th day of November, 1948.

ARTHUR MONTFILS,
Secretary-Treasurer.

Province de Québec

VILLE DE COATICOOK
(COMTÉ DE STANSTEAD)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné jusqu'au 9 décembre 1948, à 4 heures de l'après-midi, pour l'achat d'une première tranche d'obligations au montant de \$58,500 en séries vingt ans, datée du 1er septembre 1948, autorisée par le règlement N° 369 qui est au montant de \$177,000.

Lesdites obligations porteront intérêt au choix du soumissionnaire dont l'offre sera acceptée aux taux soumis n'excédant pas 3½% et le taux offert peut être le même pour l'émission totale ou peut varier suivant l'échéance. L'intérêt sera payable les 1er mars et 1er septembre de chaque année, suivant le tableau ci-dessous:

SÉRIE A

Date	Capital
1er septembre 1949	\$ 3,000.00
1er septembre 1950	2,000.00
1er septembre 1951	1,000.00
1er septembre 1952	1,500.00
1er septembre 1953	1,500.00
1er septembre 1954	2,000.00
1er septembre 1955	2,000.00
1er septembre 1956	2,000.00
1er septembre 1957	2,000.00
1er septembre 1958	2,000.00
1er septembre 1959	2,000.00
1er septembre 1960	3,000.00
1er septembre 1961	3,000.00
1er septembre 1962	3,500.00
1er septembre 1963	4,000.00
1er septembre 1964	4,500.00
1er septembre 1965	4,500.00
1er septembre 1966	5,000.00
1er septembre 1967	5,000.00
1er septembre 1968	5,000.00

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal, à Québec ou à Coaticook. Ces obligations pourront être rachetées par anticipation au pair, aux dates de l'échéance de l'intérêt, sous l'autorité du chap. 212 des S.R.Q. 1941. Cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les dates les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé, égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou non l'intérêt couru.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue le 9 décembre 1948 à l'hôtel de Ville à 7.30 de l'après-midi ou aussitôt que le conseil pourra le faire.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Coaticook, le 13 novembre 1948.

Le Secrétaire-trésorier,
ROMUALD DUMONT.

23534-47-2-o

Province of Quebec

TOWN OF COATICOOK
(COUNTY OF STANSTEAD)

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tender for bonds" will be received by the undersigned until December 9th, 1948, at 4 o'clock p.m. for the purchase of a first block of bonds totalling \$58,500, serial twenty years, dated September 1st, 1948, authorized by By-law No. 369 which is for a total amount of \$177,000.

The said bonds will bear interest optionally at the submitted rates not exceeding 3½% and the rate offered may be the same for the total issue or may vary according to maturity. The interest will be payable on the 1st of March and the 1st of September of each year as follows:

SERIAL A

Date	Capital
September 1st, 1949	\$ 3,000.00
September 1st, 1950	2,000.00
September 1st, 1951	1,000.00
September 1st, 1952	1,500.00
September 1st, 1953	1,500.00
September 1st, 1954	2,000.00
September 1st, 1955	2,000.00
September 1st, 1956	2,000.00
September 1st, 1957	2,000.00
September 1st, 1958	2,000.00
September 1st, 1959	2,000.00
September 1st, 1960	3,000.00
September 1st, 1961	3,000.00
September 1st, 1962	3,500.00
September 1st, 1963	4,000.00
September 1st, 1964	4,500.00
September 1st, 1965	4,500.00
September 1st, 1966	5,000.00
September 1st, 1967	5,000.00
September 1st, 1968	5,000.00

Capital and interest are payable at the Bank mentioned in the loan procedure, in Montreal, in Quebec or in Coaticook.

The said bonds may be redeemed by anticipation, at par, at any interest payment date, under authority of Chap. 212, of the R.S.Q. 1941. However, if said redemption be partial, he shall be in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan, and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on December 9th, 1948, at 7.30 p.m. at the Town Hall or as soon thereafter as the Council can do so.

The Council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Coaticook, November 13, 1948.

ROMUALD DUMONT,
Secretary-Treasurer.

23534-47-2-o

Vente par licitation

AVIS DE LICITATION

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, N° 262423.

Sale by Licitaton

NOTICE OF LICITATION

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 262423.

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement rendu par l'Honorable Juge Surveyeur siégeant en Cour Supérieure, à Montréal, le 1er jour d'octobre 1948, dans une cause dans laquelle Alan Cradock Simpson, et al., sont demandeurs et les personnes suivantes sont défendeurs: Edwin Leroux, Antoinette Leroux, fille majeure, personnellement et en sa qualité d'administratrice et exécutrice testamentaire en vertu du testament de feu Edwin Leroux, en son vivant des cité et district de Montréal; Dame Corinne Leroux, épouse séparée de biens de Armand Brunet et ledit Armand Brunet pour autoriser et assister sadite épouse et aussi en sa qualité de curateur à la substitution créée par le testament de feu Edwin Leroux, en son vivant des cité et district de Montréal; Rosario Larin, personnellement et en sa qualité de curateur à la substitution créée par le testament de feu Albina Leroux, épouse de Alphonse Larin, en son vivant des cité et district de Montréal; Dame Eva Larin, veuve de Ferdinand Deslauriers, en son vivant des cité et district de Montréal, personnellement et en sa qualité d'administratrice et exécutrice testamentaire en vertu du testament de feu Dame Albina Leroux, veuve de Alphonse Larin, Dame Blanche Larin, épouse séparée de biens de François Xavier Lapointe, et ledit François Xavier Lapointe pour autoriser et assister sadite épouse; Anita Soucy, veuve de Nelson Chenier en son vivant des cité et district de Montréal; Laura Soucy épouse séparée de biens de Ernest Lefebvre, et ledit Ernest Lefebvre pour autoriser et assister sadite épouse; Margaret Soucy, fille majeure; Juliette Soucy, épouse séparée de biens de Adrien Millaire, et ledit Adrien Millaire pour autoriser et assister sadite épouse; tous des cité et district de Montréal et Rosaire Soucy, ci-devant des cité et district de Montréal mais maintenant de lieux inconnus, une licitation a été ordonnée des immeubles suivants, savoir:

Un certain emplacement situé sur l'avenue de l'Hôtel-de-Ville, Montréal, connu et désigné sous le numéro trois cent trente-trois (333) des plan et livre de renvoi officiels du Quartier Saint Louis, mesurant en avant 44' de largeur et en arrière 41' de largeur par 72'6" de profondeur plus ou moins, sans garantie quant au mesurage; borné en avant par l'avenue de l'Hôtel-de-Ville, en arrière par le lot numéro trois cent vingt-sept (327) dudit cadastre, d'un côté par le lot numéro trois cent trente-deux (332) dudit cadastre, et de l'autre côté par la rue Dumarais avec les bâtisses dessus érigées lesquelles portent les numéros civiques 1176 et 1180 avenue de l'Hôtel de Ville, avec toutes les servitudes actives et passives attachées auxdits immeubles.

Les immeubles susdésignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur le 16ième jour de DECEMBRE 1948, à DIX heures et DEMIE de l'avant-midi, à la salle d'audience N° 31 du Palais de Justice, à Montréal, ou à toute autre salle d'audience où les intéressés pourront être référés, le tout sujet aux charges, clauses et conditions mentionnées dans le cahier des charges qui sera déposé au greffe du Protonotaire de ladite Cour; et toute opposition afin d'annuler, à fin de charge ou afin de distraire à ladite licitation, devra être déposée audit greffe du Protonotaire au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit, pour ladite vente et adjudication, et toute

Notice is hereby given that in virtue of a Judgment rendered by the Honourable Mr. Justice Surveyor sitting in the Superior Court, at Montreal, on the 1st day of October, 1948, in a case where Alan Cradock Simpson, et al., are Plaintiffs, and the following persons are Defendants: Edwin Leroux, Antoinette Leroux, Spinster, personally as well as in her quality of Administratrix and Testamentary Executrix of the Last Will and Testament of the late Edwin Leroux, in his lifetime of the City and District of Montreal; Dame Corinne Leroux, wife separate as to property of Armand Brunet and the said Armand Brunet for the purpose of authorizing his wife herein and also in his quality of Curator to the substitution created by the Last Will and Testament of the late Edwin Leroux, in his lifetime of the City and District of Montreal; Rosario Larin, personally as well as in his quality of Curator to the substitution created by the last Will and Testament of the late Albina Leroux, widow of Alphonse Larin, in his lifetime of the City and District of Montreal; Dame Eva Larin, widow of Ferdinand Deslauriers, in his lifetime of the City and District of Montreal, personally and in her quality as Administratrix and Testamentary Executrix of the last Will and Testament of the late Dame Albina Leroux, widow of Alphonse Larin; Dame Blanche Larin, wife separate as to property of François Xavier Lapointe, and the said François Xavier Lapointe, for the purpose of authorizing his wife herein; Anita Soucy, widow of Nelson Chenier in his lifetime of the City and District of Montreal; Laura Soucy, wife separate as to property of Ernest Lefebvre, and the said Ernest Lefebvre for the purpose of authorizing his wife herein; Margaret Soucy, Spinster; Juliette Soucy, wife separate as to property of Adrien Millaire, and the said Adrien Millaire, for the purpose of authorizing his wife herein; all of the City and District of Montreal and Rosaire Soucy, formerly of the City and District of Montreal but now of parts unknown, a licitation has been ordered of the following immoveables, to wit:

That certain emplacement situated on City Hall Avenue, Montreal, known and designated as No. 333 upon the Official Plan and Book of Reference of Saint Louis Ward, measuring in front 44' in width and in the rear 41' in width by 72'6" in depth more or less, English Measure, without warranty as to the measurement; bounded in front by City Hall Avenue, in rear by lot No. 327 of the said Cadastre, at one side by Lot No. 332 of the said Cadastre, and on the other side by Dumarais Street with the buildings thereon erected which bear Civic Numbers 1176 to 1180 City Hall Avenue, together with all active and passive servitudes attaching to the said immoveable property.

The above described immoveables will be put up for auction and will be adjudged to the highest and last bidder on the 16th day of DECEMBER, 1948, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon, in room No. 31 of the Court House, in Montreal, or in such other room that the interested parties may be referred to, the whole subject to the charges, clauses and conditions indicated in the book or list of charges which shall be deposited at the Prothonotary's Office of the said Court; and all oppositions to annul, to secure charges or to withdraw to the said licitation shall be deposited at the said Prothonotary's Office, at least twelve days before the day fixed as above mentioned for the

opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les intéressés de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent avis, il seront forclos du droit de le faire.

Montréal, 5 novembre 1948.

Les Procureurs des demandeurs,
MONTGOMERY, McMICHAEL, COMMON,
23462-46-2-o HOWARD, FORSYTH & KER.

said sale and adjudication, and all opposition to payment shall be deposited within six days after the adjudication; and failing the parties to file such oppositions within the delays herein stated they will be foreclosed from so doing.

Montreal, 5th November, 1948,

MONTGOMERY, McMICHAEL, COMMON,
HOWARD, FORSYTH & KER,
23462-46-2-o Attorney for Plaintiffs.

VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure, district d'Arthabaska

Québec, à savoir: { DAME MALVINA LÉ-
N° 55-167 } TOURNEAU, St-Syl-
vestre, Lotbinière, (Ménagère) en sa qualité
d'usufruitière et d'exécutrice testamentaire de
la succession de Pierre Bisson de son vivant de
St-Sylvestre, Lotbinière, demanderesse es-quali-
té. vs L'HONORABLE ANATOLE CARIG-
NAN en sa qualité de curateur et administra-
teur comme curateur public de la succession de
feu Thomas Harney de son vivant du canton
Leeds, comté de Mégantic, défendeur es-qualité.

Comme appartenant au défendeur;

Les lots Nos. 17C; 17D; 17E; du cadastre
officiel pour le onzième (11ième) rang du canton
de Leeds dans le comté de Mégantic.

Pour être vendus à la porte de l'église de la
paroisse de St-Jacques de Leeds, comté de Mé-
gantic, le PREMIER jour de DECEMBRE
1948, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
MAURICE MAHEU.

Bureau du Shérif,
Arthabaska, 23 octobre 1948 23364-44-2-o
[Première insertion, 30 octobre 1948]

GASPÉ

Fieri Facias de Terris
Cour de Magistrat, district de Rimouski

Rimouski, { LA COMPAGNIE DE BOIS RA-
N° 16652 } DISSON, une corporation a-
yant son siège social au Cap de la Madeleine,
District de Trois-Rivières, demanderesse vs
ALPHONSE LAVOIE, de St-Bernard des Lacs,
district de Gaspé, défendeur.

Une maison et autres bâtisses, les impenses,
améliorations, défrichement situé sur le lot nu-
méro vingt-sept (27) du rang (XI) onze, du can-
ton Tourelle et les droits de préemption sur le dit
lot.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale
de St-Bernard des Lacs, comté de Gaspé, le
VINGT-HUITIÈME jour de DECEMBRE
1948, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
M. J. FURLONG.

Bureau du Shérif,
Percé, P.Q., le 15 novembre 1948. 23522-47-2-o
[Première insertion, 20 novembre 1948]

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LAND and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court, District of Arthabaska

Québec, to wit: { DAME MALVINA LÉ-
No. 55-167 } TOURNEAU, St-Sylves-
tre, Lotbinière, (housewife) in her quality of
usufructuary and testamentary executrix of the
estate of Pierre Bisson, in his lifetime of St-Syl-
vestre, Lotbinière, plaintiff-es-qualité; vs the
HONOURABLE ANATOLE CARIGNAN, in
his quality of Curator and administrator as public
curator of the estate of the late Thomas Harney
in his lifetime of the township of Leeds, county
of Megantic, defendant-es-qualité.

As belonging to the defendant:

Lots Nos. 17C; 17D; 17E; of the official ca-
dastre for the eleventh (11th) range of the town-
ship of Leeds, in the county of Megantic.

To be sold at the church door of the parish of
St-Jacques de Leeds, county of Megantic, on
the FIRST day of DECEMBER, 1948, at
TWO o'clock in the afternoon.

MAURICE MAHEU,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Arthabaska, October 23, 1948. 23364-44-2
[First insertion, October 30, 1948]

GASPE

Fieri Facias de Terris
Magistrate's Court, District of Rimouski

Rimouski, { LA COMPAGNIE DE BOIS RA-
No. 16652 } DISSON, a corporation having
its head office at Cap de la Madeleine, district of
Trois-Rivières, plaintiff; vs ALPHONSE LA-
VOIE, of St-Bernard des Lacs, district of Gaspé,
defendant.

"A house and other buildings, dependencies,
improvements, clearings situate on lot number
twenty-seven (27) of range (XI) eleven, of the
township Tourelle, and the rights of pre-emption
on the said lot".

To be sold at the parochial church door of
St-Bernard des Lacs, county of Gaspé, on the
TWENTY-EIGHTH day of DECEMBER,
1948, at TWO o'clock in the afternoon.

M. J. FURLONG,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Percé, P.Q., November 15, 1948. 23522-47-2
[First insertion, November 20, 1948]

HULL

Cour Supérieure, District de Hull

N° 9854 } **M ZAGERMAN & COMPANY LIMITED**, un corps politique incorporé, ayant son siège social et principale place d'affaires en la cité d'Ottawa, dans la province d'Ontario, demanderesse vs **RURBAN HOUSING ENTERPRISES LIMITED**, un corps politique incorporé, ayant son siège social et principale place d'affaires en la ville d'Aylmer, district de Hull, défenderesse.

Les lots numéros 1781-58; 1781-59 et 1781-60 et la partie nord du lot 781-194, tous situés dans la ville d'Aylmer, district de Hull."

Pour être vendus le 28 DECEMBRE prochain, à la porte de l'église paroissiale de St-Paul d'Aylmer, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,

I. ST-PIERRE.

23531-47-2-o

[Première insertion, 20 novembre 1948]

MONTRÉAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris

C. S. District de Montréal

Montréal, { **MARCEL CHOQUETTE**, demandeur vs **ANDRÉ ROUSSEAU & AL**, défendeurs.

Comme appartenant aux dits défendeurs:

Deux lots de terre connus et désignés comme étant les lots numéros 1062 et 1063 sur le plan de la subdivision du lot originaire numéro 134 du Cadastre Paroisse Sault-au-Récollet, rue Charland, quartier Ahuntsic, ainsi que les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le 23ème jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Le Shérif,

L. P. CAISSE.

Bureau du Shérif,

Montréal, 17 novembre 1948. 23532-47-2-o

[Première insertion, 20 novembre 1948]

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: { **LA BANQUE PROVINCIALE DU CANADA**, corps politique, et incorporé, ayant son principal bureau d'affaires à Montréal, et un bureau d'affaires à Charny, comté de Lévis, contre **PIERRE RODRIGUE**, de Beauceville-Est et **L. P. RODRIGUE**, de St. Jean Chrysostôme, comté de Lévis, conjointement et solidairement, à savoir: Saisis comme appartenant à **Ls-Philippe Rodrigue**.

1° Partie du lot N° 161 (cent soixante-et-un) du cadastre officiel pour la paroisse de St-Jean-Chrysostôme, comté de Lévis, étant un terrain situé sur le chemin public conduisant à St-Romuald, borné au nord à une distance de 36 pieds de l'emplacement de Gratia Bilodeau, lequel espace de 36 pieds devant servir à une rue projetée; au sud à François Boutin, à l'est, à partir du lot N° 186 et à l'ouest au dit chemin public conduisant à St-Romuald; circonstances et dépendances. A distraire une partie vendue à Dame François Boutin, par acte devant Anténor Martineau, le 11 juillet 1947 et enregistré sous le N° 94228.

2° Partie du lot N° 186 (cent quatre-vingt-six) du cadastre officiel pour la paroisse de St-Jean-Chrysostôme, comté de Lévis, étant un emplacement mesurant 88 pieds de largeur de

HULL

Superior Court, District of Hull

No. 9854 } **M ZAGERMAN & COMPANY LIMITED**, a body politic and corporate having its head office and principal place of business in the city of Ottawa, in the Province of Ontario, plaintiff, vs **RURBAN HOUSING ENTERPRISES LIMITED**, a body politic and corporate having its head office and principal place of business in the town of Aylmer and district of Hull, defendant.

Lots numbers: 1781-58; 1781-59 and 1781-60, and the north part of lot 781-194, all situate in the town of Aylmer, district of Hull.

To be sold on the TWENTY-EIGHTH of DECEMBER next, at the parochial church door of St. Paul d'Aylmer, at TWO o'clock in the afternoon.

I. ST-PIERRE,

Sheriff.

23531-47-2

[First insertion, November 20, 1948]

MONTRÉAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris

S. C. District of Montreal

Montreal, { **MARCEL CHOQUETTE**, plaintiff, vs **ANDRÉ ROUSSEAU & AL**, defendants.

As belonging to said defendants:

Two lots of land known and designated as being lots numbers 1062 and 1063 on the subdivision plan of the original cadastral lot number 134 for the parish Sault-au-Recollet, Charland Street, Ahuntsic ward — and also the buildings thereon erected.

To be sold at my office in the city of Montreal, on the 23rd of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. P. CAISSE,

Sheriff.

Sheriff's Office,

Montreal, November 17, 1948. 23532-47-2

[First insertion, November 20, 1948]

QUÉBEC

Fieri Facias

Quebec, to wit: { **LA BANQUE PROVINCIALE DU CANADA**, a body politic and corporate, having its head office in Montreal, and a branch at Charny, county of Lévis; against **PIERRE RODRIGUE**, of Beauceville-Est, and **L. P. RODRIGUE**, of St-Jean-Chrysostôme, county of Lévis, jointly and severally, to wit:

Seized as belonging to **Ls-Philippe Rodrigue**:

1. Part of lot No. 161 (one hundred and sixty-one) of the official cadastre for the parish of St-Jean-Chrysostôme, county of Lévis, being a lot of land situate on the public road leading to St-Romuald, bounded on the north by a distance of 36 feet from the emplacement of Gratia Bilodeau, the said space of 36 feet to serve as a projected street; on the south by François Boutin, on the east, by lot No. 186 and on the west by the said public road leading to St-Romuald, circumstances and dependencies. To be deducted a part sold to Dame François Boutin, by deed before Anténor Martineau, on the 11th of July, 1947, and registered under No. 94228.

2. Part of lot No. 186 (one hundred and eighty-six) of the official cadastre for the parish of St-Jean-Chrysostôme, county of Lévis, being an emplacement measuring 88 feet in width from

l'est à l'ouest sur le côté nord et 64 pieds de largeur du côté sud; la ligne de cet emplacement est parallèle à la ligne de François Boutin, voisin à l'ouest; bornée au nord à une rue projetée de 36 pieds de largeur; au sud, à la terre de Donat Couture; à l'est, au vendeur et à l'ouest, partie par François Boutin et partie par partie du lot N° 161, avec les bâtisses dessus construites circonstances et dépendances.

east to west, on the north side, and 64 feet in width on the south side; the line of this emplacement is parallel to the line of François Boutin, neighbouring on the west; bounded on the north by a projected street 36 feet wide; on the south, by the land of Donat Couture; on the east, by the vendor and on the west, partly by François Boutin and partly by a part of lot No. 161, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Saisis comme appartenant à Pierre Rodrigue:

1° Le lot N° 114 (cent quatorze) du cadastre officiel pour la paroisse de St-Jean-Chrysostôme, comté de Lévis, étant un lot de terre situé dans la dite paroisse, circonstances et dépendances.

2° Le lot N° 115 (cent quinze) du cadastre officiel pour la paroisse de St-Jean-Chrysostôme, comté de Lévis, étant un lot de terre situé dans la dite paroisse, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de St-Jean-Chrysostôme, comté de Lévis, le VINGT-QUATRIEME jour de DÉCEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Le Shérif,
AIMÉ DION.

Bureau du Shérif,
Québec, 17 novembre 1948. 23523-47-2-0
[Première insertion, 20 novembre 1948
[Seconde insertion, 4 décembre 1948

Seized as belonging to Pierre Rodrigue:

1. Lot No. 114 (one hundred and fourteen) of the official cadastre for the parish of St-Jean-Chrysostôme, county of Lévis, being a lot of land situate in the said parish, circumstances and dependencies.

2. Lot No. 115 (one hundred and fifteen) of the official cadastre for the parish of St-Jean-Chrysostôme, county of Lévis, being a lot of land situate in the said parish, circumstances and dependencies.

To be sold, at the parochial church door of St-Jean-Chrysostôme, county of Lévis, on the TWENTY-FOURTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock of the forenoon.

AIMÉ DION,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Quebec, November 17, 1948. 23523-47-2
[First insertion, November 20, 1948]
[Second insertion, December 4, 1948]

Fieri Facias

Québec, { ARTHUR ROBITAILLE, cultivateur, Ste-Catherine, Comté N° 54466 { Portneuf, P.Q.; contre J. P. LEBEL, de Lévis, P.Q., à savoir:

1. Les lots Nos 307 (trois cent sept), 308 (trois cent huit) et 309 (trois cent neuf) du cadastre officiel pour la paroisse de Ste-Catherine, comté de Portneuf, étant une terre située en la dite paroisse, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Sauf à distraire la partie de ces lots vendue à "Donnacona Paper Company Limited" par acte enregistré le 21 mai 1941 sous le N° 100304 et la partie vendue à la même compagnie par acte enregistré le 4 décembre 1942, sous le N° 102653.

2. Le lot N° 314 (trois cent quatorze) du cadastre officiel pour la paroisse de Ste-Catherine, comté de Portneuf, avec les améliorations, étant un lot de terre contenant trois arpents de largeur sur trente arpents de profondeur, plus ou moins, circonstances et dépendances. A distraire les parties vendues avant ce jour.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Ste-Catherine, comté de Portneuf, le VINGT-QUATRIEME jour de DÉCEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Le Shérif,
AIMÉ DION.
Bureau du Shérif,
Québec, 17 novembre 1948. 23524-47-2-0
[Première insertion: 20 novembre 1948]
[Seconde insertion: 4 décembre 1948]

RICHELIEU

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure: { MARIE-MARTHE LARON° 11-071. { SE-CHAGNON, commis de bureau, résident et domiciliée dans les cité et district de St-Hyacinthe, et DAME BERNADETTE JODOIN, veuve de Stanislas Larose-Chagnon, en sa qualité de tutrice à sa fille mi-

Fieri Facias

Québec, { ARTHUR ROBITAILLE, farmer, of Ste-Catherine, County No. 54466 { of Portneuf, P.Q.; against J. P. LEBEL, of Lévis, P.Q., to wit:

1. Lots Nos 307 (three hundred and seven) 308 (three hundred and eight) and 309 (three hundred and nine) of the official cadastre for the parish of Ste-Catherine, county of Portneuf, being a farm situate in the said parish — with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Save to be deducted the part of the said lots sold to the Donnacona Paper Company Limited by deed registered on the 21st of May 1941, under No. 100304 and the part sold to the same company by deed registered on the 4th of December, 1942, under No. 102653.

2. Lot No. 314 (three hundred and fourteen) of the official cadastre for the parish of Ste-Catherine, county of Portneuf, with improvements, being a lot of land measuring three arpents in width by thirty arpents in depth, more or less, circumstances and dependencies. To be deducted the parts sold before this date.

To be sold at the parochial church door of Ste-Catherine, county of Portneuf, on the TWENTY-FOURTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock of the forenoon.

AIMÉ DION,
Sheriff.
Sheriff's Office,
Quebec, November 17, 1948. 23524-47-2
[First insertion, November 20, 1948]
[Second insertion, December 4, 1948]

RICHELIEU

Fieri Facias de Terris

Superior Court: { MARIE-MARTHE LARON° 11-071 { SE-CHAGNON, office clerk, residing and domiciled in the city and district of St-Hyacinthe, and DAME BERNADETTE JODOIN, widow of Stanislas Larose-Chagnon, as tutrix to her minor daughter Jeanne

neure, Jeanne d'Arc Larose-Chagnon, demanderesse, vs Me ROGER GOULET, résident et domicilié dans la ville de Belœil, district de Richelieu, curateur au délaisement, & GÉRARD BLAIN, résidant dans la paroisse de Belœil, district de Richelieu, défendeur, & LE RÉGISTRATEUR DU COMTÉ DE VERCHÈRES, mis-en-cause.

Entre les mains du curateur au délaisement :

"Un terrain situé sur la première concession de la paroisse de Belœil, comme étant la partie nord-ouest de la partie sud-est du lot connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels de la paroisse de Belœil, sous le numéro cent vingt sept (127) mesurant soixante pieds de largeur sur le trottoir construit sur le côté nord-ouest du chemin du bord de l'eau, sur une profondeur qui se trouve à partir de la rivière Richelieu à rejoindre cent soixante-cinq pieds au nord-ouest du dit trottoir, mais sans y comprendre le dit chemin du bord de l'eau, le tout en mesure anglaise et plus ou moins, et borné comme suit : au sud-est par la rivière Richelieu, du côté sud-ouest par la partie du lot 127 appartenant à Arthur Perreault, au nord-ouest et nord-est, par aussi partie du lot 127 appartenant au vendeur, sans bâtisses dessus érigées."

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Belœil, MERCREDI, le PREMIER DÉCEMBRE, 1948, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif,
Sorel, le 27 octobre, 1948.
[Première insertion le 30 octobre 1948]

Le Shérif,
R. PAQUIN.

23373-44-2-0

d'Arc Larose-Chagnon, plaintiffs; vs Me ROGER GOULET, residing and domiciled in the town of Belœil, district of Richelieu, curator to the abandonment, & GÉRARD BLAIN, residing in the parish of Belœil, district of Richelieu, defendant; & THE REGISTRAR OF THE COUNTY OF VERCHÈRES, mis-en-cause.

In the hands of the curator to the abandonment :

"A lot of land situate in the first concession of the parish of Belœil, known as the northwest part of the south-east part of the lot known and designated on the official plan and in the book of reference for the parish of Belœil, as number one hundred and twenty-seven (127) measuring sixty feet in width on the sidewalk built on the northwest side of the riverside road, by a depth which exists from the Richelieu river up to one hundred and sixty-five feet northwest of the said sidewalk, but without including the said riverside road, the whole english measure and more or less, and bounded as follows: on the southeast by the Richelieu river, on the southwest by the part of lot 127 belonging to Arthur Perreault, on the northwest and northeast, also by part of lot 127 belonging to the vendor — without the buildings thereon erected."

To be sold at the parochial church door of Belœil, on WEDNESDAY, the FIRST day of DECEMBER, 1948, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office,
Sorel, October 27, 1948.
[First insertion, October 30, 1948]

R. PAQUIN,
Sheriff.

22373-44-2

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure

N° 10322 { ARMAND THIBAUT, demeurant à Mont-Joli, comté de Matane, district de Rimouski, demandeur, vs ROSAIRE GAGNON, demeurant à Mont-Joli, comté de Matane, district de Rimouski.

"Un terrain situé en la ville de Mont-Joli, contenant cinquante-quatre pieds de front sur cent-vingt-et-un pieds, plus ou moins de profondeur, le tout mesure anglaise borné au nord à une rue, à l'est à Georges Lévesque, au sud, partie à Dame Lucienne Ross Anstil, et à Oscar Charette, et à l'ouest partie à J. B. Langlois et partie à Jean Fortin, connu et désigné comme étant une partie de lot N° deux-cent-vingt-deux (P. lot 222) au cadastre officiel pour la paroisse de Ste-Flavie, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de Mont-Joli, comté de Rimouski, le 28 DÉCEMBRE 1948, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
CHARLES GARON.
23533-47-2-0
[Première insertion, 20 novembre 1948]

SAGUENAY

Fieri Facias de Terris
Dans la Cour Supérieure

Canada, Province de Québec, District de Saguenay, N° 9483 { ANSELME COTÉ & FILS LIMITÉE, corps politique incorporé, ayant un bureau d'affaires à Rimouski, demanderesse, vs EDOUARD LÉTOURNEAU, Les Escoumains, défendeur.

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court

No. 10322 { ARMAND THIBAUT, residing at Mont-Joli, county of Matane, district of Rimouski, plaintiff, vs ROSAIRE GAGNON, residing at Mont-Joli, county of Matane, district of Rimouski.

A lot of land situate in the town of Mont-Joli, measuring fifty-four feet in front by one hundred and twenty-one feet, more or less, in depth, the whole English measure, bounded on the north by a street, on the east by Georges Lévesque, on the south, partly by Dame Lucienne Ross Anstil and Oscar Charette, and on the west partly by J. B. Langlois and partly by Jean Fortin, known and designated as being a part of lot number two hundred and twenty-two (Pt. lot 222) on the official cadastre for the parish of Ste-Flavie — with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of Mont-Joli, county of Rimouski, on the TWENTY-EIGHTH of DECEMBER, 1948, at TEN o'clock of the forenoon.

CHARLES GARON,
Sheriff.
23533-47-2
[First insertion, November 20, 1948]

SAGUENAY

Fieri Facias de Terris
Superior Court

Canada, Province of Québec, District of Saguenay, No. 9483 { ANSELME COTÉ & FILS LIMITÉE, body politic and corporate, having its office at Rimouski, plaintiff; vs EDOUARD LÉTOURNEAU, of Les Escoumains, defendant.

"Tous les droits quelconques de propriété qu'elle a et peut avoir dans un certain emplacement situé dans le village des Escoumains, comté de Saguenay, pouvant mesurer cent vingt-huit pieds de front sur le chemin de la Concession, soixante et onze pieds de profondeur dans sa plus grande largeur par trente-huit pieds dans sa plus petite largeur, et borné comme suit: savoir: à l'ouest, par le chemin de la Concession, à l'est partie à Victor Therrien et Nazaire Pelletier ou représentants, au nord à Joseph St-Hilaire, ledit emplacement connu et désigné comme faisant partie du lot de terre numéro treize A (13-A ptie) Rang un, Canton Escoumains". Avec circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la paroisse des Escoumains, comté de Saguenay, le VINGT ET UNIEME jour du mois de DECEMBRE, en l'année mil neuf cent quarante-huit, à la porte de l'église paroissiale, à DIX heures de l'avant-midi.

Donné au bureau du Shérif, au Palais de Justice de La Malbaie, le 12 novembre 1948.

Le Shérif,
23525-47-2-o PIERRE NÉRON.
[Première insertion, 20 novembre 1948]

TÉMISCAMINGUE

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure, } THOMAS SIMARD, de-
N° 202 } mandeur vs MARCEL
BELLARD, défendeur.

Les lots connus et désignés au Plan et Livre de Renvoi officiels du Village de Ville-Marie, comme étant les lots numéros 207 et 208 du cadastre de Ville-Marie, avec les bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de Notre-Dame du Très Saint Rosaire, à Ville-Marie, comté de Témiscamingue, le MARDI VINGT-ET-UN DÉCEMBRE 1948, à 11 heures du matin.

Le Shérif,
JULES GRENIER.
Bureau du Shérif,
Ville-Marie le 15 novembre 1948 23526-47-2-o
[Première insertion le 20 novembre 1948]

Département du Travail

AVIS DE MODIFICATION

Conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), l'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes qu'il a l'intention de proposer l'approbation des modifications suivantes au décret numéro 491 du 10 février 1945, et amendements, relatif aux institutions religieuses, hôpitaux et institutions d'enseignement dans la région de Saint-Hyacinthe.

"L'Association des Infirmières catholiques du Diocèse de Saint Hyacinthe" sera ajouté aux parties contractantes de deuxième part.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.
Ministère du Travail,
Québec, le 20 novembre 1948 23538-o

All the rights of ownership which it has or may have in a certain emplacement situate in the village of Les Escoumains, county of Saguenay, measuring about one hundred and twenty-eight feet in front on the Concession road, seventy-one feet in depth in its widest part by thirty-eight feet in its narrowest part, and bounded as follows, to wit: on the west by the Concession road, on the east partly by Victor Therrien and Nazaire Pelletier or representatives, on the north by Joseph St-Hilaire, the said emplacement being known and designated as forming part of the lot of land number thirteen A (Pt 13-A) Range one, Township of Escoumains. With circumstances and dependencies.

To be sold at the parish of Les Escoumains, county of Saguenay, on the TWENTY-FIRST day of the month of DECEMBER, in the year one thousand nine hundred and forty-eight, at the parochial church door, at TEN o'clock of the forenoon.

Given at the Sheriff's Office, in the Court House of La Malbaie, November 12, 1948.

PIERRE NÉRON,
23525-47-2-o Sheriff.
[First insertion, November 20, 1948]

TÉMISCAMINGUE

Fieri Facias de Terris

Superior Court, } THOMAS SIMARD, plain-
No. 202 } tiff; vs MARCEL BEL-
LIARD, defendant.

Those lots known and designated on the official plan and in the book of reference for the village of Ville-Marie, as being lots Nos. 207 and 208 of the cadastre for Ville-Marie, with the buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

To be sold at the church door of Notre-Dame du Très Saint Rosaire, de Ville-Marie, county of Témiscamingue, on TUESDAY, the TWENTY-FIRST of DECEMBER, 1948, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JULES GRENIER,
Sheriff's Office,
Ville-Marie, November 15, 1948. 23526-47-2
[First insertion, November 20, 1948]

Department of Labour

NOTICE OF AMENDMENT

Pursuant to the procedure provided for under section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that he intends to recommend the approval of the following amendments to the decree number 491 of February 10, 1945, and amendments, relating to the religious institutions, hospitals and educational establishments of the district of St. Hyacinthe.

"L'Association des Infirmières catholiques du Diocèse de Saint-Hyacinthe" will be added to the contracting parties of the second part.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.
Department of Labour,
Quebec, November 20, 1948 23538-o

AVIS

Conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), l'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que les parties contractantes ci-après mentionnées lui ont présenté une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

Jos. Gagnon & Frère, Enrg., Gagnon & Frère Enrg., Café populaire, J. E. Potvin, Ltée, J. Roméo Boivin, Sylvio Proulx, Montreal Shoe Stores Ltd., L. B. Gagnon & Frère, Armand Guay, Adélard Leclerc Enrg., Léandre Leclerc, Quatre Saisons Enrg., Au Vieux Poste, L. Gaudrault, L. Guay,

Et, D'AUTRE PART:

Le Syndicat des Commis de Magasins de Roberval, inc.,
pour les employeurs et les salariés des commerces et occupations visés suivant les conditions ci-après décrites:

I. *Définitions*: Pour les fins d'applications de la présente convention, les mots et termes suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée:

a) Le terme "établissement commercial" désigne toutes les maisons de commerce de détail ou de gros, comme par exemple: les boulangeries, laiteries, fabriques d'eau-gazeuse, boucheries, épicerie, merceries, magasins de chaussures, pharmacies, hôtels, cafés, débits d'essence, d'automobiles, ou d'accessoires, restaurants, bijouteries, feronneries, quincailleries, magasins de meubles, d'instruments de musique, de chapeaux, de peinture, de tapisseries, les salles de ventes, de couture, d'échantillons, de distribution, les salles de spectacles, théâtres, cinémas, les services de transport par terre, par mer et par air, les services d'électricité, de téléphone, de télégraphe ainsi que tous les genres de commerce de détail ou de gros qui existent ou qui pourront exister pendant la durée de la présente convention.

b) Le mot "gérant" désigne tout salarié qui s'occupe généralement des achats dans le gros et le détail, qui a généralement les commis sous sa surveillance et son contrôle, qui a les responsabilités générales des ventes ou qui s'occupe directement ou par l'intermédiaire d'employés de la finance de tout ou d'une partie de l'établissement.

c) Le mot "comptable" désigne tout salarié qui est en charge des écritures, de comptabilité de l'établissement ou d'une partie importante de l'établissement.

d) Le mot "caissier" désigne tout salarié qui reçoit, en tout ou en partie, les argents journaliers provenant des ventes ordinaires et extraordinaires.

e) Le mot "commis" désigne tout salarié âgé de 16 ans ou plus, et employé dans un établissement régi par la présente convention, faisant du travail de bureau ou préposé à l'achat, à la surveillance ou au classement, à la couture, à la préparation, à l'étalage, à la vente, à l'emballage, au postage, à la livraison de toute chose pouvant avoir rapport d'une manière quelconque avec les établissements définis au paragraphe a) de l'article I.

f) Le mot "livreur" désigne tout salarié préposé principalement à la livraison ou à l'emmagasinement des marchandises vendues ou à être vendues dans un établissement régi par la pré-

NOTICE

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the contracting parties hereafter mentioned have submitted to him a request to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

Jos. Gagnon & Frère Enrg., Gagnon & Frère Enrg., Café populaire, J. E. Potvin, Ltée, J. Roméo Boivin, Sylvio Proulx, Montreal Shoe Stores Ltd., L. B. Gagnon & Frère, Armand Guay, Adélard Leclerc Enrg., Léandre Leclerc, Quatre Saisons Enrg., Au Vieux Poste, L. Gaudrault, L. Guay,

And, ON THE OTHER PART:

"Le Syndicat des Commis de Magasins de Roberval, inc."
for the employers and the employees of the trades and occupations concerned according to the following conditions:

I. *Definitions*: For the purposes of enforcement of the present agreement, the following words have the meaning hereafter given to them:

a) The words "commercial establishments" mean all retail and wholesale commercial establishments as, for instance: bakeries, dairies, soft-drink factories, butcher shops, groceries, haberdashers' shops, shoe stores, drugstores, hotels, cafés, gasolene stations, automobile or accessories dealers' establishments, restaurants, jewelries, ironmongeries, hardware stores, furniture, musical instruments, hat, paint and wall-paper stores, sales, sewing and sample and shipping rooms, theatres and moving-pictures establishments, land, sea and air transport services, electrical, telephone and telegraph services and all kinds of retail or wholesale trades which now exist or which may come into existence during the period of enforcement of the present agreement.

b) The word "manager" means any employee who is generally entrusted with the wholesale or retail purchases, with the supervision and direction of the clerks, the general responsibilities of the sales and, directly or with the help of employees, with the money matters of the entire, or part of, the establishment.

c) The word "accountant" means any employee entrusted with the accounts, the book-keeping of the establishment or of an important part thereof.

d) The word "cashier" means any employee who receives all or part of the daily receipts from ordinary or extraordinary sales.

e) The word "clerk" means any employee of 16 years of age or older employed in an establishment governed by the present agreement and doing clerical work or committed to the purchase, supervision or files, sewing, to the preparation, display, sales, wrapping, mailing, delivery of anything concerned in any way with the establishments defined in subsection a) of section I.

f) The words "delivery man" means any employee specially committed to the delivery or storing of goods sold or to be sold in an establishment governed by the present agreement by

sente convention au moyen de voiture, camion, bicycle ou de toute autre manière.

g) Le terme "chef de personnel" désigne tout salarié qui a la charge d'un ou plusieurs employés dans un établissement régi par la présente convention, même sous la direction d'un gérant.

h) Le terme "chef de département ou premier commis" désigne tout salarié qui a la charge d'un ou plusieurs départements dans un établissement régi par la présente convention, même sous la direction d'un gérant.

i) Le terme "teneur de livres" désigne tout salarié qui s'occupe à faire un travail analogue à celui de comptable, tel que défini au paragraphe c) du présent article.

j) Le terme "percepteur" désigne tout salarié qui s'occupe généralement de la perception des argents dus et passés dus.

k) Le mot "sténographe" et "dactylographe" désigne tout salarié qui prépare la correspondance, les factures, les états de compte, les circulaires, etc. . .

l) Le terme "solliciteur à commission" désigne tout salarié qui s'occupe des ventes en dehors de l'établissement, soit à salaire fixe ou à pourcentage.

m) Le terme "chef de hangar" ou "chef des expéditions" désigne le salarié qui a la responsabilité de la réception (des voitures publiques) des marchandises entrant à l'entrepôt, de même que l'expédition des marchandises aux clients. Il voit au classement, au placement et à la protection de la marchandise. Il doit pouvoir préparer les connaissements et faire tout le travail inhérent à cette charge. Il a de plus, la responsabilité de l'opération et de l'entretien des immeubles et du roulant.

n) Le terme "assistant chef de hangar" désigne celui qui, selon les circonstances, aide le chef ou le remplace dans ses fonctions.

o) Le terme "homme de plancher" désigne tout salarié travaillant à la réception et expédition des marchandises aux entrepôts et sur les voitures de livraison, et à tout travail non classifié de lui requis. Il est chargé de préparer en tout ou en partie, une commande à lui confiée, et assumera, en une certaine mesure, la responsabilité des marchandises reçues et livrées.

p) Le terme "homme général" désigne toute personne qui exécute des travaux de manœuvre, tel que chargement des chars, camions, déballage et mise en place des marchandises, réparation de certaines marchandises pour expédition, ou tout autre travail non classifié de lui requis. Cette personne n'assume généralement pas de responsabilité.

II. *Jurisdiction territoriale*: La juridiction territoriale de la présente convention comprend la Ville de Roberval et un rayon de cinq (5) milles de ses limites.

III. *Jurisdiction professionnelle*: La présente convention s'applique à toute personne, association, corporation, établissement financier, commercial et toute agence. Cependant la présente convention ne s'applique pas:

- a) aux institutions d'assurance;
- b) aux institutions bancaires;
- c) aux établissements commerciaux qui sont déjà assujettis à une convention collective du travail;
- d) aux employés de chemin de fer.

IV. *Durée du travail*: La durée du travail dans les établissements régis par la présente convention, sera la suivante:

a) *Établissements commerciaux*: *Détail*: Le nombre d'heures sera de cinquante-et-une par

means of a horse-drawn or motor vehicle, a bicycle or any other way.

g) The words "staff head-clerk" mean any employee in charge of one or more employees in an establishment governed by the present agreement, even under the direction of a manager.

h) The words "departmental manager or head-clerk" mean any employee in charge of one or more departments in an establishment governed by the present agreement, even under the direction of a manager.

i) The words "book-keeper" mean any employee engaged in an occupation similar to that of accountant, as defined in subsection "c" hereof.

j) The word "collector" means any employee who generally does the collection of accounts or overdue.

k) The words "stenographer" and "typist" mean any employee who does the correspondence, the bills, the statement of accounts, the circulars, etc. . .

l) The words "commission salesman" mean any employee committed to the sales, outside the establishment, either on a regular wages or on a percentage basis.

m) The words "warehouse head-clerk" or "shipping head-clerk" mean any employee in charge of the receiving (from public vehicles) of goods for the warehouse and of the shipping of goods to customers. He must see to it that the goods be properly classified, placed and protected. He shall make out shipping-bills and all work connected therewith. He is also responsible for the operation and upkeep of buildings and equipment.

n) The words "warehouse assistant head-clerk" mean an employee who, according to circumstances, helps the head-clerk or replaces him in the carrying out of his duties.

o) The words "floor man" mean any employee committed to the receiving and shipping of goods to the warehouses and on the delivery vehicles, and to any unclassified work required from him. He shall fill out, in whole or part, orders entrusted to him and shall assume, to a certain extent, the responsibility of the goods received and shipped.

p) The words "general employee" mean any person doing manual labour such as loading cars, trucks, unbaling and storing goods, repairing certain goods for shipping, or any other unclassified work required from him. This employee generally assumes no responsibility.

II. *Territorial jurisdiction*: The territorial jurisdiction of the present agreement comprises the town of Roberval and a radius of five (5) miles from its limits.

III. *Professional jurisdiction*: The present agreement applies to any person, association, corporation, financial or commercial establishment, and to any agency. However, the present agreement does not apply to:

- a) insurance institutions;
- b) banking institutions;
- c) commercial establishments already governed by a collective labour agreement;
- d) railroad employees.

IV. *Duration of work*: The duration of work in the establishments governed by the present agreement shall be as follows:

a) *Retail commercial establishments*: The number of hours shall be fifty-one (51) per week for

semaine pour le personnel féminin et cinquante-six par semaine pour le personnel masculin, réparties de la façon suivante:

1. *Personnel féminin*: De 9.00 a.m. à 6.00 p.m., les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi. Le samedi et la veille des fêtes chômées, de 9.00 a.m. à 10.00 p.m.

2. *Personnel masculin*: De 8.00 a.m. à 6.00 p.m. les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi. Le samedi et la veille des fêtes chômées, de 8.00 a.m. à 10.00 p.m.

3. Une heure doit être accordée aux salariés pour leur repas du midi et également une heure pour le repas du soir, les jours où ils sont appelés à travailler dans la soirée.

4. L'employeur pourra faire travailler ses salariés jusqu'à 10.00 heures p.m. du 20 au 24 décembre inclusivement, et du 28 au 31 décembre inclusivement, de chaque année, sans rémunération supplémentaire.

b) *Etablissements commerciaux*: Gros: 1. Les heures de travail seront réparties selon les besoins de l'entreprise, pourvu qu'elles n'excèdent pas en aucun temps 48 heures pour les hommes, et 40 heures par semaine pour les femmes.

2. Toutefois, les heures de travail qui actuellement sont moindres que celles mentionnées à l'alinéa précédent resteront les heures légales.

c) Nonobstant toutes les dispositions relatives aux heures de travail, incluses dans la présente convention, la loi du repos hebdomadaire (S.R.Q. 1941, chapitre 166) et les règlements pris en son exécution doivent s'appliquer intégralement.

Clause conditionnelle: Les dispositions du présent article concernant la durée du travail ne doivent en aucun cas, constituer une dérogation aux dispositions de la Loi des Etablissements industriels et commerciaux (S.R.Q. 1941, chapitre 175), aux décrets faits sous son autorité, et aux règlements établis par les municipalités compétentes.

V. *Temps supplémentaire*: a) Tout travail supplémentaire requis par l'employeur, exécuté par les salariés régis par la présente convention, doit être rémunéré au taux de salaire et demi par rapport au salaire régulier, à partir de la première heure faite dans la journée ou dans une semaine, en plus des heures régulières spécifiées dans la présente convention.

b) Toutefois, les salariés travaillant dans les établissements commerciaux, dont les heures régulières de travail sont inférieures à celles déterminées aux paragraphes "a" et "b" de l'article IV, doivent également être rémunérés au taux de salaire et demi pour tout travail supplémentaire exécuté dans une journée ou une semaine et à partir de la première heure faite en plus de la journée régulière de travail en vigueur dans ledit établissement.

VI. *Jours de fêtes chômées et payées*: Dans tous les établissements assujettis à la présente convention, les jours de fêtes suivants doivent être chômés et payés. Le Premier de l'An, le lendemain du Premier de l'An, l'Epiphanie, l'Ascension, le 24 mai, fête de Dollard (si proclamée fête civique), la Saint-Jean-Baptiste, la Confédération, la fête du Travail, la Toussaint, l'Immaculée-Conception, le jour de Noël et le lendemain de Noël.

Doivent être chômés et payés également, le Vendredi Saint jusqu'après l'office et le jour de la fête du Sacré-Cœur jusqu'après l'office également. Il n'y aura pas de travail les dimanches.

VII. *Vacances payées*: a) Tout employé au service de l'employeur depuis un an au moins, bénéficiera d'une semaine de vacances payées, par année.

female employees and fifty-six per week for male employees, distributed as follows:

1. *Female employees*: 9.00 a.m. to 6.00 p.m., Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday. Saturday and holiday eves, 9.00 a.m. to 10.00 p.m.

2. *Male employees*: 8.00 a.m. to 6.00 p.m., Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday. Saturday and holiday eves, 8.00 a.m. to 10.00 p.m.

3. One hour shall be given to the employees for their noon meal and another hour for the evening meal when they have to work in the evening.

4. The employer may keep his employees to work until 10.00 p.m. from December 20 to December 24 inclusive, and from December 28 to December 31 inclusive, of each year, without overtime pay.

b) *Wholesale commercial establishments*: 1. The hours of work may be distributed as required by the concern provided they do not exceed 48 for male employees, and 40 for female employees.

2. However, should the hours of work of an establishment be actually less than those mentioned in the foregoing paragraph they shall remain the legal hours.

c) Notwithstanding any provision respecting hours of work contained in the present agreement, the Act respecting the weekly day of rest (R.S.Q. 1941, chapter 166) and the by-laws passed under its authority shall apply.

Proviso: The provisions of the present section concerning the duration of work shall never constitute a derogation of the provisions of the Industrial and Commercial Establishments Act (R.S.Q. 1941, chapter 175), of the decrees passed under its authority and of the by-laws established by competent municipalities.

V. *Overtime*: a) Overtime required by the employer and done by the employees governed by the present agreement shall be paid for at the rate of time and one-half based on the regular rate of pay from the first hour worked in a day or in a week in excess of the regular hours determined by the present agreement.

b) However, employees working in the commercial establishments whose regular hours of work are less than those determined in subsections "a" and "b" of section IV shall also be paid the rate of time and one-half for all overtime worked in a day or a week and from the first hour worked in excess of the regular day of work in force in the said establishment.

VI. *Days kept as holidays and paid*: In all establishments governed by the present agreement, the following days shall be kept as holidays and paid: New Year's Day, the day after New Year's Day, Epiphany Day, Ascension Day, May 24, Dollard Day (when declared a civic holiday), St. Jean Baptiste Day, Dominion Day, Labour Day, All Saints Day, Immaculate Conception Day, Christmas Day and the day after Christmas.

Shall also be kept and paid, Good Friday until after the service and the Sacred-Heart Day until after the service. No work shall be performed on Sunday.

VII. *Vacation with pay*: a) Every employee in the employ of an employer for at least one year shall benefit by a vacation with pay of one week per year.

b) Tout employé n'ayant pas encore une année de service, aura droit à une demi-journée de vacance payée, par mois de service.

c) Tout employé quittant son service, ou lors de la résiliation de son contrat de travail, aura droit à sa proportion de vacances selon le cas.

d) Ces vacances doivent être accordées après entente entre le patron et l'employé, et seront payées au taux régulier de salaire pour une semaine normale de travail, tel que convenu dans la présente convention.

e) Toutefois, tout salarié qui n'a pas pris de vacances à droit à leur accumulation et, s'il quitte le service de son employeur ou s'il est justement renvoyé, le montant dû pour les jours de ses vacances ainsi accumulées, doit lui être payé.

VIII. *Expérience*: L'employeur doit reconnaître le temps d'apprentissage fait précédemment dans un établissement, pourvu que le salarié fournisse un certificat de qualification ou une déclaration assermentée, attestant la durée de son apprentissage ou de son service, chez tel ou tels employeurs. L'expérience comptera surtout si elle a été exercée dans le même genre de travail ou commerce.

IX. *Frais de déplacement*: Les frais de déplacement pour les salariés appelés par l'employeur à travailler en dehors de la localité où ils résident, sont à la charge de l'employeur.

X. *Salaire supérieurs*: Tous les salaires actuellement payés aux salariés régis par la présente convention, s'ils sont supérieurs aux minima fixés par la présente convention, demeurent des salaires légaux conformément aux dispositions de la Loi.

XI. *Paiement du salaire*: Tout travail doit être rémunéré en espèce chaque semaine, moins les déductions pour avances ou marchandises achetées.

XII. *Contrat individuel*: Quelle que soit la forme ou la nature du contrat individuel de travail intervenu, il est prohibé de stipuler une rémunération moindre que les salaires prévus par la présente convention pour chacune des catégories de salariés y mentionnées.

XIII. *Taux de salaires*: Les salaires minima sont les suivants pour chacune des catégories de salariés énumérées ci-après:

Catégories	Salaire hebdomadaire	
	Hommes	Femmes
Chef de département, gérant adjoint ou premier commis.	\$40.00	\$26.00
Gérant	50.00	26.00
Comptable, teneur de livres, percepteur	35.00	20.00
Assistant-comptable, assistant-teneur de livres, sténographe et dactylographe:		
Premier semestre	12.00	11.00
Première année	15.00	12.50
Deuxième année	20.00	15.00
Troisième année	25.00	20.00
Quatrième année	30.00	25.00
Chef de personnel	45.00	
Caissier ou caissière:		
Première année	15.00	13.50
Deuxième année	18.00	15.00
Troisième année	20.00	18.00
Quatrième année	25.00	22.00
Commis:		
Premier semestre	12.50	10.00
Deuxième semestre	15.00	12.00
Deuxième année	18.00	15.00
Troisième année	22.00	18.00
Quatrième année	25.00	20.00

b) Every employee with less than one year of service is entitled to one half-day of vacation with pay per month of service.

c) Every employee who leaves his occupation, or whose labour contract is cancelled, is entitled to his proportion of vacation with pay.

d) This vacation is given at a date agreed upon by the employer and the employee and is paid at the regular rate of pay for a regular week of work, as stipulated in the present agreement.

e) However, every employee who has not taken his vacation is entitled to the accumulation thereof and, should he leave the service of his employer or be dismissed for good reasons, the amount due for the vacation days so accumulated shall be paid to him.

VIII. *Experience*: The employer shall take into account the period of apprenticeship served in another establishment provided the employees furnish a certificate of competency or a sworn statement giving the duration of their apprenticeship or service with such employer or employers. Experience shall be taken into account specially if it was acquired in the same kind of work or trade.

IX. *Travelling expenses*: The travelling expenses of the employees required by the employer to work outside the locality where they live shall be borne by the employer.

X. *Higher wages*: All wages actually paid to the employees governed by the present agreement, if higher than the minimum ones determined by the present agreement, shall remain legal wages in pursuance of the provisions of the Act.

XI. *Payment of wages*: Work shall be paid in cash, every week; deductions will be made for loans and goods bought.

XII. *Individual contract*: Whatever form or nature of individual contract may be entered into, it is prohibited to stipulate a remuneration less than the wages established by the present agreement for each one of the categories of employees herein mentioned.

XIII. *Wage rates*: The minimum wage rates shall be as follows for each one of the categories of employees hereafter enumerated:

Catégories	Weekly wages	
	Male	Female
Departmental manager, assistant manager or head-clerk.	\$40.00	\$26.00
Manager	50.00	26.00
Accountant, book-keeper, collector	35.00	20.00
Assistant-accountant, assistant-book-keeper, stenographer and typist:		
First six months	12.00	11.00
First year	15.00	12.50
Second year	20.00	15.00
Third year	25.00	20.00
Fourth year	30.00	25.00
Staff head-clerk	45.00	
Cashier — male or female:		
First year	15.00	13.50
Second year	18.00	15.00
Third year	20.00	18.00
Fourth year	25.00	22.00
Clerk:		
First six months	12.50	10.00
Second six months	15.00	12.00
Second year	18.00	15.00
Third year	22.00	18.00
Fourth year	25.00	20.00

Cinquième année	30.00	25.00	Fifth year	30.00	25.00
Livreur avec voiture ou camion:			Delivery man with motor or horse-drawn vehicle:		
Première année	15.00		First year	15.00	
Deuxième année	20.00		Second year	20.00	
Troisième année	25.00		Third year	25.00	
Quatrième année	30.00		Fourth year	30.00	
Cinquième année	35.00		Fifth year	35.00	

Livreur en bicyclette:
Première année 12.00
Deuxième année 15.00
La bicyclette et ses accessoires doivent être fournis par l'employeur qui doit également pourvoir aux réparations.

b) *Etablissements de gros:*

Catégories	Salaire hebdomadaire	
	Hommes	Femmes
Gérant	\$55.00	
Gérant du crédit et contrôleur	50.00	
Assistant-gérant	50.00	
Comptable, teneur de livres . .	40.00	
Aide-comptable et caissier . . .	25.00	
Commis de bureau	18.00	
Chef de département	50.00	
Assistant-chef de département	35.00	
Commis de département	30.00	
Commis:		
Première année	20.00	15.00
Deuxième année	24.00	18.00
Troisième année	30.00	22.00

Chef de hangar et expédition . . 40.00
Assistant chef de hangar et expédition . . 35.00

Homme de plancher:
Première année 30.00
Deuxième année 35.00

Homme général:
Première année 28.00
Deuxième année 35.00

Livreur avec camion ou voiture . 35.00
Aide-livreur 28.00

Voyageur, vendeur à commission et percepteur:
Première année 40.00
Deuxième année 45.00
Apprentis âgés de 21 ans et plus 21.00

c) *Dispositions générales:* Pour toutes les catégories ci-dessus nommées, tout salarié, à l'exception des livreurs à bicyclettes, travaillant moins de 40 heures par semaine, est considéré comme salarié supplémentaire et doit être rémunéré au taux de 0.45 l'heure.

Toute salariée travaillant moins de 30 heures par semaine est considérée comme salariée supplémentaire et doit être rémunérée au taux de 0.35 l'heure.

d) Un salarié travaillant plus de 40 heures, mais moins que le maximum prévu pour sa catégorie, et ce, à la demande de l'employeur, doit recevoir de celui-ci une rémunération hebdomadaire identique à celle qui lui serait due s'il avait travaillé durant le maximum fixé pour sa catégorie.

e) Une salariée travaillant plus de 30 heures, mais moins que le maximum prévu pour sa catégorie, et ce, à la demande de l'employeur, doit recevoir de celui-ci une rémunération hebdomadaire identique à celle qui lui serait due si elle avait travaillé durant le maximum fixé pour sa catégorie.

f) *Employés surnuméraires:* Les mots "employés surnuméraires", pour les catégories énumérées ci-dessus, désignent les salariés qui, en

The bicycle and its accessories shall be supplied by the employer who shall also keep same in repair.

b) *Wholesale establishments:*

Catégories	Weekly wages	
	Male	Female
Manager	\$55.00	
Credit manager and controller	50.00	
Assistant-manager	50.00	
Accountant, book-keeper	40.00	
Assistant-accountant, cashier . .	25.00	
Office clerk	18.00	
Departmental manager	50.00	
Assistant departmental manager	35.00	
Department clerk	30.00	
Clerk:		
First year	20.00	15.00
Second year	24.00	18.00
Third year	30.00	22.00

Warehouse and shipping head-clerk 40.00

Assistant warehouse and shipping head-clerk 35.00

Floor man:
First year 30.00
Second year 35.00

General employee:
First year 28.00
Second year 35.00

Delivery man with motor or horse-drawn vehicle 35.00
Delivery man's helper 28.00

Traveling salesman, commission salesman and collector:
First year 40.00
Second year 45.00
Apprentices, 21 years or older 21.00

c) *General provisions:* In all the categories hereabove enumerated, every employee, excepting delivery boys on bicycles, working less than 40 hours per week is considered as extra employee and shall be paid \$0.45 per hour.

Every female employee working less than 30 hours per week is considered as extra employee and shall be paid \$0.35 per hour.

d) An employee working more than 40 hours but less than the maximum hours established for his category, and this at the employer's request, shall receive from the latter a weekly remuneration equal to that which would be owed to him had he worked the maximum number of hours of his category.

e) A female employee working more than 30 hours but less than the maximum hours established for her category, and this at the employer's request, shall receive from the latter a weekly remuneration equal to that which would be owed to her had she worked the maximum number of hours of her category.

f) *Occasional employees:* The words "occasional employees", in the categories above mentioned, mean the employees hired in excess of those ha-

plus de ceux employés habituellement le temps que l'établissement est ouvert, sont embauchés de façon intermittente pendant certaines périodes. Ces salariés doivent être rémunérés au taux de 0.35 pour les femmes, et 0.50 pour les hommes.

g) *Cas spéciaux ou exceptionnels*: Les personnes de cette catégorie, comme les invalides, handicapés, etc. leur salaire sera fixé après entente entre l'employeur et l'employé quitte à être ratifiée par le Comité.

XIV. Durée et renouvellement: Cette convention sera considérée comme étant effectivement en vigueur, le jour de la publication dans la *Gazette officielle de Québec*, de l'arrêté ministériel l'ayant approuvée et restera pendant les douze (12) mois qui suivront cette date. Cette convention se renouvellera automatiquement d'année en année, à moins que l'une des parties contractantes ne notifie l'autre partie de son intention d'abroger celle-ci du sixantième au trentième jour avant son expiration.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 20 novembre 1948. 23539-0

AVIS DE MODIFICATION

Conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), l'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes qu'il a l'intention de proposer l'approbation des modifications suivantes au décret numéro 163 du 12 février 1948, et amendements, relatif aux métiers d'horloger et de bijoutier dans les comtés de Drummond, Arthabaska, Richmond, Nicolet, Bagot, Beauce, Lévis, Dorchester, Lotbinière, Mégantic, Missisquoi, Rouville, Shefford et Saint-Jean.

1° Le nom de la partie contractante de première part sera changé et se lira comme suit:

"La Corporation des Maîtres Horlogers-Bijoutiers du Québec".

2° L'article III du décret sera remplacé par le suivant:

"III. *Jurisdiction territoriale*: La juridiction territoriale du décret comprend les comtés de Nicolet, Mégantic, Yamaska, Arthabaska, Drummond, Wolfe, Bagot, Richmond, Shefford, Sherbrooke, Compton, Brôme, Missisquoi, Stanstead, Montmagny, L'Islet, Kamouraska, Témiscouata, Rimouski, Rivière-du-Loup, Matapédia, Matane, Bellechasse, Dorchester, Beauce, Frontenac, Lotbinière, Lévis, Rouville, St-Jean et Iberville."

3° Le paragraphe l) de l'article I sera remplacé par le suivant:

"l) Le terme "horloger-sénior" désigne toute personne qui a obtenu le minimum des points requis aux examens d'horloger devant le bureau des examinateurs du Comité paritaire et à qui un certificat de qualification comme tel a été décerné."

4° le paragraphe m) de l'article I sera remplacé par le suivant:

"m) Le terme "Bijoutier-sénior" désigne toute personne qui a obtenu le minimum des points

habituellement working the business hours of the establishment for certain periods. Such employees shall be paid \$0.35 per hour when female and \$0.50 per hour when male.

g) *Special or exceptional cases*: The persons of this category, such as invalids, handicapped workers, etc. shall receive a wage rate set by agreement between the employer and the employee and subject to approval by the Committee.

XIV. Duration and renewal: This agreement will be considered as being effectively in force the day of the publication in the *Quebec Official Gazette* of the Order in Council approving it and will remain in full effect for twelve (12) months following that date. It will then renew itself automatically from year to year unless one of the contracting parties notifies the other party of its intention to repeal it from the sixtieth to the thirtieth day prior to its expiration.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, November 20, 1948. 23539-0

NOTICE OF AMENDMENT

Pursuant to the procedure provided for under section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that he intends to recommend the approval of the following amendments to the decree number 163 of February 12, 1948, and amendments, relating to the clockmaking and jewellery trades in the counties of Drummond, Arthabaska, Richmond, Nicolet, Bagot, Beauce, Lévis, Dorchester, Lotbinière, Mégantic, Missisquoi, Rouville, Shefford and St. John.

1. The name of the contracting party of the first part will be changed and will read as follows:

"La Corporation des Maîtres Horlogers-Bijoutiers du Québec".

2. Section III of the decree will be replaced by the following:

"III. *Territorial jurisdiction*: The territorial jurisdiction of the decree comprises the counties of Nicolet, Mégantic, Yamaska, Arthabaska, Drummond, Wolfe, Bagot, Richmond, Shefford, Sherbrooke, Compton, Brôme, Missisquoi, Stanstead, Montmagny, L'Islet, Kamouraska, Témiscouata, Rimouski, Rivière-du-Loup, Matapédia, Matane, Bellechasse, Dorchester, Beauce, Frontenac, Lotbinière, Lévis, Rouville, St. Jean and Iberville."

3. Subsection l) of section I will be replaced by the following:

"l) The words "senior clockmaker" mean any person who has obtained the minimum points required in the clockmaker's examinations before the Board of Examiners of the Parity Committee and to whom a certificate of competency as such has been issued."

4. Subsection m) of section I will be replaced by the following:

"m) The words "senior jeweller" mean any person who has obtained the minimum points

requis aux examens de bijoutier devant le bureau des examinateurs du Comité paritaire et à qui un certificat de qualification comme tel a été décerné."

5° Le paragraphe *ll*) suivant sera ajouté à l'article I:

"*ll*) Le terme "Horloger-junior" désigne toute personne qui a obtenu le minimum des points requis aux examens d'horloger devant le bureau des examinateurs du Comité paritaire et à qui un certificat de qualification comme tel a été décerné."

6° Le paragraphe *mm*) suivant sera ajouté à l'article I:

"*mm*) Le terme "Bijoutier-junior" désigne toute personne qui a obtenu le minimum des points requis aux examens de bijoutier devant le bureau des examinateurs du Comité paritaire et à qui un certificat de qualification comme tel a été décerné."

7° Le paragraphe *p*) suivant sera ajouté à l'article I comme suit:

"*p*) Le terme "commis surnuméraire" désigne tout salarié embauché et qualifié comme tel en plus du personnel régulier et dont la durée hebdomadaire de travail pour le même employeur est inférieure à celle déterminée par le présent décret."

8° L'article VI sera remplacé par ce qui suit: "VI. *Taux minima de salaires*: Les taux minima de salaires pour chaque semaine de quarante-huit (48) heures de travail sont les suivants:

Bijoutier-sénior.	\$45.00
Horloger-sénior.	45.00
Graveur.	45.00
Soudeur.	45.00
Sertisseur.	45.00
Plaqueur.	45.00
Bijoutier-junior.	30.00
Horloger-junior.	30.00
Commis:	
à l'entrée.	16.00
après 6 mois.	17.00
après 1 an.	18.00
après 2 ans.	20.00
après 3 ans.	22.00
après 4 ans.	24.00
Commis surnuméraire (taux minimum horaire)	0.35"

9° L'article IX sera remplacé par le suivant:

"IX. *Apprentissage*: a) Toute personne qui désire apprendre le métier d'horloger ou de bijoutier doit suivre un cours d'apprentissage de trois (3) ans et se soumettre aux conditions suivantes:

1. Avoir atteint seize ans révolus et n'avoir pas plus de vingt-cinq (25) ans révolus.

2. Avoir un certificat d'études de la neuvième année du cours élémentaire.

3. S'enregistrer au Comité paritaire et obtenir un carnet d'apprenti dans lequel doivent être inscrits ses états de service avec chaque employeur.

b) Tout apprenti-horloger ou apprenti-bijoutier doit se présenter au Bureau des Examinateurs du Comité paritaire dans les trente jours qui suivent son embauchage au service d'un maître bijoutier-horloger.

c) Dans les trente jours qui suivent l'expiration de son apprentissage, l'apprenti-horloger doit se présenter au Bureau des Examinateurs du Comité paritaire pour subir l'examen requis en vue d'obtenir un certificat d'horloger. Au cas d'insuccès, il doit se présenter à un examen dans les trois mois subséquents; au cas d'insuccès de

required in the jeweller's examinations before the Board of Examiners of the Parity Committee and to whom a certificate of competency as such has been issued."

5. The following subsection *ll*) will be added to section I:

"*ll*) The words "junior clockmaker" mean any person who has obtained the minimum points required in the clockmaker's examinations before the Board of Examiners of the Parity Committee and to whom a certificate of competency as such has been issued."

6. The following subsection *mm*) will be added to section I:

"*mm*) The words "junior jeweller" mean any person who has obtained the minimum points required in the jeweller's examinations before the Board of Examiners of the Parity Committee and to whom a certificate of competency as such has been issued."

7. The following subsection *p*) will be added to section I:

"*p*) The words "extra clerk" mean any employee hired and qualified as such in excess of the regular staff and whose weekly duration of work for the same employer is less than that determined in the present decree."

8. Section VI will be replaced by the following:

"VI. *Minimum wage rates*: The minimum wage rates for each week of forty-eight (48) hours of work shall be as follows:

Senior jeweller.	\$45.00
Senior clockmaker.	45.00
Engraver.	45.00
Welder.	45.00
Setter.	45.00
Silver plater.	45.00
Junior jeweller.	30.00
Junior clockmaker.	30.00
Clerk:	
Starting at.	16.00
After 6 months.	17.00
After 1 year.	18.00
After 2 years.	20.00
After 3 years.	22.00
After 4 years.	24.00

Extra clerk (minimum hourly rate) 0.35"

9. Section IX will be replaced by the following:

IX. *Apprenticeship*: a) Every person wishing to learn the clockmaker's or jeweller's trade shall follow an apprenticeship course of three (3) years and abide by the following conditions:

1. Be at least sixteen (16) years old and not more than twenty-five (25).

2. Hold a study certificate of the ninth year of the Elementary Course.

3. Register with the Parity Committee and obtain an apprentice booklet in which shall be inscribed his periods of service with each employer.

b) Every apprentice clockmaker or apprentice jeweller shall sit before the Board of Examiners of the Parity Committee within the thirty days following his hiring by a master jeweller-clockmaker.

c) Within the thirty days following the expiration of his apprenticeship, the apprentice-clockmaker shall sit before the Board of Examiners of the Parity Committee for the examination prescribed for the clockmaker's certificate. In case of failure, he may sit for another examination in the following three months; should

ce dernier examen, son cas sera référé au Comité paritaire qui statuera.

d) Dans les trente jours qui suivent l'expiration de son apprentissage, l'apprenti-bijoutier doit se présenter au Bureau des Examineurs du Comité paritaire pour subir l'examen requis en vue d'obtenir un certificat de bijoutier. Au cas d'insuccès, il doit se présenter à un examen dans les trois mois subséquents; au cas d'insuccès de ce dernier examen, son cas sera référé au Comité paritaire qui statuera.

e) Pour avoir un apprenti, l'artisan doit être qualifié et posséder un certificat d'horloger-sénior ou de bijoutier-sénior.

f) *Taux de salaires minima*: Les taux de salaires hebdomadaires des apprentis pour quarante-huit heures de travail sont les suivants:

à l'entrée.	\$10.00
après 6 mois.	12.00
après 1 an.	18.00
après 2 ans.	25.00

g) L'apprenti-horloger et l'apprenti-bijoutier doivent être employé exclusivement à l'étude de leur métier durant au moins 75% de la durée régulière du travail. Il ne peut, durant toute la durée de son apprentissage, exécuter aucune des opérations définies à l'article I du présent décret sans la surveillance immédiate d'un horloger-sénior ou d'un bijoutier-sénior dans l'établissement où il exerce régulièrement son métier, à moins de permission écrite du comité paritaire."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 20 novembre 1948. 23541-o

AVIS DE MODIFICATION

Conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts révisés de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), l'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes qu'il a l'intention de proposer l'approbation des modifications suivantes au décret numéro 968 du 3 juin 1938, et amendements, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans les comtés de Hull, Gatineau, Papineau, Témiscamingue, Pontiac et Labelle:

La compagnie dont le nom suit a demandé d'être traitée comme partie co-contractante à la convention collective rendue obligatoire par ledit décret:

"La Construction moderne enr, entrepreneurs généraux, Mont-Laurier."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 20 novembre 1948. 23537-o

this last examination prove to be another failure, his case shall be referred to the Parity Committee for decision.

d) Within the thirty days following the expiration of his apprenticeship, the apprentice-jeweller shall sit before the Board of Examiners of the Parity Committee for the examination prescribed for the jeweller's certificate. In case of failure, he may sit for another examination in the following three months; should this last examination prove to be another failure, his case shall be referred to the Parity Committee for decision.

e) To have an apprentice, the artisan must be qualified and hold a certificate as senior clockmaker or as senior jeweller.

f) *Minimum wage rates*: The weekly wage rates of the apprentices for forty-eight hours of work are as follows:

Start at	\$10.00
After six months.	12.00
After one year.	18.00
After two years.	25.00

g) The apprentice clockmaker and the apprentice jeweller shall be employed exclusively in the study of their trade for at least 75% of the regular duration of work.

He shall not, for the entire duration of his apprenticeship, perform operations defined in section I of the present decree without the immediate supervision of a senior clockmaker or a senior jeweller in the establishment where he regularly plies his trade, except with a written authorization of the Parity Committee."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GERARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, November 20, 1948. 23541-o

NOTICE OF AMENDMENT

Pursuant to the procedure provided for under section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Antonio Berrette, Minister of Labour, hereby gives notice that he intends to recommend the approval of the following amendments to the decree number 968 of June 3, 1938, and amendments, relating to the construction industry and trades in the counties of Hull, Gatineau, Papineau, Témiscamingue, Pontiac and Labelle.

The following company has requested to be treated as co-contracting party to the collective agreement rendered obligatory by the said decree:

"La Construction moderne enr, general, Mont-Laurier."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GERARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, November 20, 1948. 23537-o

AVIS DE MODIFICATION

Conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), l'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes qu'il a l'intention de proposer l'approbation des modifications suivantes au décret numéro 2686 du 9 octobre 1941, et amendements, relatif aux métiers de barbier et de coiffeur dans les villes de Farnham, Cowansville, Bedford, le village de Sweetsburg et un rayon de un (1) mille de leurs limites:

Les quatre premiers prix minima de service mentionnés et concernant la barbe et la coupe des cheveux pour adultes et enfants à l'article V seront respectivement remplacés par les suivants: "\$0.30", "\$0.60", "\$0.35", "\$0.60".

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 20 novembre 1948. 23540-o

AVIS DE MODIFICATION

Conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), l'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes qu'il a l'intention de proposer l'approbation des modifications suivantes au décret numéro 1090 du 7 mars 1940, et amendements, relatif au commerce de quincaillerie, ferronnerie et peinture dans la cité de Québec.

Les mots suivants seront ajoutés au paragraphe "m" de l'article IV:

"Autres employés féminins:

Durant 1ère année.	\$14.00
Durant 2ème année.	17.00
Durant 3ème année.	20.00
Durant 4ème année.	22.00"

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 20 novembre 1948. 23535-o

AVIS DE MODIFICATION

Conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), l'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes qu'il a l'intention de proposer l'approbation des modifications suivantes au décret numéro 972 du 30 juin, 1948, et amendements relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal:

1° Les mots suivants seront ajoutés au paragraphe "a" de l'article XVIII:

"Dans le cas des apprentis poseurs d'acier d'armature de béton, ils ne peuvent commencer leur apprentissage avant d'avoir seize (16) ans ou après avoir dépassé vingt-cinq (25) ans."

NOTICE OF AMENDMENT

Pursuant to the procedure provided for under section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that he intends to recommend the approval of the following amendments to the decree number 2686 of October 9, 1941, and amendments, relating to the barber and hairdressing trades in the towns of Farnham, Cowansville, Bedford, the village of Sweetsburg, and a radius of one (1) mile from their limits:

The four minimum prices of service mentioned in section V, and concerning shave and haircut for adults and children, will be respectively replaced by the following ones: "\$0.30", "\$0.60", "\$0.35", "\$0.60".

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, November 20, 1948. 23540-o

NOTICE OF AMENDMENT

Pursuant to the procedure provided for under section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that he intends to recommend the approval of the following amendments to the decree number 1090 of March 7, 1940, and amendments, relating to the hardware and paint trade in the city of Quebec.

The following words will be added to subsection "m" of section IV:

"Other female employees:

During 1st year.	\$14.00
During 2nd year.	17.00
During 3rd year.	20.00
During 4th year.	22.00"

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, November 20, 1948. 23535-o

NOTICE OF AMENDMENT

Pursuant to the procedure provided for under section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that he intends to recommend the approval of the following amendments to the decree number 972 of June 30, 1948, and amendments, relating to the construction industry and trades in the district of Montreal:

1. The following words will be added to subsection "a" of section XVIII:

"As regards the trade of concrete reinforcing steel erector, apprentices shall not begin their apprenticeship before the sixteenth (16th) or after the twenty-fifth (25th) year of their age."

2° Les mots suivants seront ajoutés, dans l'article XIX, après les mots "Travailleur en fer structural...2°":

"Poseur d'acier d'armature de béton...1"

3° Le paragraphe "i" suivant sera ajouté à l'article XX:

"i) Les apprentis poseurs d'acier d'armature de béton:

1er semestre. \$0.80

2ème semestre. 0.90 "

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail.

GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,

Québec, le 20 novembre 1948.

23536-o

2. The following words will be added, in section XIX, after the words "Structural steel worker...2°":

"Concrete reinforcing steel erector...1"

3. The following subsection "i" will be added to section XX:

"i) Apprentices in the trade of concrete reinforcing steel erector:

1st six months. \$0.80

2nd six months. 0.90"

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GERARD TREMBLAY.

Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,

Quebec, November 20, 1948.

23536-o

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 47

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:

Boyer vs Bouchard.	2935
Couture vs Dodier.	2935
Markofsky vs Buckler.	2935

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

2915

AVIS DIVERS:

Chicoutimi, canton de (Rachat d'obligations).	2937
Coopérative Notre-Dame de Montréal (Habitation) (Foundation).	2937
La Compagnie de Balais de Montmagny, Ltée (Directeurs).	2935
L'Association des Employés de Transport de Lévis (Nom changé).	2935
Nicolet Asbestos Mines, Limited (Directeurs).	2936
Québec, cité de (Rachat d'obligations).	2936
St-Tite, paroisse de (Rachat d'obligations).	2936
Syndicat National des Travailleurs en Produits Chimiques de Shawinigan Falls Inc. (Nom changé).	2937

BILLS, ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE:

Concernant les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session 2938

CHARTES — ABANDON DE:

American Coffee Shoppe Incorporated.	2938
Bresner & Herman Inc.	2938
J. N. Lavoie Limitée.	2938
Plumbing and Hardware Limited.	2938

DEMANDES À LA LÉGISLATURE:

Forget, Dame Marie-Thérèse.	2939
Morin, Marcel.	2939
Succession Alphonse Amédée Miville Dechainé alias Dechène.	2939

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

AFFAIRES MUNICIPALES:

Charlesbourg-Est, municipalité de.	2939
St-Marc-des-Carrières, village de.	2940

Index of the Quebec Official Gazette, No. 47

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Boyer vs Bouchard.	2935
Couture vs Dodier.	2935
Markofsky vs Buckler.	2935

NOTICE TO INTERESTED PARTIES:

2915

MISCELLANEOUS NOTICES:

Chicoutimi, township of (Redemption of bonds).	2937
Coopérative Notre-Dame de Montréal (Habitation) (Foundation).	2937
La Compagnie de Balais de Montmagny, Ltée (Directors).	2935
L'Association des Employés de Transport de Lévis (Name changed).	2935
Nicolet Asbestos Mines, Limited (Directors).	2936
Quebec, city of (Redemption of bonds).	2936
St-Tite, parish of (Redemption of bonds).	2936
Syndicat National des Travailleurs en Produits Chimiques de Shawinigan Falls Inc. (Name changed).	2937

BILLS, LEGISLATIVE ASSEMBLY:

Concerning to private bills to be introduced during the coming session. . . . 2938

CHARTERS — SURRENDER OF:

American Coffee Shoppe Incorporated.	2938
Bresner & Herman Inc.	2938
J. N. Lavoie Limitée.	2938
Plumbing and Hardware Limited.	2938

APPLICATIONS TO LEGISLATURE:

Forget, Dame Marie-Thérèse.	2939
Morin, Marcel.	2939
Estate of Alphonse Amédée Miville Dechainé alias Dechène.	2939

DEPARTMENTAL NOTICES:

MUNICIPAL AFFAIRS:

Charlesbourg-East, municipality of.	2939
St-Marc-des-Carrières, village of.	2940

INSTRUCTION PUBLIQUE:

Clifton-Est, munic. scolaire de	2941
Huntingdon, munic. scolaire catholique de	2942
St-Bruno, munic. scolaire de	2941
St-Jérôme, munic. scolaire de la paroisse de	2940

TERRES ET FORÊTS:

Beauport, paroisse de	2942
Beauport, paroisse de	2942
Trois-Rivières, cité des	2942

TRAVAIL:

Commerce de quincaillerie, ferronnerie et peinture dans la cité de Québec (Modification)	2964
Industrie et métiers de la construction dans la région de Montréal (Modification)	2964
Industrie et métiers de la construction dans les comtés de Hull, Gatineau et al (Modification)	2963
Institutions religieuses, hôpitaux et institutions d'enseignement dans la région de St-Hyacinthe (Modification)	2955
Le Syndicat des Commis de Magasins de Roberval, Inc. (Avis)	2956
Métiers de barbier et coiffeur dans les villes de Farnham, Cowansville et al (Modification)	2964
Métiers d'horloger et bijoutier dans les comtés de Drummond, Arthabaska et al (Modification)	2961

TRÉSOR:

Assurances:

La Société Mutuelle des Maréchaux-Ferrants de la Province de Québec ..	2943
--	------

LETTRES PATENTES:

Ayers Co. Limited	2916
Benson's Inc.	2917
Buckland Mines Ltd.	2917
Canadian Lightning Protector Incorporated.	2917
Canado-Mondial, Ltée—Canada-World News Ltd.	2918
C. B. L. Enterprise Limited.	2918
Cercueils Montmagny Inc.—Montmagny Caskets Inc.	2934
Charbon d'Amos Inc.—Amos Coal Inc.	2919
Château Saguenay, (limitée) — Château Saguenay, Limited.	2919
Coronet Haberdashery Inc.	2919
Dairy Pearl Inc.	2920
El Patio Café Inc.	2920
Fashion Modes Inc.	2920
Frédéric Veilleux Limitée	2921
Garage Central Didier, Joyal et Tremblay Limitée	2921
Garage Rosemont Ltée-Ltd.	2921
G. J. Lemieux Ltée	2922
Jerri Inc.	2922
Junior Knitting Mills, Limited	2923
Komduroc Construction Limited.	2923
L'Aide à l'Enfance Malheureuse Inc.	2923
La Médaille Moderne Ltée.	2924
Landry & Perry Limitée.	2924
Le Clicquot Inc.	2924
Lefebvre & Smith Ltée-Ltd.	2925

EDUCATION:

Clifton-East, school munic. of	2941
Huntingdon, Catholic School Munic. of	2942
St-Bruno, school munic. of	2941
St-Jérôme, school munic. of the parish of	2940

LANDS AND FORESTS:

Beauport, parish of	2942
Beauport, parish of	2942
Trois-Rivières, city of	2942

LABOUR:

Hardware and paint trade in the city of Quebec (Amendment)	2964
Construction industry and trades in the district of Montreal (Amendment) ..	2964
Construction industry and trades in the counties of Hull, Gatineau et al (Amendment)	2963
Religious institutions, hospitals and educational establishments in the district of St-Hyacinthe (Amendment)	2955
Le Syndicat des Commis de Magasins de Roberval, Inc. (Notice)	2956
Barber and hairdresser trades in the towns of Farnham, Cowansville et al (Amendment)	2964
Clockmaking and jewellery trades in the counties of Drummond, Arthabaska et al (Amendment)	2961

TREASURY:

Insurance:

La Société Mutuelle des Maréchaux-Ferrants de la Province de Québec ..	2943
--	------

LETTERS PATENT:

Ayers Co. Limited	2916
Benson's Inc.	2917
Buckland Mines Ltd.	2917
Canadian Lightning Protector Incorporated.	2917
Canado-Mondial, Ltée—Canada-World News Ltd.	2918
C. B. L. Enterprise Limited.	2918
Cercueils Montmagny Inc.—Montmagny Caskets Inc.	2934
Charbon d'Amos Inc.—Amos Coal Inc.	2919
Château Saguenay, (limitée) — Château Saguenay, Limited.	2919
Coronet Haberdashery Inc.	2919
Dairy Pearl Inc.	2920
El Patio Café Inc.	2920
Fashion Modes Inc.	2920
Frédéric Veilleux Limitée	2921
Garage Central Didier, Joyal et Tremblay Limitée	2921
Garage Rosemont Ltée-Ltd.	2921
G. J. Lemieux Ltée	2922
Jerri Inc.	2922
Junior Knitting Mills, Limited	2923
Komduroc Construction Limited.	2923
L'Aide à l'Enfance Malheureuse Inc.	2923
La Médaille Moderne Ltée.	2924
Landry & Perry Limitée.	2924
Le Clicquot Inc.	2924
Lefebvre & Smith Ltée-Ltd.	2925

Les Frères Morin (Sherbrooke) Incorporés.	2925
Les Immeubles Iberville Inc.	2926
Lingerie "Du Jour" Inc.— Du Jour Lingerie Inc.	2926
Mc Intyre Lumber Co. Ltd.	2926
Monkland Drive Yourself Limited	2927
M. Steiner Corp.	2927
Northern Products Ltd.	2927
Office Machine & Furniture Co. Ltd.	2928
Princess Silks Inc.	2928
Slax Inc.	2929
Southwestern Furs of Canada Ltd.	2929
Steven Corp.	2930
St. Sauveur Golf Club.	2930
Surrey Frocks Ltd.	2931
The Beattie Curling Association, Incorporated.	2931
The Kinsmen Club of Lachine.	2931
The Kiwanis Club of Sherbrooke, Inc.	2932
The MacPherson Cemetery Association	2932
The Omega Electronic Co. Ltd.	2933
Titanium Allied Minerals Inc.	2933
Tremblay Construction Ltée	2934
Vitrierie Charlebois Glass Ltée/ted.	2934

Les Frères Morin (Sherbrooke) Incorporés.	2925
Les Immeubles Iberville Inc.	2926
Lingerie "Du Jour" Inc.— Du Jour Lingerie Inc.	2926
Mc Intyre Lumber Co. Ltd.	2926
Monkland Drive Yourself Limited	2927
M. Steiner Corp.	2927
Northern Products Ltd.	2927
Office Machine & Furniture Co. Ltd.	2928
Princess Silks Inc.	2928
Slax Inc.	2929
Southwestern Furs of Canada Ltd.	2929
Steven Corp.	2930
St. Sauveur Golf Club.	2930
Surrey Frocks Ltd.	2931
The Beattie Curling Association, Incorporated.	2931
The Kinsmen Club of Lachine.	2931
The Kiwanis Club of Sherbrooke, Inc.	2932
The MacPherson Cemetery Association	2932
The Omega Electronic Co. Ltd.	2933
Titanium Allied Minerals Inc.	2933
Tremblay Construction Ltée	2934
Vitrierie Charlebois Glass Ltée/ted.	2934

NOMINATIONS:

Diverses.	2943
----------------	------

PROCLAMATIONS:

Convocation de la Législature pour l'expédition des affaires.	2943
Concernant l'annexion d'un certain territoire de la paroisse de L'Ancienne Lorette au village de Notre-Dame-de-Lorette	2944

SIÈGES SOCIAUX:

Adanac Fisheries Limited.	2945
Cercueils Montmagny Inc.— Montmagny Caskets Inc.	2945
Dieppe Construction Incorporée	2946
4995-5005 Ste. Catherine Road Inc.	2946

SOUMISSIONS:

Coaticook, ville de.	2949
Granby, cité de.	2948
Lac Bouchette, village de.	2946
Rimouski, ville de.	2947

VENTE PAR LICITATION:

Simpson <i>et al</i> vs Leroux <i>et al</i>	2949
--	------

VENTES PAR SHÉRIFS:

ARTHABASKA:

Létourneau vs Carignan	2951
-----------------------------	------

GASPÉ:

La Compagnie de Bois Radisson vs Lavoie.	2951
---	------

HULL:

M. Zagerman & Company Limited vs Rurban Housing Enterprises Limited	2952
--	------

MONTREAL:

Choquette vs Rousseau <i>et al</i>	2953
---	------

APPOINTMENTS:

Miscellaneous	2943
--------------------	------

PROCLAMATIONS:

Convocation of the Legislature for the dispatch of business.	2943
Concerning annexation of a certain territory of the parish of L'Ancienne Lorette to the village of Notre-Dame-de-Lorette	2944

HEAD OFFICES:

Adanac Fisheries Limited.	2945
Cercueils Montmagny Inc.— Montmagny Caskets Inc.	2945
Dieppe Construction Incorporée	2946
4995-5005 Ste. Catherine Road Inc.	2946

TENDERS:

Coaticook, town of.	2949
Granby, city of.	2948
Lac Bouchette, village of.	2946
Rimouski, town of.	2947

SALE BY LICITATION:

Simpson <i>et al</i> vs Leroux <i>et al</i>	2949
--	------

SHERIFFS' SALES:

ARTHABASKA:

Létourneau vs Carignan	2951
-----------------------------	------

GASPÉ:

La Compagnie de Bois Radisson vs Lavoie.	2951
---	------

HULL:

M. Zagerman & Company Limited vs Rurban Housing Enterprises Limited	2952
--	------

MONTREAL:

Choquette vs Rousseau <i>et al</i>	2953
---	------

QUÉBEC:

La Banque Provinciale du Canada vs Rodrigue <i>et al</i>	2952
Robitaille vs Lebel.	2953

RICHELIEU:

Larose-Chagnon <i>et al</i> vs Blain.....	2953
---	------

RIMOUSKI:

Thibault vs Gagnon.	2954
--------------------------	------

SAGUENAY:

Anselme Côté & Fils Limitée vs Létour- neau	2955
--	------

TÉMISCAMINGUE:

Simard vs Belliard.....	2955
-------------------------	------

23546-o

QUEBEC:

La Banque Provinciale du Canada vs Rodrigue <i>et al</i>	2952
Robitaille vs Lebel.	2953

RICHELIEU:

Larose-Chagnon <i>et al</i> vs Blain.....	2953
---	------

RIMOUSKI:

Thibault vs Gagnon.	2954
--------------------------	------

SAGUENAY:

Anselme Côté & Fils Limitée vs Létour- neau	2954
--	------

TÉMISCAMINGUE:

Simard vs Belliard.....	2955
-------------------------	------

23546-o